

N° 691-692
DU 20 AVRIL AU 3 MAI 2013

1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION • Olivier Faure
• CO-DIRECTEUR DE LA PUBLICATION •
Valerio Motta • RÉDACTRICE EN CHEF
Stéphanie Platat • PHOTO • Philippe
Grangeaud • Mathieu Delmestre • SIPA •
MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94)
Saint-Mandé
• N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223
• ISSN 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité
par Solfé Communications,
tiré à 27 500 exemplaires

**« La gauche est là,
elle est debout, elle est
déterminée, et nous
continuerons à agir »**



L'AGENDA

24 avril

► Ateliers
du changement
à Évry

4 et 5 mai

► Forum génération
changement
à Soustons

15 juin

► Forum
des progressistes
européens

16 juin

► Convention national
Europe



Jean-Marc Ayrault

« Chers amis, chers camarades, merci d'abord de votre accueil. Cher Harlem, merci de ton invitation.

La politique réserve de bons et de mauvais moments. Comme chacun d'entre vous, j'ai connu des moments de joie, des moments de joie collectifs, mais j'ai connu aussi des moments de tristesse, et même parfois de découragement, mais comme vous, aujourd'hui, c'est de la colère que j'éprouve. Cette colère froide ne me quitte pas.

Elle est d'autant plus forte que j'avais accordé ma confiance à Jérôme Cahuzac, et que je n'imaginais pas que cette affaire, dévoilée par le site d'information Mediapart, puisse être autre chose qu'une rumeur sans fondement.

Comme l'ensemble des Français, j'ai été trompé. Cette faute est grave. Et elle est grave pour trois raisons. Elle discrédite la parole publique, parce que le mensonge est un poison. Elle déconsidère la politique que nous menons, parce que le ministre de la lutte contre la fraude était justement un fraudeur. Elle crée le doute sur la sincérité de l'engagement de milliers de militants et d'élus, souvent bénévoles, qui ne perçoivent d'autre rémunération que celle de voir leurs idées appliquées.

Alors, il faut que d'un mal sorte un bien. Il faut que cette épreuve permette de nous faire avancer encore plus vite et plus loin vers la République exemplaire que nous appelons de nos vœux, et que le président de la République s'est engagé à construire devant les Français.

Davantage de transparence, d'abord. J'entends dire que la publication des patrimoines aurait pour conséquence la montée du populisme. Je crois tout l'inverse. Vingt-cinq pays sur vingt-sept en Europe ont déjà créé cette obligation pour leurs élus. Et c'est en France que le Front national progresse. C'est de l'opacité que se nourrit le populisme, parce que l'opacité est la porte ouverte à tous les fantasmes.

Davantage de clarté encore. Oui, l'honneur de représenter le peuple français suppose la fin de tout conflit d'intérêts. Il n'est pas admissible qu'un parlementaire puisse faire commerce de son influence, de son carnet d'adresses et de ses réseaux. Il n'y a pas de grande démocratie au monde, de vraie démocratie, pour accepter que le président d'un groupe ou d'un parti puisse cumuler cette mission avec la profession d'avocat d'affaires. Il n'y a pas de grande démocratie pour tolérer qu'un ancien Premier ministre tout juste redevenu parlementaire offre ses services comme consultant pour des intérêts privés.

Et puis il faut davantage de sanctions aussi. Personne n'est obligé de solliciter les suffrages de ses concitoyens. L'exercice d'un mandat politique n'est pas un métier mais une fonction, et elle s'exerce au nom du peuple. Les sanctions doivent donc être exemplaires pour les élus qui frauderont ou qui seront reconnus coupables de corruption. Mais au-delà, ce que révèle l'affaire Cahuzac ne se limite pas à la sphère publique. C'est le combat général contre la fraude et l'évasion fiscale qu'il faut conduire avec la plus grande énergie. Nous devons être impitoyables, parce que cacher son argent à l'étranger, ce n'est pas seulement soustraire de l'argent aux impôts, c'est aussi laisser aux autres, ceux qui paient honnêtement, ceux qui ne trichent pas, ceux qui se lèvent tôt, ceux qui travaillent dur, le

soin de payer les hôpitaux, les écoles, les crèches, les services publics dont tous profitent, y compris les fraudeurs.

Vous l'aurez remarqué, sur ces sujets, que je crois d'intérêt national, parce que c'est la République qui est en cause, la droite n'a pas, jusqu'ici, marqué la moindre envie de progresser. Elle préfère détourner l'attention, éviter de se prononcer sur les réponses à apporter, en ciblant ses attaques contre le gouvernement. Elle veut nous entraîner dans une polémique sans fin sur ce que nous savions, sur ce que nous aurions dû savoir, ou ce que nous aurions pu savoir. Eh bien, nous ne savions rien. Mais nous, nous n'avons jamais cherché à discréditer le travail de la presse, nous n'avons jamais cherché à intimider le procureur, nous avons tiré toutes les conclusions de l'ouverture d'une information judiciaire dès lors que les présomptions nous paraissaient suffisamment fortes et crédibles pour exiger immédiatement la démission d'un ministre.

Il y a encore quelques mois, il en allait tout autrement. Et l'UMP ne peut se prévaloir d'un tel bilan, car il n'est pas si loin le temps où ses ténors donnaient de la voix pour dénoncer une presse fasciste où les tentatives d'instrumentalisation de la justice étaient monnaie courante. Il est encore plus proche de nous, et c'était il y a quelques jours, le temps où les mêmes se relayaient sur les plateaux de télévision pour peser sur un magistrat, essayer de le discréditer, tandis que l'un des leurs, et pas l'un des moindres, était mis en examen.

Il est encore très proche, le temps, et je m'en souviens particulièrement, ayant exercé des responsabilités de groupe à l'Assemblée nationale, il est encore très proche le temps où le pouvoir utilisait tous les moyens pour empêcher une commission d'enquête, légitime en démocratie, sur l'affaire de Karachi, sur les sondages de l'Elysée, eh bien aujourd'hui, le Parlement a tous ces droits et pourra les exercer. Voilà le changement, et la réalité.

Chers camarades, ne vous laissez pas intimider, n'intériorisez pas une faute que nous n'avons pas commise, n'acceptez pas cet insupportable paradoxe d'une condamnation morale collective pour la faute d'un seul, au moment où précisément le président de la République comme le Premier ministre que je suis, ont rompu avec les mauvaises pratiques des gouvernements précédents en refusant de couvrir une affaire au seul prétexte qu'elle impliquerait l'un des siens.

Nous voulons plus de transparence. La droite s'y refuse. Voilà la réalité. Mais sans faiblesse, nous y parviendrons, parce que nous voulons en finir avec toutes les formes de conflit d'intérêts. La droite s'y oppose, elle s'y oppose au nom d'une liberté qui n'est rien d'autre qu'une marque de connivence avec les milieux les plus puissants et les milieux de l'argent. C'est cela que les Français attendent, ils attendent qu'on mette fin à ce sentiment qu'il existe au-dessus de tout le reste une forme de caste de gens qui se connaissent et se fréquentent et qui se mettraient d'accord sur l'essentiel, au détriment des intérêts du peuple.

Ce n'est pas notre conception de la démocratie, ce n'est pas notre conception de la République, et il nous faut agir pour que les choses changent, pas seulement dans la loi, qu'elles changent dans la réalité, mais qu'elles changent aussi dans la confiance que les citoyens puissent avoir dans les institutions de la République et les élus qui les représentent. C'est un enjeu majeur pour la démocratie, mes chers camarades.

Alors oui, c'est vrai que le chantier que nous avons lancé va bien au-delà, c'est la lutte avec plus de force encore contre

les paradis financiers et les paradis fiscaux. La droite propose, elle, vous l'avez remarqué, et sans rougir, une proposition de loi qui ne serait rien d'autre qu'une amnistie générale pour les évadés fiscaux. Eh bien, le gouvernement comme j'imagine toute la gauche, et j'en appelle aussi aux démocrates les plus sincères, refuseront qu'on puisse même continuer à déposer une proposition de loi qui effacerait toutes les fautes, aussi graves, qui auraient été commises par ceux qui auront fait une faute contre la France.

La lutte contre les paradis fiscaux, contre cet argent hyper puissant et les paradis existaient sans doute depuis l'histoire des échanges, mais ils sont devenus monnaie courante depuis le tournant des années 80, les années Thatcher, les années Reagan, où la finance est devenue une activité industrielle à part entière, basée sur quelque chose de fictif, mais permettant la spéculation autour de milliers et de milliers de dollars ou d'euros, et qui a pour conséquence d'appauvrir les peuples, de les mettre en grande détresse, et en même temps de porter atteinte, de porter des coups terribles à la crédibilité politique et aux démocraties.

C'est ce que François Hollande dénonçait dans son discours du Bourget, cette finance sans nom, sans visage. Eh bien c'est cette finance-là, ces paradis fiscaux-là que nous voulons combattre et que nous allons maintenant combattre avec une plus grande détermination à l'échelle de l'Union européenne, à l'échelle du continent européen, à l'échelle de la planète tout entière, parce que c'est l'intérêt majeur des peuples, et nous qui sommes socialistes, c'est ce que nous voulons faire de toute nos forces, plus que jamais. C'est notre mandat, c'est notre responsabilité.

Alors, chers camarades, ne laissez personne vous salir, ne laissez personne piétiner l'honneur de la gauche. N'autorisez aucun amalgame. Soyez fiers de la liberté que nous reconnaissons à la presse et que nous voulons renforcer par la préservation des sources. Soyez fiers de l'indépendance que nous accordons à la justice et que nous voulons renforcer par la réforme constitutionnelle. Soyez fiers de ce que nous avons déjà fait pour séparer les activités de dépôt des banques de leurs activités spéculatives. Soyez fiers de la lutte engagée pour le contrôle des activités de nos banques à l'étranger. Nous venons de subir un choc très rude, mais nous répondrons aux attentes des Français, et la République exemplaire, nous la ferons.

Mais ce que les Français attendent, c'est d'abord que les responsables politiques apportent des solutions concrètes aux difficultés qu'ils rencontrent. L'emballement médiatique ne nous détournera pas de notre tâche prioritaire : le redressement du pays. Les Français qui souffrent de la crise au quotidien n'ont pas le temps d'attendre que l'orage s'apaise. Sans doute vous est-il arrivé, comme à moi, que l'on vous demande : *« Mais aviez-vous suffisamment anticipé la difficulté de la tâche avant les victoires du 6 mai et du 17 juin 2012 ? »* Eh bien, je réponds ce matin : ne laissons pas les jugements hâtifs et les formules choc supplanter la vérité des faits. Il y a des unes des magazines qui font vendre, mais les titres accrocheurs peuvent être aussi des titres menteurs.

J'entends dire que le président de la République et le gouvernement feraient preuve de faiblesse et ne conduiraient pas les affaires du pays avec suffisamment de fermeté. Mais quel est ce pouvoir si faible qui s'affronte au pouvoir de l'argent en imposant, et c'est unique dans toute l'Europe, le même barème d'impôts pour les revenus du capital et ceux du travail ? Quel est ce pouvoir si faible qui tient tête aux puissants en limitant leurs rémunérations indécentes ? Quel est ce pouvoir si faible qui prend ses responsabilités en envoyant nos soldats lutter contre le terrorisme au Mali ? Quel

est ce pouvoir si faible qui rétablit le dialogue social, et qui, avec persévérance, a permis que les organisations syndicales et patronales se mettent d'accord sur un accord majeur sur la sécurisation du travail ?

Ce gouvernement, mes chers camarades, c'est le gouvernement de la gauche. Et comme à chaque fois, rien ne nous sera épargné parce que nous bousculons les privilèges et les situations acquises, parce que nous bousculons les rentes de situation. Eh bien, n'en déplaise à certains, la gauche, elle est là, elle est debout, elle est déterminée, et nous continuerons à agir, parce que c'est pour ça que nous sommes là et pour ça que nous avons été élus.

Et nous continuerons à préférer le rétablissement de l'impôt sur la fortune à l'instauration d'un bouclier fiscal. Nous continuerons à créer de nouveaux droits pour les salariés, ce que nous venons de créer, que les députés viennent de voter, et bientôt les sénateurs, le droit de tous à la complémentaire santé, pour garantir l'accès aux soins au meilleur coût ; le droit individuel à la formation, pour donner à chacun la possibilité d'un parcours de réussite professionnelle ; le droit à être associé aux décisions stratégiques dans les conseils d'administration des entreprises ; le droit à ne pas perdre son assurance chômage, pour que toute offre d'embauche ne soit plus un risque mais une chance, le droit pour les salariés précaires à être enfin respectés, en fixant une durée minimale pour les temps partiels subis.

Mais avec la gauche, c'est aussi le droit pour ceux qui s'aiment de se marier et d'adopter quel que soit leur sexe. Oui, c'est la gauche, celle des droits nouveaux, de plus d'égalité.

Eh bien, je le sais, et vous le savez, aucune réforme ne se fait sans résistance. La droite républicaine, celle de Messieurs Fillon et Copé, avait, croyait-on, tiré la leçon du PACS ; et pourtant, elle se laisse diriger par une Mme Barjot qui pense qu'un vote du Sénat relève de la dictature, et comme Mme Boutin profère les pires menaces sur la démocratie et la République, la droite, qui n'a pas su faire son inventaire après sa défaite, et l'état de la France qu'elle nous a laissé, est devenue l'otage de ses forces les plus réactionnaires, et ça, c'est un danger pour la démocratie.

Pour la droite, tout est de trop. Le blocage des loyers dans les zones tendues, l'accélération de la construction de logements sociaux, la refondation de l'école, avec les rythmes scolaires. Au fond, la droite nous a toujours trouvés illégitimes. Elle nous trouve encore illégitimes. Et elle oublie que c'est le 6 mai dernier et le 17 juin que le peuple français s'est prononcé et nous a donné mandat pour redresser le pays.

Alors je mets en garde les dirigeants de l'UMP, qu'ils n'oublient pas, même s'ils sont dans l'opposition et qu'ils ont parfaitement le droit de s'opposer, qu'ils n'oublient pas qu'ils ont eux aussi la responsabilité de la cohésion nationale. C'est ça, l'obligation d'un républicain.

Alors, en ce qui me concerne, en ce qui concerne la gauche, les socialistes, nous n'acceptons en aucun cas que s'installe une dérive qui renvoie les uns contre les autres. Nous sommes les garants de ce bien précieux du pacte républicain. Mais nous sommes aussi le parti du changement, et ce changement, les Français l'ont voulu. Ce changement, mes chers camarades, il ne va pas s'arrêter, il va se poursuivre.

Alors j'entends, et vous aussi, que ce ne serait pas assez. Mais ce n'est jamais assez. Qui d'entre vous peut croire que c'est assez, quand tant de femmes et d'hommes sont aujourd'hui privés de travail ? C'est vrai que nous aimerions

que les emplois d'avenir que nous avons votés, les contrats de génération, le pacte de compétitivité, la banque publique d'investissement, l'accord sur la sécurisation de l'emploi, aient déjà produit tous leurs effets dans la lutte contre le chômage. Mais je le dis aussi, à tout prendre, entre le confort de la contestation et le risque de l'action, je choisis l'action.

Il y a toujours eu une partie de la gauche pour préférer rêver de l'idéal pour mieux éviter de se confronter au réel. Et il y a une gauche, à laquelle je crois, la gauche qui prend ses responsabilités, la gauche qui agit, du Front populaire à François Mitterrand, de Lionel Jospin à François Hollande. C'est cette gauche-là, celle qui accepte l'épreuve de la vérité et de l'exercice du pouvoir, qui a permis de faire avancer les droits et la sécurité des plus modestes, de faire avancer les libertés de tous ou de réduire les inégalités. Nous sommes cette gauche, et nous sommes la gauche.

Et nous acceptons d'assumer les exigences du pouvoir. C'est parfois difficile, mais, comme je le dis, c'est une exigence. L'état du pays s'est profondément dégradé depuis maintenant plus de dix ans, dégradé économiquement, dégradé socialement, dégradé politiquement, et même moralement. Alors, nous avons été choisis pour faire face. Eh bien nous faisons face. Cela implique des décisions courageuses, de dire la vérité aux Français. La réduction des déficits et de la dette publique en fait partie. C'est la condition du maintien de notre

souveraineté. Nous ne confondons pas la fin et les moyens. Le sérieux budgétaire, c'est le moyen, mais c'est aussi le devoir d'une nation surendettée. Aucun gouvernement responsable, garant des intérêts du peuple, ne peut s'y soustraire, sous peine de perdre toute capacité d'initiative et d'action autonome.

Mes chers camarades, je l'ai dit à La Rochelle, en discutant, en débattant avec les Jeunes socialistes, je ne serai pas le Premier ministre du tournant de l'austérité, parce que ce que nous faisons, c'est le sérieux budgétaire pour retrouver des marges de manœuvre, mais ce n'est pas l'austérité. L'austérité, c'est en Espagne, l'austérité, c'est au Portugal, l'austérité, c'est en Irlande. Mais l'austérité, c'est ce qu'il faut éviter à tout prix, et réduire la dette et les déficits, c'est décider par nous-mêmes, personne ne nous l'impose.

Moi, je veux que le peuple français décide par lui-même. Je ne veux pas que demain, parce que nous aurions laissé filer les choses, par une sorte de vision simpliste que les choses allaient s'arranger toutes par elles-mêmes, que les marchés financiers qui spéculent sur notre dos, nous dictent notre conduite. Je n'ai pas envie que demain, ce soit la Commission européenne qui nous mette sous contrôle. Je veux que la France reste autonome, souveraine, indépendante, parce que s'il en est ainsi, si elle finance de cette manière les priorités des engagements présidentiels, alors elle sera plus forte aussi pour continuer ce que François Hollande a commencé dès le 15 mai,



c'est-à-dire sa crédibilité, pour poser, imposer la réorientation de l'Europe dans le sens de la croissance.

Oui, nous sommes, et je l'ai toujours été, pour une Europe de combats. L'Europe, c'est un idéal. Mais aujourd'hui, l'Europe, le projet européen, sont en panne. Au-delà de la nécessité de sauver l'euro, qui est notre monnaie commune, que nous avons voulue, c'est l'Europe de la croissance, l'Europe des projets, l'Europe de l'influence dans le monde qu'il nous faut construire ou reconstruire. C'est vrai que les États-nations sont confrontés à des difficultés qu'ils n'ont sans doute jamais connues. Mais l'Europe doit pouvoir se donner des ressources propres, avec lesquelles elle peut s'endetter, puisqu'elle n'a aucune dette, et s'endetter pour investir, et s'endetter pour relancer la croissance.

Il y a déjà un début de recettes propres, au-delà des transferts de chaque gouvernement au budget européen. C'est ce que nous avons pu obtenir. Ce que le vote du peuple français en élisant François Hollande a permis d'obtenir à l'échelle d'un certain nombre de pays européens, c'est la recette de la taxe sur les transactions financières, qui devient ainsi une recette propre de l'Europe.

Que faisons-nous de cela ? C'est la question qu'il nous faut poser à nos partenaires, pas seulement à l'Allemagne, à tous les autres. Il faut leur dire : il nous faut maintenant regarder la réalité en face. Réorienter l'Europe, ce n'est pas simplement le pacte de croissance que nous avons adopté tout au début de cette législature, mais c'est aussi les investissements dans les investissements d'avenir, l'énergie et la croissance verte, l'innovation technologique et la recherche, mais aussi tout ce qui va permettre de connecter nos réseaux d'infrastructures et de continuer à faire de l'Europe le continent de la prospérité.

La première puissance économique du monde, c'est l'Europe. La première puissance commerciale du monde, c'est l'Europe. Et parfois, nous ne le savons pas assez. Alors maintenant, il faut changer. 350 millions de citoyens européens attendent cette Europe-là, et la gauche doit y répondre.

Ce n'est pas l'Europe qui est en cause. Ce sont ceux qui la dirigent. Ce ne sont pas des institutions que nous condamnons, mais une politique. Et ce sera le débat des élections européennes de l'année prochaine. C'est ce débat que nous devons populariser à travers tout le continent. Et c'est sur les peuples, car si les gouvernements conservateurs, qui sont les plus nombreux, ne veulent pas bouger, c'est sur les peuples que nous devons nous appuyer. Si la droite européenne reste sourde, c'est l'appel que les socialistes doivent lancer avec leurs partenaires socialistes sociaux-démocrates, il y a une alternative, les peuples peuvent en décider, en construisant un rapport de forces dès maintenant.

Je sais que nous pouvons compter sur Harlem et la direction du parti, et les parlementaires, pour que des délégations soient envoyées très rapidement dans les capitales européennes pour rencontrer ceux qui gouvernent, quand ils sont au pouvoir, les socialistes ou sociaux-démocrates, mais aussi ceux qui sont dans l'opposition, pour qu'ensemble nous puissions fixer les enjeux de la période qui s'ouvre.

Avant, il y aura eu les élections municipales. Christophe Borgel en a parlé, mais c'est essentiel. C'est un grand rendez-vous démocratique. J'ai, comme beaucoup, un attachement particulier à la fonction de maire. C'est un bon mandat, mais c'est aussi un mandat qui correspond bien à notre conception de l'action politique, parce qu'il est fondé sur la disponibilité, l'attention aux autres, le goût de l'action concrète, la volonté de promouvoir la mixité sociale, mais aussi de mettre en

mouvement la société. Combien de nos collectivités locales, et d'abord de nos mairies, sont capables de faire travailler ensemble sur des projets, les chefs d'entreprises et les salariés, les syndicats et les associations, les citoyens de quartier.

C'est ce que nous faisons, c'est la bonne méthode, et c'est pour ça que les Français nous apprécient. C'est dans les exécutifs locaux, au premier rang desquels les communes, que la gauche, pas seulement les socialistes, a depuis de nombreuses années fait la démonstration qu'elle seule savait concilier développement économique, justice sociale, qualité environnementale, préservation et développement des services publics, solidarité et responsabilité budgétaire.

Mais c'est aussi dans les mairies que la gauche, et même si elle n'est pas totalement rassemblée à l'Assemblée nationale ou au Sénat, c'est là qu'elle se rassemble, qu'elle tire de ses différences et de ses complémentarités le meilleur pour les citoyens. C'est de nature à donner confiance à ceux qui doutent.

Le rendez-vous des municipales n'est pas uniquement un rendez-vous local, c'est un rendez-vous politique, c'est un rendez-vous démocratique, c'est un rendez-vous pour toute la gauche et les écologistes, qui sont aujourd'hui face à leurs responsabilités, et au premier rang desquels le Parti socialiste.

Chers camarades, à la droite, il a été donné dix ans. Et vous voyez l'état du pays. Je demande que notre action ne soit pas jugée au bout de dix mois. Je suis à la tête d'un gouvernement dont je suis fier. Je suis le chef d'une majorité dont je suis fier. Je suis socialiste, et je suis fier de ce qu'entreprend la gauche. La période exige du courage. La période exige que nous sortions des vieilles certitudes ou des vieilles habitudes. La période exige que nous inventions et que nous fassions preuve d'audace pour nous donner les moyens de maintenir, non seulement le niveau de vie, mais aussi une certaine vision du monde, certaines valeurs, certaines ambitions qui portent la France bien au-delà d'elle-même.

Chacun a sa responsabilité. J'appelle chacune et chacun d'entre vous à contribuer à l'édification d'un nouveau modèle français, qui n'est pas l'abandon de l'ancien mais son adaptation, son enrichissement aux enjeux du présent. Nous faisons face, plus qu'à une crise, à une transformation du monde, et nous devons être à la hauteur pour y répondre.

Chers camarades, ayons un monde d'avance, construisons la gauche en Europe, car l'Europe a besoin de la gauche, et de toute la gauche. D'une gauche durable, d'une gauche qui sauve la France avec ardeur et enthousiasme.

Alors, chers camarades, recherchons l'unité de toutes celles et tous ceux qui partagent avec nous une certaine idée de la République. »



Harlem Désir

« Chers amis, chers camarades, merci à toutes et à tous. D'abord, d'être venus à ce Conseil national, qui, même s'il était prévu de longue date, a été rendu encore plus indispensable par les événements récents. Nos conseils nationaux, dans l'histoire du parti, sont d'ailleurs rarement des moments de purs débats théoriques, d'exercices intellectuels ou doctrinaux sans lien avec l'actualité. Nos conseils nationaux interviennent dans l'effervescence des victoires, ou dans l'adversité, rarement par temps calme.

Nous ne dérogeons pas à cette règle, et nous ne sommes plus au lendemain d'une victoire, mais dans le temps de l'exercice du pouvoir. Nous avons reçu il y a quelques instants la visite imprévue d'une délégation de salariés de PSA Aulnay. J'ai tenu à leur donner la parole, comme nous l'avions fait pour des délégations de salariés, de Sanofi en particulier, et d'autres entreprises, au moment de notre congrès à Toulouse. Pas seulement en raison de mon attachement pour cette ville d'Aulnay, dans laquelle j'ai vécu et été élu local, mais aussi parce que nous devons, et c'est le rôle du Parti socialiste, rester en permanence en lien et à l'écoute des mouvements de la société.

Et surtout, j'ai tenu à dire à ces salariés que j'ai reçus ensuite en délégation, avec le député de la circonscription, avec Guillaume Bachelay, avec Jean-Marc Germain, nos secrétaires nationaux, j'ai tenu à leur dire que nous nous battons à leurs côtés, comme le fait le gouvernement, pour l'emploi industriel, et en particulier pour que sur ce site de l'entreprise PSA, il n'y ait aucun salarié qui ne se retrouve demain sans solution, et qui se retrouve à Pôle emploi.

Et je me ferai donc l'écho de leur volonté, c'est celle qu'ils ont exprimée, de retrouver le chemin de la négociation avec la direction de cette entreprise, et vous savez que le gouvernement a d'ores et déjà mis tout son poids pour obtenir les conditions de la réindustrialisation de ce site et des conditions qui puissent être les meilleures pour chacun des salariés de l'entreprise PSA.

J'ai parlé d'adversité, chers camarades, mais le mot qui me semble le mieux convenir, celui que j'ai ressenti lorsque le scandale provoqué par Jérôme Cahuzac a éclaté, a été l'écoeurement. Je n'ai pas ressenti que de la colère et de la stupeur, j'ai aussi ressenti un profond écoeurement et une très grande amertume, le goût amer de la trahison. Et je sais que c'est ce qu'ont ressenti aussi les militants de notre parti.

C'est pourquoi j'ai demandé à notre Bureau national une décision claire et rapide : l'exclusion de Jérôme Cahuzac. Je ne veux plus y revenir. Il n'est plus membre de notre parti. Et pour moi, il ne fait plus partie de la vie politique. J'ai surtout voulu écrire à tous les membres du parti, dès les premières heures de cette affaire, et j'ai voulu être aux côtés des militants de la fédération de Haute-Vienne, à l'invitation de son premier fédéral, Laurent Lafaye, pour accueillir de nouveaux adhérents aux côtés de nos camarades. Notre premier devoir dans ce moment, c'est en effet d'être aux côtés des militants, comme au plus près des Français, et c'est le rôle de chaque responsable du Parti socialiste.

À Limoges, aux camarades anciens et nouveaux, j'ai voulu dire que c'est dans ces périodes difficiles que le parti, comme le gouvernement et le président, a le plus besoin des femmes et des hommes qui font la gauche, qui sont la gauche. Je suis un militant de gauche depuis plus de trente ans. Nous avons connu des périodes

de faste, et des périodes difficiles, des périodes de combats rudes. Et c'est avec l'expérience qui est la mienne que j'ai voulu leur dire que l'écoeurement ne doit jamais prendre le pas sur l'engagement. Notre plus grande richesse, c'est notre engagement. Et dans ce moment, c'est ce que les militants attendent. Et notre plus grande force, ce sera notre unité.

Sur ce point, je veux vous parler avec la plus grande franchise, sans les sempiternelles incantations, mais sans détours non plus. L'unité n'est pas le contraire du débat. Seul le débat peut nourrir, enrichir, embellir l'unité des socialistes. Et j'assume que nous ayons, dans le parti, le débat le plus large, le plus ouvert, le plus libre. Parce que depuis plus de cent ans, le Parti socialiste puise son énergie dans la diversité de sa pensée, dans la diversité de nos thèses, de nos idées, de nos motions, de nos textes, et j'en suis fier. Questionner la société, questionner une orientation, ne jamais accepter la fatalité d'une politique ou du monde tel qu'il est, c'est aussi cela, être socialiste.

Et donc, aucun débat n'est tabou. Les nuances, les échanges idéologiques, les divergences parfois, ce n'est pas seulement que je les entends. Je souhaite qu'elles s'expriment. Parce que je crois que le sarkozisme est mort de son caporalisme, et que rien ne serait pire qu'un parti qui ne réfléchit pas.

Je ne veux pas que nous ressemblions à cette droite des clans, des barons, la droite qui ne pense à rien, ou alors qui pense de travers, qui ne comprend plus la France justement parce qu'elle ne sait pas accepter la réalité et la diversité des débats qui traversent la société. Je veux un parti où bouillonnent tous les débats.

Et face à une crise d'une telle gravité, je comprends que chacun essaie de proposer ses solutions, pour l'emploi, pour la croissance, pour la réorientation de l'Europe. J'entends et je salue la sincérité et le travail des camarades, qui alimentent ce débat, y compris ceux qui ont fait le choix, à ce stade, d'être dans la minorité du parti. C'est la tradition de la gauche. Les socialistes aiment le débat. Mais nous devons refuser la division que créent les comportements égoïstes. Et je veux le dire là aussi clairement, au nom, je le sais, de tous les militants de notre parti : le parti est le lieu du débat. Alors oui au débat dans le parti, mais non à la cacophonie et au bal des egos devant les Français. Les couacs, ça suffit. Le concours des petites phrases, l'exhibition des états d'âme, les snipers qui tirent systématiquement contre leur camp, le mépris du travail collectif, cela, ça suffit. Les Français nous regardent. L'égoïsme n'a pas sa place au Parti socialiste dans ce moment.

Dans l'adversité, il faut être dans l'engagement collectif. Alors j'appelle tous les socialistes, mais aussi les partis de la majorité gouvernementale, à faire bloc face à l'offensive de la droite et de l'extrême droite. J'appelle même l'ensemble des partis de la majorité présidentielle. Face au bloc des droites, nous avons besoin d'un bloc des gauches, et je refuse que notre parti contribue à l'opposition de deux gauches, l'une pariant sur la défaite de l'autre.

Et je le dis aussi avec amitié mais avec fermeté : l'unité de la gauche, ce n'est pas seulement pour les investitures. C'est aussi dans les coups durs qu'il faut être solidaires. Traiter un ministre socialiste de « *salopard* », ça ne crée pas un emploi, ça ne fait pas baisser la dette, ça ne construit pas un logement ni une école. Cela fait juste plaisir à la droite, et surtout à l'extrême droite, et c'est d'ailleurs elle qui en tire profit.

Et il ne faut pas sous-estimer la gravité du moment que nous traversons. Cette affaire Cahuzac ne doit pas jeter l'opprobre sur l'ensemble des élus, qui sont proches des Français, qui se dévouent pour les Français. Nous ne croyons pas, nous, socialistes, aux fautes collectives. Mais l'affaire Cahuzac a cristallisé une crise de confiance, une crise démocratique profonde et ancienne, dont nous devons toujours avoir conscience.

C'est parce que nous avons conscience de la nécessité de retisser cette confiance politique que nous avons voulu innover, changer les pratiques politiques, renforcer la démocratie, en particulier en nous ouvrant, avec les primaires citoyennes. Oui, la rénovation de la République est au cœur de notre identité de socialistes. Et c'est aujourd'hui avec le redressement économique, la bataille pour l'emploi, la justice sociale, une réponse essentielle à la crise de confiance que traverse le pays. Il ne faut pas opposer l'un à l'autre. Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault a fait de l'exemplarité sa marque, depuis la baisse du salaire des ministres jusqu'à la décision de la publication de leur patrimoine.

Cette exemplarité est la meilleure réponse au populisme, qui prospère sur le soupçon et sur la défiance contre les élus. Le président a annoncé des mesures radicales, parce qu'elles seules pourront redonner confiance aux citoyens. C'est pourquoi il faut aller au bout de ces réformes de la transparence, des réformes de contrôle, de moralisation de la vie politique. Il faut un sursaut démocratique, et il faut remettre à plat tout ce qui doit l'être. Etre socialiste, c'est avant tout avoir des devoirs envers la République et envers les Français.

Alors pardon de le dire aussi directement : aujourd'hui comme hier, à droite comme à gauche, ceux qui croient que tout pourra continuer comme avant se trompent. Ceux qui croient que la rénovation politique peut attendre se trompent. Ceux qui sous-estiment la soif de démocratie, de changement dans le fonctionnement de la vie politique, la soif de République, de participation politique des Français, se trompent.

Je n'accepte pas les conservatismes qui éloignent les Français de la vie publique. Les journalistes ironisent parfois sur notre attachement au non-cumul des mandats. Mais bien sûr que nous y sommes attachés ! Alors oui, là encore, il est de mon devoir de le dire au nom des militants socialistes, et je le répéterai autant que nécessaire, parce que c'est une conviction personnelle et profonde : notre pays a besoin de ce changement, il a besoin du non-cumul des mandats ; et le non-cumul des mandats, nous l'aurons grâce à François Hollande qui a décidé d'en faire une loi et de dépolitisier cette République. Elle sera irréversible, et il nous revient, comme nous l'avons fait quand nous nous sommes battus pour la parité, et ce combat continue, sans attendre que ce soit dans la loi, par exemplarité, de commencer par nous l'appliquer à nous-mêmes.

François Hollande a créé les conditions d'un consensus pour une République exemplaire, une République nouvelle, car je suis sûr que les mesures qu'il a annoncées dans ce domaine sont celles que souhaitent les Français. Mais quelle réponse a donnée la droite ? Le bruit des calomnies pour couvrir leur silence devant ces propositions fortes. Car on voit que la droite préfère, à cet esprit de rassemblement, l'esprit de polémique. M. Copé, mais peut-être qu'il y a des raisons personnelles, prend une très grave responsabilité lorsqu'il engage sa formation politique dans la défense de l'intérêt particulier plutôt que dans celle de l'intérêt général.

Mais la droite a perdu aujourd'hui la boussole de l'intérêt républicain, et elle l'a perdue depuis quelque temps déjà. Il est particulièrement inacceptable de voir l'UMP et le Front national se réunir depuis plusieurs mois derrière le même langage, les mêmes méthodes qui alimentent l'anti-républicanisme, en particulier à propos de cette grande loi d'égalité et de justice que sera la loi pour le droit au mariage pour tous. Oui, le plus inquiétant, c'est ce bloc des droites UMP-FN qui grandit sous nos yeux, unis par les mêmes propositions de lois, les mêmes banderoles, au fond la même vision réactionnaire de la société.

La dérive de la droite vers l'extrême droite est grave pour la République. Elle gangrène ses fondements. Nous assistons ces dernières semaines à une radicalisation dangereuse de la droite. Les responsables de l'UMP n'ont pas le droit de se taire quand

le Sénat est pris d'assaut, quand des organisations extrémistes s'en prennent aux forces de l'ordre, quand elles organisent des opérations commando pour entraver le déplacement des ministres, quand des élus de la République se font agresser à leur domicile, cela a été encore le cas ce matin pour le président du groupe des Verts à l'Assemblée nationale, quand deux jeunes homosexuels sont battus sauvagement, quand des prières de rue sont organisées dans l'espace public devant l'Assemblée nationale ou le Sénat. L'UMP, par son silence, par sa complicité, se rend co-responsable de ces violences, et nous ne pouvons pas l'accepter.

Et dans le même temps, l'UMP se radicalise aussi dans sa vision économique et sociale. Ils ont finalement des propositions. Il ne faut pas les calomnier. Les 39 heures payées 35, la super RGPP, 130 milliards de coupes budgétaires, une hausse de plus de trois points de la TVA... et elle s'entête à défendre cette politique ultra libérale, une politique ultra austéritaire, qui n'a fait qu'aggraver la crise et porter un projet de régression sociale généralisée partout où elle a été appliquée en Europe.

Alors, il faut assumer la confrontation avec cette droite, en France comme en Europe. Avec le président de la République, nous, socialistes, avons choisi de mener trois combats pour la France : le combat contre les paradis fiscaux et la finance folle, le combat pour l'emploi et la justice sociale, et le combat pour la réorientation de l'Europe. Oui, nous voulons éradiquer les paradis fiscaux, quand la droite veut laisser les plus riches s'organiser pour échapper à l'impôt citoyen. La droite vient même de proposer à l'Assemblée nationale l'amnistie des exilés fiscaux. La gauche agit, elle, pour l'économie réelle et contre la finance folle, avec en particulier la loi de séparation et de régulation bancaire, avec l'Union bancaire européenne, avec la taxe sur les transactions financières, avec le contrôle des filiales par pays.

Le président de la République est aussi le plus mobilisé dans la bataille pour l'emploi avec le pacte de compétitivité, le crédit d'impôt, la sécurisation de l'emploi, les emplois d'avenir, les contrats de génération. Nous sommes le parti du soutien à l'investissement : investissement dans les PME, investissement dans le logement, dans les filières d'avenir, mais aussi investissement dans l'école quand nous faisons de l'école et de la refondation de l'école la priorité de la République.

Et en temps de crise, il ne faut pas moins de justice. Il faut plus de justice. François Hollande mène de front la relance de l'économie, et un effort historique d'assainissement des finances publiques, car cet effort sera garant de notre souveraineté. Il a aussi choisi de ne pas sacrifier notre modèle social.

Alors, à ceux qui nous accusent de faire l'austérité, dites-leur que nous sommes le parti qui gouverne pour redistribuer, répondez augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, répondez retraite à 60 ans pour les carrières longues et revalorisation des retraites, répondez plafonnement des allocations familiales pour les plus riches, mais maintien de l'universalité, répondez justice fiscale avec le rétablissement de l'ISF, les revenus du capital qui sont désormais taxés au même niveau que ceux du travail, répondez taxation à 75 % sur les salaires supérieurs à 1 million d'euros.

Tout cela, le parti le souhaitait et le gouvernement l'a décidé et le fait. Mon sentiment, chers camarades, c'est que nous avons fait beaucoup, mais que nous n'avons pas assez fait savoir. Nous sommes le parti des 40 000 postes nouveaux pour l'Education nationale cette année, et de la refondation de l'école pour l'avenir de nos enfants. Nous sommes le parti d'une loi bancaire historique, le parti de la parité, le parti du dialogue social, le parti du mariage pour tous, le parti de la réindustrialisation.

Alors non seulement nous assumons la politique qui est menée, mais nous la soutenons avec fierté, parce que non, ce n'est pas une

politique d'austérité, c'est une politique de redressement du pays, mais c'est fondamentalement une politique de justice sociale, une politique pour remettre la France sur la voie de la croissance, de la création de richesses, de la création d'emplois, de la solidarité, de la justice pour tous ceux qui souffrent de la crise.

Notre politique pour la France montre la voie de ce que nous voulons pour l'Europe. Moins de dettes, plus d'éducation, plus d'emplois, plus de solidarité. Et c'est parce qu'il a choisi cette politique de sérieux budgétaire et de relance de l'économie, en France, que notre voix peut porter en Europe. Sur l'Europe, notre Convention nationale est lancée aujourd'hui. Le débat va s'ouvrir dans quelques instants. Et je forme le vœu que nos travaux aboutissent au meilleur des résultats en juin. C'est-à-dire à un message fort vis-à-vis de l'Europe dans la bataille que nous menons face aux conservateurs, mais aussi un message fort pour toute la gauche européenne, pour toute la social-démocratie européenne. Et je remercie Jean-Christophe, Catherine, Jean-Louis, Estelle, qui en parleront cet après-midi, de mener pour nous ces travaux.

Mais je dois vous dire, chers camarades, qu'après avoir rencontré nos camarades allemands, italiens, espagnols, portugais, qui nous ont invités ou qui sont passés ces dernières semaines à Paris, je dois vous dire que je veux que notre parti soit à la pointe de cette confrontation avec les conservateurs européens, et en particulier avec les conservateurs de Mme Merkel, parce que c'est là que se joue l'avenir de l'Europe.

Notre parti doit être la force de François Hollande dans le bras de fer qu'il a engagé avec ces conservateurs, contre les politiques d'austérité. Nous refusons qu'ils engloutissent l'Europe dans le trou noir des égoïsmes nationaux, et nous soutenons le président de la croissance face à la chancelière de l'austérité, parce que c'est l'intérêt général européen que de sortir de ces politiques d'austérité. Le temps d'une autre Europe est venu, une autre voie est possible en Europe, la voie du progrès, qui a été ouverte par François Hollande. Et il va falloir que les conservateurs le comprennent, parce que c'est la voie que veulent emprunter les peuples européens.

Il y a en Europe un front des progressistes qui partagent la vision européenne de François Hollande. Et il ne faut pas qu'il y ait une confrontation géographique de l'Europe du sud contre l'Europe du nord. Il faut une confrontation politique entre les progressistes qui veulent plus d'Europe, et les conservateurs qui veulent, en réalité, moins d'Europe. Et dans cette bataille, nous sommes évidemment avec nos camarades sociaux-démocrates allemands que nous avons reçus, et avec lesquels nous allons travailler à cette offensive. J'assume un positionnement clair pour les socialistes français, je l'avais dit au moment de notre congrès. Je veux que le Parti socialiste soit le parti le plus européen de France, et le plus progressiste des partis de la gauche européenne, celui qui doit être à la pointe du combat pour un nouveau pacte social européen. Je veux que nous soyons le parti de la renaissance de l'Europe. C'est le message que nous porterons lors des élections européennes. Oui à l'Europe, non à l'austérité. Oui à l'Europe de l'emploi, de la croissance, des projets. Oui à l'Europe politique, non aux politiques de récession, non au dumping social et fiscal, qui sont le contraire même du projet politique européen.

Mes chers camarades, avant cela, une grande bataille nous attend : les élections municipales. Ensemble, militants, élus, nous avons à préparer ces élections, avec toute l'énergie nécessaire. La droite va essayer d'y trouver une revanche. Nous pouvons l'en empêcher. Il faut au contraire que nous soyons capables de montrer, à partir de l'action, qui est celle de nos équipes municipales, de nos élus, de cette action de démocratie locale, de développement durable, de solidarité, de service public, qui leur vaut la confiance, l'adhésion de nos citoyens, en partageant ces expériences, ces propositions, pour enrichir toutes nos campagnes locales,

pour nourrir nos équipes de campagne, il faut que nous soyons capables de créer des dynamiques qui permettront la conquête de nouvelles villes. Et les primaires, là où elles ont été décidées, y contribueront fortement.

Nous sommes la gauche qui débat, nous sommes la gauche qui agit, nous devons plus que jamais être la gauche de proximité avec les Français. Je l'ai déjà dit, pour faire réussir la gauche, le problème n'est pas notre distance avec le gouvernement, c'est notre proximité avec les Français.

Face aux difficultés, je veux une gauche de soutien et de terrain, une gauche de soutien au président de la République et une gauche de terrain auprès des Français. Je vous demande donc à tous, comme vous le faites déjà, d'aller sur le terrain, au contact des Français, justement dans ce moment où ils ont besoin qu'il y ait un dialogue avec eux. Je veux une gauche qui puisse tout entendre et tout affronter, et surtout tout expliquer, et montrer la cohérence, le cap de l'action qui est menée.

C'est le sens des millions de tracts que nous éditons, des forums, des conventions que nous tenons. C'est le sens des ateliers du changement, qui ont vocation à essaimer partout en France, et c'est vous qui en serez le moteur. Il faut aller à la rencontre des Français, pour évaluer, pour préparer la politique que nous voulons mener, à l'aune de leur vécu, de leur expérience. Il faut dire aux Français : nous assumons ce que nous faisons. Nous n'avons pas peur d'en répondre devant vous, d'en discuter, pour améliorer l'action du gouvernement. Et c'est aussi le sens des primaires locales, qui nous donneront un temps d'avance démocratique pour aller à la conquête de nouvelles villes.

Notre socialisme, c'est un socialisme d'innovation : innovation économique, sociale, écologique, mais aussi innovation démocratique. Nous avons le devoir de proposer aux Français de prendre toute cette part au changement, et de leur montrer aussi qu'il a commencé. Ce changement, il prendra du temps. Mais nous devons tenir, parce que nous savons que nous menons, non pas la seule politique possible, mais la meilleure, celle que nous croyons la plus juste pour la France et pour les Français.

François Hollande a choisi le chemin de la vérité, du courage, du redressement financier, du redressement industriel, de la bataille pour l'emploi, pour la justice sociale. Notre devoir, c'est aujourd'hui d'être pleinement mobilisés à ses côtés. Et nous tiendrons, parce que nous avons la conviction chevillée au corps que la France, son destin, comme le président de la République l'a dit lui-même, ce n'est pas le déclin, que la France a la force de sortir de cette crise, qu'elle a les atouts pour en ressortir plus forte. Et si nous accomplissons notre devoir, demain, elle sera plus juste, plus forte en France, en Europe, dans le monde, et elle pèsera.

Jaurès, qu'il faut relire, en ces temps où l'extrême droite frappe à la porte de la République, disait : *« Il y a trois choses qui dégradent le courage d'un peuple : le mensonge, la paresse et le défaut d'idéal »*. Des jours que nous venons de vivre, voici donc la leçon que nous devons retenir : nous devons aux Français la vérité, l'audace, l'engagement.

Je sais, chers camarades, que c'est la volonté de tous les socialistes. Alors au travail pour redonner à ce pays espoir en lui-même et en son avenir, avec François Hollande et avec la gauche qui agit pour la France. »



Alain Fontanel

« Cher Jean-Marc, cher Harlem, chers camarades, le Conseil national qui s'ouvre ce matin est tout sauf anodin. C'est d'abord le premier Conseil national depuis le Congrès de Toulouse d'octobre dernier, il y a déjà six mois. Ce Conseil national est très attendu. Il est observé, ici en France, bien sûr, mais aussi ailleurs en Europe. Il intervient dans un contexte particulièrement difficile, celui d'une crise sans précédent, à la fois économique, sociale et

financière. La droite nous a laissé un pays exsangue, après dix ans au pouvoir. Au cours de cette période, notre économie a complètement décroché, la dette a explosé et les inégalités se sont multipliées. C'est justement parce que la situation était si difficile que les Français ont choisi François Hollande et l'ont élu à la présidence de la République. Nous ne devons pas l'oublier.

Ce Conseil national intervient aussi dans un contexte de grande tension. L'affaire Cahuzac, bien sûr, est un choc violent pour tous les Français. Son mensonge est une faute, pénale bien sûr, mais aussi politique et morale. Elle contribue à alourdir une atmosphère déjà bien pesante. La droite française, tétanisée par la montée du Front national qu'elle a encouragée par ses discours et ses politiques, s'est lancée dans une fuite en avant. En panne de leadership et de vision, elle se complaît sur le terrain du populisme et des extrêmes, cherchant même à affaiblir nos institutions, comme on a encore pu malheureusement le vérifier hier soir (vendredi 12 avril ndlr) dans les rues de Paris.

Le Parti de gauche mène lui aussi une offensive très dure, avec une autre forme de populisme, mélange du « *Tous pourris* » et d'un « *demain, on rase gratis* ».

Ce Conseil national intervient enfin quelques semaines avant d'importantes échéances européennes. Le Conseil des ministres du 24 avril adoptera la stratégie de redressement de nos comptes publics, qui sera ensuite présentée à la Commission européenne. Le prochain Conseil européen, le 22 mai, sera pour sa part, et grâce à l'action du gouvernement, très largement consacré à la lutte contre l'évasion fiscale. Les débats que nous aurons aujourd'hui ne seront bien évidemment pas sans influence sur ces échéances.

Face à ces difficultés, et dans ce contexte tendu, nous avons tous conscience que notre droit à l'erreur a bien été épuisé. Nous sommes à un tournant du quinquennat. Nous n'avons plus droit à de nouveaux couacs, nous n'avons plus droit à de nouvelles erreurs d'appréciation, nous devons au contraire profiter de ce Conseil national pour passer des messages forts aux Français.

Le premier de ces messages, c'est nécessairement celui de la transparence et de l'exemplarité. Nous sommes bien évidemment très attendus sur ce terrain. Nous avons déjà fait beaucoup en matière d'éthique, de respect de l'indépendance de la justice et de moralisation de la vie publique, sous l'impulsion du président de la République et du Premier ministre. Mais nous devons aller plus loin encore pour redonner du crédit à la parole publique.

Sur ce terrain, comme sur beaucoup d'autres, ne nous laissons pas donner de leçons par la droite. Les conflits d'intérêts, c'est bien elle, que ce soit avec Eric Woerth, qui était à la fois ministre du Budget et trésorier de l'UMP, ou avec

Jean-François Copé, qui confond trop souvent Parlement et affaires. Nous devons, pour notre part, agir sans faiblir, et moraliser la vie publique. Moraliser la vie publique, c'est aussi s'attaquer sans relâche à la moralisation de la finance, avec bien sûr la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux.

Nous devons aussi envoyer aux Français un message fort d'unité. Le parti doit bien sûr être un lieu de débats, c'est notre histoire, c'est notre culture, et nous y consacrerons toute cette journée, que ce soit ce matin avec le débat d'orientations générales, ou cet après-midi avec le débat sur la convention sur l'Europe.

Oui au débat, bien sûr, mais dans le respect de la nécessaire cohérence de notre action. Face aux attaques de la droite et de l'extrême gauche, nous devons tous ensemble défendre la politique menée par le président de la République et le Premier ministre. Nous devons être fiers des réformes engagées. Nous menons des politiques de gauche, progressistes et réformatrices. Nous devons être fiers de notre combat pour l'égalité des droits, avec bien sûr le mariage pour tous, mais aussi le rétablissement d'une loi contre le harcèlement sexuel, ou encore l'annulation de la circulaire Guéant. Nous devons être fiers des mesures prises pour lutter contre le fléau du chômage avec les emplois d'avenir et les contrats de génération. Nous devons être fiers du redressement productif lancé avec le plan de compétitivité et la BPI.

Nous devons être fiers des mesures de justice sociale et fiscale, avec l'encadrement des loyers, la construction de 150 000 logements sociaux, la taxation du capital, et une plus forte progressivité de l'impôt sur le revenu. Nous devons être fiers des mesures prises pour la jeunesse, avec la création de 60 000 postes d'enseignants, la réforme des rythmes scolaires, ou encore le plan de lutte contre le décrochage scolaire.

Nous devons enfin être fiers du redressement entrepris des comptes publics, parce qu'il nous permet de restaurer notre souveraineté, de nous libérer du poids de la finance internationale et de préparer au mieux l'avenir. Cela va aussi nous donner la crédibilité nécessaire pour réorienter l'Europe en demandant à Mme Merkel de renoncer aux politiques d'austérité qu'elle conduit avec toutes les droites européennes.

Ces premiers résultats, nous devons les défendre, nous devons les expliquer, nous devons les porter devant tous les Français. Expliquer nos politiques plutôt que de les critiquer nous-mêmes, rappeler les progrès obtenus plutôt que de systématiquement souligner ce qui aurait pu être fait. Ne faisons pas croire qu'une autre politique est possible, alors même que la seule alternative au redressement conduit par le Premier ministre et le gouvernement, c'est la mise à bas de notre modèle social.

Mais défendre notre bilan, c'est aussi donner de l'espoir et offrir des perspectives. Ne nous trompons pas d'horizon. Ce n'est pas en dix mois que nous effacerons dix ans de casse économique et sociale par la droite. Nous devons inscrire notre action dans la durée, tout en répondant à l'urgence sociale dans notre pays.

Le redressement des comptes publics et la réduction de la dette ne peuvent pas être une fin en soi. C'est un moyen pour moderniser notre économie et réduire les inégalités. Après ce préalable nécessaire, nous passerons à une deuxième et indispensable étape de la réforme et du changement, celle notamment d'une grande réforme fiscale pour plus de justice et d'égalité pour tous les citoyens. Le parti a dans ce cadre un rôle essentiel pour le redressement de notre pays et pour la réduction du chômage. Nous devons bien sûr être à l'écoute des

Français. Nous devons être sur le terrain pour expliquer sans relâche les réformes menées. Nous devons soutenir avec force le président de la République et le gouvernement face à la droite.

Nous devons porter les combats d'aujourd'hui et préparer ceux de demain, mais notre parti, dans ce cadre, se doit lui aussi d'être exemplaire. Nous devons poursuivre la rénovation de nos propres pratiques. Notre parti s'est engagé avec force dans cette voie après le désastreux Congrès de Reims. Il est devenu le parti des primaires citoyennes, il a rénové en profondeur ses fédérations, en n'hésitant pas à mettre sous tutelle celle dont la pratique posait des problèmes.

Nous devons continuer sur ce chemin en expérimentant des primaires citoyennes pour la désignation des têtes de listes aux municipales, des primaires de conquête pour créer une véritable dynamique politique, pour mobiliser, affirmer un leadership dans la perspective du combat des municipales.

Ces primaires, bien sûr, devront être exemplaires dans leur organisation. Je vous propose d'adopter ce principe de primaires citoyennes pour la désignation des têtes de listes aux municipales, à Marseille, à Aix-en-Provence et au Havre. Je vous propose aussi de donner mandat au Bureau national pour compléter cette liste dans les prochaines semaines, en lien avec nos fédérations et les candidats.



Christophe Borgel

« Chers camarades, cher Jean-Marc, cher Harlem, quelques mots en introduction de ce Conseil national. La situation nationale que nous connaissons, et qui est évidemment un élément qui va compter dans les élections municipales à venir, n'est ni révélée, ni créée par la récente affaire que nous venons de connaître, pas plus que la situation de crise économique et la nécessité du redressement. Tout cela était connu non seulement avant ce qu'il est convenu d'appeler

l'affaire Cahuzac, mais tout cela était connu quand nous avons remporté les élections présidentielles et les élections législatives.

Cette affaire ne change pas non plus, ne nous y trompons pas, les priorités de nos concitoyens. Il y a bien sûr une demande de transparence, d'exemplarité de la République, et c'était dans nos engagements pour les élections présidentielles et législatives. Mais les priorités de nos concitoyens, on l'entend chaque jour dans nos circonscriptions, restent l'emploi, le pouvoir d'achat, le retour de la croissance.

J'ai la conviction, même si je sais qu'un certain nombre de commentateurs tracent une ligne droite entre une situation nationale et une élection municipale, j'ai la conviction que d'élection municipale en élection municipale, la décentralisation s'installant un peu plus dans notre pays, les élections municipales vont d'abord être des élections locales. En 2001, élection qui, malgré les victoires à Dijon, Paris et Lyon, a été jugée comme plutôt une élection favorable à la droite, la gauche emporte près de 50 villes de plus de 10 000 habitants, dont certaines votant largement à droite dans tous les scrutins nationaux. En 2008, à l'inverse, élection que la gauche emporte largement, il y a plus de 35 villes de 10 000 habitants qui

Nous devons faire de ces primaires un véritable moment de rencontres citoyennes, bien loin du vote par Internet de l'UMP, qui devrait, n'en doutons pas, plus mobiliser les membres de la fameuse Conar plutôt que les Français eux-mêmes. La rénovation de nos pratiques implique aussi de compléter nos instances, avec la mise en place d'une haute autorité indépendante chargée de faire respecter nos valeurs et notre charte éthique. Elle sera constituée de neuf personnalités irréprochables, politiques mais aussi magistrats ou autres personnalités indépendantes de la société civile. Chambre d'appel des instances existantes, elle pourra, conformément à nos statuts, être directement saisie par le Bureau national ou le Premier secrétaire, en cas d'atteinte grave aux intérêts du parti.

Je vous propose donc de donner mandat au Bureau national pour désigner dans les prochaines semaines les neuf membres de cette haute autorité. Ces deux décisions, relatives à l'organisation de primaires d'une part, et à la mise en place d'une haute autorité d'autre part, seront soumises au vote de notre Conseil national en fin de matinée, à l'issue du débat d'orientations générales. »

basculent à droite, et là encore, avec des villes où la gauche est largement majoritaire dans les scrutins nationaux.

Il y a eu, il y a un peu plus d'un mois, en direction des fédérations, diffusion de la circulaire nationale de préparation des municipales et de nos investitures. Nous avons installé, sous la houlette d'Alain Fontanel et de moi-même, une Commission nationale de préparation des municipales qui se réunit maintenant tous les quinze jours, le mercredi matin. N'allons pas à cette bataille municipale « la peur au ventre », avec l'idée que nous devons nous replier sur le pré carré de nos réussites locales, et que sous la pression d'une situation nationale délicate, face aux difficultés de la crise, nous serions face à une vague bleue qui monte, qui monte, qui monte. M. Copé, qui l'annonçait juste après cette espèce de victoire volée à la tête de l'UMP, se fait beaucoup plus prudent depuis quelques semaines. Ce n'est pas simplement la difficulté à trouver des candidats, c'est la division de la droite qu'il constate, et vous le savez bien, dans nos territoires, dans de trop nombreuses villes, et c'est bien sûr la pression du Front national, mais c'est aussi, et ça sera notre point d'appui, la réalité de l'action de nos maires dans les municipalités.

Nous abordons ces élections municipales en tête dans les villes de plus de 10 000 habitants, près de 55,57 % de ces villes sont dirigées par un maire de gauche, l'essentiel de ces maires de gauche sont des maires socialistes. Nous abordons ces municipales avec la volonté de garder ce rapport de forces. Ça va supposer du travail, pas simplement du point de vue des programmes, bien entendu, pas simplement du point de vue du rassemblement de la gauche. Ce rassemblement doit être notre leitmotiv dans la préparation de cette campagne, ce qui ne veut pas dire ne pas se faire respecter. Je pense notamment à ceux qui d'ores et déjà ont annoncé qu'ils iraient à des listes autonomes dans l'ensemble des grandes villes. Ils ne peuvent pas avoir l'autonomie dans toutes les villes où ça les intéresse, et le rassemblement dans toutes celles où ça les arrange.

La cohérence d'une orientation sur le rassemblement doit prévaloir dans l'ensemble du pays. Et je veux le dire

tranquillement à nos partenaires : le rassemblement avec le Parti socialiste, il ne peut pas être à géométrie variable en fonction du seul intérêt de nos partenaires. Il doit être une dynamique commune, dans laquelle il peut y avoir des endroits où nous allons, où nous acceptons, parce que c'est l'intérêt électoral, parce que c'est la réalité politique locale, que des listes différentes de la gauche soient présentes au premier tour en vue d'un rassemblement au second tour.

La vision du Parti socialiste du rassemblement, ce n'est pas une vision hégémonique, ce n'est pas l'appel au caporalisme dans les rangs, mais c'est le refus d'une mise en accusation permanente. J'entendais un leader, et il paraît qu'il ne faudrait pas s'en inquiéter, nous dire que les affaires commençaient au Parti socialiste pour finir au Front national ? Ça fait juste une trentaine d'années, un peu plus, que je fais de la politique, je ne l'avais jamais entendu dans la bouche d'un dirigeant de gauche.

Et il faudra, dans ce rassemblement, que tout le monde comprenne que s'il peut connaître des réalités différentes, il doit avoir une dynamique commune. Et puis, dans ces élections municipales, nous devons porter ce que sont l'ensemble des éléments de rénovation du Parti socialiste tels que nous les portons depuis de longues années : le renouvellement, la parité bien sûr non pas du point de vue de conseils municipaux ou des exécutifs, c'est la loi qui l'impose, mais du point de vue de nos têtes de liste, et du point de vue des maires femmes qu'il y aura à la tête des villes, et en particulier des villes de plus de 10 000 habitants, où nous avons encore un élément de conquête de la parité devant nous.

Et puis, il y aura une réalité à laquelle nous devons être attentifs. On en parlait hier avec nos premiers fédéraux, et

en particulier avec nos camarades du Gard et du Vaucluse. Cette réalité, c'est celle du Front national. Le Front national ne s'est pas donné comme objectif dans cette campagne municipale d'emporter les quelques 1 500 villages de moins de 1 000 habitants où Marine Le Pen est arrivée en tête du premier tour de l'élection présidentielle, il s'est donné comme objectif d'avoir des élus dans l'ensemble des villes de plus de 10 000 habitants.

L'action engagée par la direction du Front national, c'est une action de reconstruction d'un appareil de cadres. J'en discutais récemment par exemple avec le maire de Quimper ou avec le maire de Valence, chacun comprend bien qu'il est plus utile d'avoir un des leaders de l'opposition dans une ville importante d'un territoire, qui devient immédiatement un porte-parole politique, que d'avoir quelques maires dans des villages où on sait que, d'abord, il est difficile de faire prévaloir de façon forte son appartenance politique, et qui donne peu accès aux médias.

Il nous faudra être attentif à cet arc Sud-Est, qui va de Nice à Nîmes, et qui, si nous perdons un certain nombre de positions électorales, peut devenir un laboratoire d'une alliance à venir entre une partie de la droite et du Front national. Je ne joue pas à me faire peur, je ne crois pas que l'essentiel de la droite soit prête à cette alliance, qu'il s'agisse du courant gaulliste historique ou du courant démocrate-chrétien, je crois que cette alliance les révolte, et qu'ils s'y opposeront.

Mais il y a dans cet arc Sud-Est des forces politiques, des responsables qui veulent de cette alliance. Alors cet élément devra être un élément fort de notre préparation des élections municipales et d'attentions politiques particulières. »





Guillaume Bachelay

« Chers camarades,

Notre Conseil national a lieu dans un moment important et notre débat se déroule alors que nous sommes dans un combat.

Et d'abord un combat contre la droite. Ce n'est pas parce qu'elle a été battue qu'elle a disparu. Ni parce qu'un an a passé qu'elle a changé ! La droite est en crise – crise de projet, crise de leader, crise d'alliances. Minée par les divisions, les dissensions, elle ne forge un semblant d'unité que par rejet de la gauche.

Ce n'est pas seulement 2012 que la droite ne digère pas, c'est 2012 et 97 et 81 et même 36. Ce à quoi la droite ne s'habitue pas, c'est à l'alternance. Elle aime tellement les biens qu'elle pense que le pouvoir est le sien, par décret – et même, pour certains, par décret divin. Ne nous y trompons pas : c'est à notre légitimité que la droite s'en prend, c'est au suffrage universel qu'elle en veut, c'est après le chef de l'État qu'elle en a.

On le voit : les droites se radicalisent, tendance Guaino ou canal Barjot. Radicalisation des méthodes quand des réunions publiques sur le mariage pour tous sont entravées, empêchées, par des extrémistes : amitié à Erwan Binet, rapporteur du texte à l'Assemblée nationale, qui fut la cible de tels agissements. Et puis radicalisation des slogans quand, au Parlement comme au plan local, la jonction s'opère entre une part grandissante de la droite et l'extrême droite. Et qu'ensemble elles dénoncent pêle-mêle les syndicats, les magistrats, les fonctionnaires, les chômeurs qualifiés d'« assistés », nos concitoyens de confession musulmane. Dans les mots et maintenant dans la rue, les droites s'extrémisent et hystérisent. Il est temps, il est grand-temps, qu'à l'UMP, ceux qui se revendiquent des valeurs humanistes affirment qu'à "la Manif pour tous", ils préfèrent la République de tous.

Nous respectons l'opposition ; nous combattons la réaction. Et nous ne laisserons rien passer. N'en déplaise à M. COPE, la transparence de la vie publique pour qu'on ne puisse plus être parlementaire et avocat d'affaires, nous la ferons ! N'en déplaise à M. Carrez, la publication par les banques françaises de la liste de leurs filiales partout dans le monde, pays par pays, nous la ferons ! N'en déplaise à M. Châtel, la réforme de la carte scolaire pour en finir avec les établissements ghettos dans les quartiers populaires, nous la ferons ! Et n'en déplaise à M. Fillon, les réformes constitutionnelles, pour renforcer l'indépendance de la justice et le dialogue social, nous les ferons !

Le message des socialistes est fort et il est fier, c'est celui que vient de nous adresser notre Premier ministre Jean-Marc Ayrault : le changement, nous le faisons, nos engagements nous les tiendrons.

Notre combat, c'est aussi la confrontation avec la droite européenne pour réorienter l'Europe. Cette semaine, on a beaucoup évoqué le legs politique de Mme Thatcher. Certaines images étaient en noir et blanc, on se disait : « *c'était il y a longtemps* ». Mais le jour de sa disparition, l'actuel Premier ministre britannique, M. Cameron, déclarait vouloir une Europe « *plus ouverte, plus concurrentielle, plus déréglementée* ». En Europe non plus, les conservateurs n'ont pas changé. Emmenés par la droite allemande - qui n'est pas le peuple allemand -, ils ne jurent que par l'austérité qui plonge tant de pays dans la détresse. L'heure de l'explication fraternelle mais franche est venue.

L'heure de réussir la convergence fiscale et sociale contre les dumpings. L'heure d'investir, via la BCE ou un budget digne de ce nom, dans les infrastructures énergétiques, numériques, de santé, de transports collectifs – des projets innovants, écologiques, riches en emplois. L'heure d'assouplir l'euro cher. L'heure aussi de protéger notre industrie des produits importés qui ne respectent ni les règles sociales, ni les normes environnementales en vigueur dans l'Union. L'heure, enfin, de demander à la première économie d'Europe s'il est juste de réaliser une large part de son excédent commercial au détriment de ses voisins.

Ces interrogations ne sont pas des agressions, elles sont le début des solutions. L'amitié entre la France et l'Allemagne, ce n'est pas l'amitié entre la France et la politique européenne de Mme Merkel. Cette politique menace d'ailleurs l'Allemagne elle-même ! Aucun pays, fût-il pourvu du PIB le plus élevé, ne peut espérer être un îlot de richesse dans un océan de misère. C'est à l'intelligence de nos amis Allemands qu'il faut nous adresser. C'est ainsi que font les amis.

Nous admirons les réussites allemandes, et de certaines, nous nous inspirons : entreprises de taille intermédiaire conquérantes, financement régionalisé des entreprises, dialogue social de confrontation des intérêts mais qui bâtit des compromis, comptes publics maîtrisés qui donnent de la crédibilité. C'est le versant positif du modèle allemand. Mais il a aussi une autre face : 16 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et 2 millions de travailleurs gagnent 4 euros ou moins de l'heure. La fin de l'austérité, de nombreux salariés et retraités allemands aussi y a droit !

C'est au nom de l'intérêt général européen que cette discussion doit avoir lieu. L'Europe n'est pas condamnée à être un continent en récession dans un monde de croissance ! Il n'y a pas de fatalité à ce que la zone euro compte 20 millions de demandeurs d'emplois ! C'est cette volonté qu'a portée Harlem Désir, notre Premier secrétaire, lorsque nous nous sommes rendus à Berlin pour échanger avec nos amis du SPD.

Depuis son élection, François Hollande a voulu et obtenu un pacte de croissance, des pare-feux face à la spéculation, une supervision bancaire, la taxation des transactions financières. Pour obtenir d'autres avancées, il a besoin de tout notre soutien. Qu'il sache qu'il peut compter sur le Parti socialiste et sur l'immense majorité des Français qui veulent une Europe volontaire, solidaire, pas une Europe austéritaire. C'est le sens de notre Convention nationale. Ce sera l'enjeu des élections de l'an prochain.

Notre combat, c'est enfin le combat pour le redressement de la France et pour l'emploi. Les Français savent qu'il existe deux impasses – ils les ont d'ailleurs refusées l'une et l'autre : celle qui consiste à s'aligner sur l'austérité et celle qui prétend qu'il n'y a pas à reconquérir de la compétitivité. Pour réorienter à l'extérieur, il faut en même temps redresser à l'intérieur.

La politique engagée par le président de la République conjugue le sérieux – qui n'est pas l'austérité – et la croissance – qui n'est pas mécaniquement soutenue par toute forme de dépense. La décennie UMP restera dans les manuels d'histoire comme celle du surendettement du pays et du sous-investissement dans l'économie. L'héritage de la droite, c'est une dette qui représente 90 % de la richesse nationale et une base industrielle tombée à 12 % de la valeur ajoutée – 15ème sur 17 dans la zone euro.

C'est parce qu'il y a eu abaissement qu'il faut le redressement. Ce n'est pas un enjeu de comptabilité, c'est une exigence de souveraineté. Ce n'est pas de la gestion, c'est de la reconstruction.

Ce n'est pas de la technique, c'est de la politique. J'ai souvent dit, dans nos réunions, que le défi le plus important pour les hommes et les femmes qui, comme nous, ont choisi de s'engager tient dans cet enjeu : cette question : faire que les lieux de pouvoir soient encore des lieux de puissance. Comment y parvenir, sinon en retrouvant de la souveraineté sur le cours des choses ?

Le redressement financier, c'est la souveraineté pour ne pas dépendre de l'argent des autres. Le redressement productif, c'est la souveraineté pour ne pas dépendre des produits, des technologies, des énergies des autres. Et le redressement éducatif, c'est la souveraineté pour ne pas dépendre du savoir et des brevets des autres. C'est ce qui fait la cohérence de la banque publique d'investissement, des contrats de génération, de la sécurisation de l'emploi et du recrutement de 40 000 postes dans l'Education nationale cette année. Oui, la gauche, c'est la souveraineté et la droite, c'est l'austérité.

J'ajoute que le redressement autant qu'économique, doit être démocratique. Nous avons été blessés par la faute de celui qui fut l'un des nôtres. Mais nous voulons que notre démocratie sorte renforcée après le mal qu'elle a subi – qu'il s'agisse de lutter contre la fraude fiscale ou d'affronter la délinquance financière. C'est une exigence morale. C'est aussi un impératif social car l'argent qui disparaît dans les trous noirs de la finance manque

aux caisses de l'État pour financer la protection sociale et les services publics.

Chers camarades, de tous ces combats, nous ne sortirons vainqueurs que si nous sommes mobilisés et rassemblés. Notre rassemblement est celui qui permet tous les autres – celui de la gauche et celui des Français. Redresser la France, réorienter l'Europe, rassembler notre peuple, c'est notre mission historique. C'est aussi un devoir patriotique. »



**Participez au débat
sur la Convention Europe
[sur parti-socialiste.fr/convention-europe](http://parti-socialiste.fr/convention-europe)**



Clotilde Valter

« Chers camarades, en 2012, les Français nous ont confié la responsabilité du pays, parce que face à la crise, ils ne voulaient pas des solutions de la droite et de Nicolas Sarkozy. Dans la campagne des primaires, François Hollande n'avait rien caché de la situation du pays, rien caché de la situation des finances publiques, rien caché de l'effort de redressement qui serait nécessaire.

Dans la campagne présidentielle, c'est le redressement qui a été

mis au premier plan comme première étape de l'action du gouvernement. Redressement des finances publiques, avec une dette multipliée par deux en dix ans ; redressement productif, avec la disparition de 750 000 emplois industriels en dix ans.

Face à la crise, le président de la République, et nous avec lui, avons fait le choix le plus difficile à tenir. Alors que pour la droite, et pour Nicolas Sarkozy, notre modèle social était la variable d'ajustement pour adapter notre économie, François Hollande s'est opposé à ce choix, et s'est engagé à la fois sur le redressement, la croissance, la compétitivité et l'emploi, mais en même temps sur la préservation de notre modèle social, bâti sur la justice et la solidarité.

Depuis dix mois, le gouvernement, autour de Jean-Marc Ayrault, fait face à ses responsabilités et travaille au redressement des finances publiques, au redressement de notre appareil

productif avec le pacte de compétitivité, à la lutte contre le chômage et à la sécurisation de l'emploi avec l'ANI ; et prépare l'avenir de notre pays et de notre jeunesse, avec un effort sans précédent sur l'éducation, avec la création de 60 000 postes d'enseignants. Est-ce cela l'austérité ?

Nous vivons aujourd'hui une situation extrêmement difficile. La croissance se fait attendre, les résultats de notre politique ne viendront qu'avec le temps. Nous sommes frappés par l'épreuve que constitue la faute d'un homme, l'un des nôtres, qui a porté atteinte à la République exemplaire, promesse que nous avions faite aux Français. Dans ce moment particulièrement difficile, il nous faut individuellement et collectivement prendre nos responsabilités et être à la hauteur de la situation.

Il n'y a de place ni pour le découragement, ni pour la facilité, ni pour la capitulation ou pour le renoncement, qui signifieraient aujourd'hui un changement de politique. Il nous faut au contraire tenir dans la difficulté, tenir face à l'adversité, garder le cap pour réussir ce que nous avons engagé.

Où est l'alternative ? Ni à notre droite, ni à notre gauche. Chers camarades, il nous faut faire pack, nous rassembler autour du président de la République et du gouvernement, et montrer aux Français notre détermination.

Aucun d'entre nous ne réussira seul en marquant sa différence. C'est unis que nous réussirons le redressement de notre pays et mènerons la bataille contre le chômage. C'est unis que nous serons plus forts en Europe pour porter un nouveau projet européen, plus solidaire et tourné vers l'avenir. C'est unis que nous bâtirons la République irréprochable que nous voulons et attaquerons le mal à la racine, pour renforcer notre démocratie face à la montée des extrêmes et du populisme. C'est notre devoir républicain. »



David Assouline

« Aujourd'hui, vous avez pris conscience, dans tout le pays, dans vos territoires, que la situation est très tendue. Elle est tendue d'un point de vue social, pour ceux qui sont au bout du rouleau. Malgré tout, expliquer tout ce que nous faisons pour l'emploi, pour sauver des emplois industriels, et le ministère du Redressement productif en a sauvé des dizaines de milliers face à des centaines de plans sociaux qui étaient dans les valises précédemment, il y en a effectivement qui restent dans une détresse et dans une colère énorme.

À côté de cela, il y a une violence qui est attisée, qui est encouragée par des forces politiques, et de gauche et de droite, qui jouent avec le feu. En contradiction, je veux dire que ce que l'on a vu tout à l'heure (intervention des salariés de PSA ndlr) est une action certes surprenante, mais en tous les cas tout à fait classique de dignité de travailleurs. Ils luttent. Il y a eu un plan brutal. Les rapports de forces sont difficiles à établir dans cette période. Ils sont venus au Parti socialiste non pas nous agresser, mais, si vous entendez bien, demander quelque chose qui est au cœur de la méthode qu'avec ce gouvernement nous employons : la négociation.

Et ils ont raison de dire qu'ils doivent avoir notre soutien pour obtenir qu'un médiateur vienne pour apporter les garanties d'une prise en compte, dans une négociation, dans un conflit, de leur parole.

Certains peuvent se dire : c'est difficile, ça bouscule dans un Conseil national du Parti socialiste, qui tous les jours défend et prend en compte beaucoup de ce que l'on a entendu dans les paroles de ces travailleurs de l'Aulnay. Mais en même temps, vous pouvez vous dire que ce ton-là, ces paroles-là, cet espoir de soutien, jamais l'action de ces travailleurs n'aurait pu avoir lieu de cette façon dans un Conseil national de l'UMP.

Je le dis nettement, je le dis clairement : nous sommes la gauche. Et le Premier ministre a expliqué le sens de notre action pour redresser l'industrie de notre pays. C'est le cœur de notre projet et de l'espoir que l'on doit recréer. Dans cette situation, en dix mois, on ne peut pas voir encore les résultats. Nous avons espoir que ces résultats vont arriver.

Et en attendant, on doit gérer le dialogue, on doit garder le lien avec ces colères et ces impatiences. Et aujourd'hui, c'est un moment inattendu, mais nous l'assumons pleinement. Une délégation est reçue. Je pense pouvoir dire, au nom des socialistes, que la demande, la seule demande concrète qui nous a été adressée tout à l'heure, relayée auprès du ministre du Travail et du ministre du Redressement productif, cette demande de peser pour qu'il y ait un médiateur nommé, nous pouvons la faire nôtre avec fierté. »



Emmanuel Maurel

« Chers camarades, cette irruption du réel, ce choc du social nous ramène aux contradictions de la gauche au pouvoir. A la fois nous exerçons des responsabilités, nous faisons face à une crise extrêmement difficile, et en même temps, nous ne devons jamais oublier d'où nous venons, dans quel camp nous sommes, et quelle base sociale nous sommes censés représenter.

certains de nos beaux esprits, y compris dans notre parti, disaient : « *la lutte des classes, ça n'existe plus* », j'ai une pensée émue pour ceux qui ont tenu ce discours.

Et de la même façon, je crois que nous devons être très cohérents. Beaucoup d'entre-nous, comme Pierre Moscovici, Stéphane Le Foll et bien d'autres, disent « *nous sommes sociaux-démocrates* ». Moi, cela ne me gêne absolument pas. Je me sens pleinement social-démocrate. Mais soyons précis sur un point : la social-démocratie, ce n'est pas rechercher un consensus a priori, c'est arracher un compromis à l'issue d'un rapport de forces qui oppose le monde du travail qui souffre, aux forces du capital qui sont par nature hostiles au changement, qui sont par nature hostiles aux réformes. Le débat entre nous, chers camarades, car il y a un débat, et il faut qu'il y ait ce débat, il est légitime, il est nécessaire,

il est indispensable. Le débat entre nous, c'est, à l'issue de cette première année de quinquennat de définir quelles sont les contreparties pour les salariés de ce pays ? Est-ce que les contreparties pour les salariés de ce pays sont suffisantes ? Quand nous faisons le pacte de compétitivité, quand nous faisons et nous adoptons l'accord national interprofessionnel, est-ce que vraiment les salariés de ce pays sont en droit de se dire : oui, nous avons des contreparties suffisantes ?

Je lance le débat, et vous connaissez la réponse que nous, Maintenant la gauche, sensibilité du parti, nous apportons. Donc c'est un débat nécessaire, et en même temps, je constate avec beaucoup de satisfaction que les choses évoluent, et c'est tant mieux.

Il y a quelques mois à peine, le fait de remettre en cause le dogme sacro-saint des 3 % était considéré comme une hérésie insupportable. Aujourd'hui, même les camarades les plus éminents se disent qu'après tout, nous ne sommes pas condamnés à rester dans ce carcan *ad vitam aeternam*.

De la même façon, je note avec beaucoup de satisfaction une évolution sensible du discours de notre parti, qui aujourd'hui n'a pas de mots assez solennels pour condamner l'austérité au niveau européen, pour dire : « *il faut une autre Europe, il faut une autre politique, nous devons assumer le rapport de forces avec Mme Merkel* ». Eh bien je me réjouis, je me réjouis de cette évolution. Et je pense que nous sommes dans la bonne voie.

Mais en même temps, chers camarades, j'ai envie de dire : encore un effort. Parce qu'il ne faudrait pas tomber dans deux écueils. Le premier écueil, c'est d'expliquer qu'il y a une différence entre sérieux et rigueur, entre austérité et rigueur. Et moi, franchement, cette différence, je la trouve un peu spécieuse,

parce que quand on coupe dans les dépenses publiques, quand on supprime massivement les dotations aux collectivités locales, quand on envisage de couper dans les dépenses sociales, parce que désindexer les retraites ou parler des allocations familiales, c'est bien ce qu'on fait, on pourra toujours dire : « *ce n'est pas de la rigueur, c'est sérieux* » ; mais moi, j'ai l'impression que c'est rigoureusement la même chose. Rigoureusement la même chose, et que c'est surtout, chers camarades, sérieusement risqué, quand nous voyons autour de nous ce qui se passe.

Le deuxième écueil, le deuxième problème, le deuxième élément de langage que je remets en question, c'est de faire ce que beaucoup d'entre nous font depuis maintenant quelques semaines ; c'est de dire : « *l'austérité, en Europe, ce n'est plus possible* ». C'est de dire : « *il faut une réorientation majeure de la construction européenne* », et en même temps ne jamais faire le lien entre cette politique au niveau européen et la politique que nous menons en France, c'est-à-dire condamner l'austérité à Bruxelles pour nous exonérer d'avoir une réflexion approfondie et sérieuse sur la politique que nous menons, nous, ici, en France. Or, les deux sont liés. Et d'ailleurs, les deux sont tellement liés que c'est parce que nous avons ratifié le traité Merkozy que nous nous sommes enfermés dans la seringue des 3 %.

Alors, chers camarades, nous disons : il faut être sérieux. Je suis d'accord. Il faut être sérieux. Eh bien, être sérieux, c'est reconnaître que les politiques d'austérité imposées partout en Europe ne font reculer ni la dette ni le déficit. Être sérieux, c'est constater en revanche que dans ces mêmes pays le pouvoir d'achat a plongé, a chuté, que le chômage explose, que la précarité s'aggrave. Être sérieux, c'est voir que toutes les prévisions de croissance de la Commission européenne, et les nôtres, ne sont pas réalisées. Être sérieux, c'est de constater qu'en 2013, nous allons avoir une croissance nulle.

Être sérieux, c'est observer que pour la première fois en France, depuis bien longtemps, le pouvoir d'achat est en baisse, que la consommation s'effondre. Être sérieux, c'est avoir aussi la lucidité de constater que le fameux pacte de compétitivité, le cadeau que nous avons fait aux entreprises, pèse sur nos finances publiques avec un gain en termes d'emplois qui est plus qu'hasardeux.

Être sérieux, bref, c'est aussi regarder la réalité de la politique de la rigueur, et de constater lucidement que plus nous coupons dans les dépenses publiques, plus nous envisageons de couper dans les dépenses sociales, moins les chances de revenir à la croissance sont importantes. Être sérieux, c'est cela aussi. Être sérieux, c'est dire la vérité sur la situation économique de notre pays et de l'Europe. Et c'est donc être sérieux, être réaliste, être rigoureux, oser le débat sur la relance.

Chers camarades, nous ne sommes pas le gouvernement... Parce qu'on dit : il faut que le gouvernement parle d'une seule voix. Moi, ça ne me dérange pas, mais j'ai coutume de dire : il paraît qu'un ministre, ou ça ferme sa gueule, ou ça démissionne. Mais nous, les militants socialistes, nous avons le devoir de l'ouvrir, nous sommes le Parti socialiste, nous ne sommes pas le gouvernement.

Nous sommes le Parti socialiste, et notre rôle, chers camarades, ce n'est pas seulement d'expliquer, de soutenir, de relayer, et il faut qu'on le fasse. J'avais une proposition pour Harlem Désir, mais il n'est pas là, pour les raisons qu'on sait, mais par exemple, nous faisons des choses formidables depuis un an. Nous faisons des choses formidables. Nous devons mobiliser les élus. Je prends les emplois d'avenir, par exemple. Ça tarde à monter en puissance. Eh bien, je propose que le Premier secrétaire convoque les présidents de Région, convoque les présidents de Conseil général, les interco, les élus, qu'on fasse

une grande réunion une journée en disant : il faut accélérer, il faut augmenter le nombre d'emplois d'avenir, que chacun s'y mette, qu'aucune collectivité ne rechigne à le faire. Mobiliser et soutenir le gouvernement, c'est cela aussi.

Et nous pourrions faire la même chose pour les rythmes scolaires, qui est une grande réforme que nous portons depuis des années. Parce que, chers camarades, il n'y a pas d'un côté les débats où l'on accepte que des dirigeants du Parti socialiste remettent en cause la politique du gouvernement, sur le cumul des mandats, sur la décentralisation, sur la loi sur l'orientation scolaire ; et puis d'autres débats où nous n'aurions rien à dire, c'est-à-dire la politique économique et sociale. Si tous les débats sont ouverts, nous devons les mener de front, et le Parti socialiste, qui n'est pas le gouvernement, a ce rôle d'alerte, de vigilance, de débat. C'est ce qui fait notre force, c'est ce qui fait notre richesse.

Soyons fiers de ça, et ne nous autocensurons pas. Nous ne sommes pas fermés pour cause de gouvernement, nous sommes là pour soutenir et aider le gouvernement, et y compris pour relayer les impatiences, les aspirations, les mécontentements, et y compris pour dire nos divergences.

Alors, nous avons fait, nous, Maintenant la gauche, mais je crois que cela rejoint les préoccupations d'un grand nombre de militants, une proposition pour réorienter la politique économique. Nous l'avons appelée le tournant de la relance, parce que nous pensons qu'il est réaliste, qu'il est sérieux de préconiser ce tournant.

La semaine prochaine, nous produirons un document très long, chiffré, précis, dans lequel nous expliquerons pourquoi nous pensons que la relance par la consommation est nécessaire, pourquoi la relance par l'investissement public est nécessaire, pourquoi la réforme fiscale, qu'on a dit à un moment achevée, elle ne l'est pas, mérite d'être poursuivie. Oui, la relance par la consommation : rendez-vous compte chers camarades, on n'ose même plus, nous, socialistes, parler de salaires, parler de hausse de salaires, alors que c'est notre identité, c'est notre histoire, c'est nos combats, c'est nos valeurs.

Vous croyez franchement que nous serons réélus au terme de ce quinquennat s'il n'y a pas eu d'augmentation du revenu salarial pour les plus modestes ? Vous croyez franchement que nous serons réélus au terme de ce quinquennat si nous n'avons pas résorbé une partie de la précarité ? Mais c'est ça l'essentiel, la redistribution des richesses. C'est là-dessus qu'on nous attend. Et quand le Premier ministre dit : « *le redressement* », il a raison. Le problème, c'est que nous avons ajouté pendant toute la campagne : le redressement dans la justice. Les deux vont de paire. Il n'y a pas une priorité. Il n'y a pas de chronologie, d'abord le redressement, et après, vous verrez, vous aurez la justice et la redistribution. Non. Les deux vont de paire. C'est précisément ça l'identité socialiste : l'efficacité économique et la justice sociale. C'est la proposition que nous vous faisons.

Je finis sur un point. Jean-Marc Ayrault disait tout à l'heure : « *c'est la condition de notre souveraineté de continuer à réduire l'endettement public* ». C'est le grand argument qu'on nous dit. Mais nous pouvons retourner l'argument. Si notre politique économique est faite uniquement parce que nous sommes tétanisés par les agences de notation, tétanisés par les marchés financiers, où est la souveraineté ? Où est la souveraineté du peuple ? Et de la même façon, d'autant plus chers camarades, que les marchés comme les agences sont totalement irrationnels. D'un côté, ils sanctionnent des pays parce qu'ils sont laxistes budgétairement, mais ils sanctionnent aussi des pays qui ont été tellement restrictifs budgétairement qu'ils disent : attention, c'est la récession, il n'y aura pas de croissance.

Donc, faisons ce que François Hollande a dit. Il a dit : « *la démocratie est plus forte que les marchés* ». Eh bien nous sommes d'accord, montrons le prima de la volonté politique, au moment où les gens ne nous font plus confiance, je parle de nous, les politiques, parce qu'ils croient que nous n'avons pas la capacité de maîtriser un monde où l'argent est la mesure de toute chose ; parce qu'ils ont parfois l'impression que nous baissions les bras devant la toute puissance de l'argent.

Nous avons une formidable occasion, au moment de cet anniversaire du 6 mai, de prouver que notre retour au pouvoir n'était pas un malentendu, de prouver que nous sommes là pour changer les choses vraiment. La France le peut, et la gauche le peut. Oui, la gauche, parce qu'il n'y a rien de plus délétère, de

mortifère, que de laisser s'installer durablement la division de la gauche. Face à une droite qui est incroyablement radicalisée, face à une extrême droite qui est incroyablement puissante, nous avons un devoir d'unité. Soyons unitaires pour deux, soyons unitaires pour trois, soyons unitaires pour quatre, c'est le sésame pour la victoire. C'est la seule chance de résister à la formidable offensive de ceux qui ne veulent pas le changement.

Alors oui, chers camarades, pour une nouvelle étape du quinquennat, pour le tournant de la relance, il faut un nouveau pacte majoritaire, une majorité rouge, rose, verte, qui nous permettra la redistribution, le redressement, mais le redressement dans la justice. »



Guillaume Balas

« J'interviens au titre de la motion 1, dans un CN du parti, et au nom d'une sensibilité qui est donc, j'allais dire, devenue célèbre gouvernementalement, qui est Un monde d'avance.

Tout d'abord, je voulais dire à Emmanuel tu as raison. Tu as raison, parce que dire qu'un ministre du Budget, de notre gouvernement, a pu assumer publiquement, parce qu'il pense que ça fait moderne, et sans doute parce qu'il le pense profondément, que la lutte des classes, ça fait vieillot, ça fait dépassé, dire que cette lutte des

classes est terminée, amène aujourd'hui à en avoir un démenti absolument cinglant. Ce qui, pour nous, en fait, est une bonne nouvelle.

Mais Jérôme Cahuzac n'a pas dit que ça, il a dit aussi d'autres choses. Par exemple, il a dit que la réforme fiscale était terminée. Lutte des classes terminée, réforme fiscale terminée, et comme on espère bien que c'est la vie politique de Jérôme Cahuzac qui est aujourd'hui terminée, rouvrons maintenant ces deux chantiers.

Alors je voudrais tout d'abord commencer par quelque chose qui m'a beaucoup touché hier. Le maire d'une ville pauvre, comme il y en a tant aujourd'hui dans notre pays, anciennement industrielle, m'a raconté la chose suivante. Il m'a dit : « *Guillaume, c'est sympa tes histoires sur l'Europe, il faut réorienter l'Europe, etc., mais ça ne parle pas aux gens. Donc il faut dire quelque chose de très simple* ». Dans sa ville, les patrons de PME viennent le voir et lui disent : « *Monsieur le Maire, le problème, c'est qu'aujourd'hui, il y a plein d'agences d'intérim ou autres qui me proposent des salariés au rabais, qui viennent des pays de l'Est, et vu que je n'ai pas de commandes, je vais être obligé d'accepter et je vais être obligé de virer mes salariés* ». Et ça les rend fous, ces patrons de PME. Et les salariés, évidemment, ça les rend fous aujourd'hui.

Or, cette Europe dont on parle théoriquement parfois, est très concrètement celle que vivent aujourd'hui les habitants des villes dont nous allons, là, dans un an, réclamer les suffrages pour pouvoir conquérir des municipalités, pour pouvoir les garder. Ne croyez-vous pas que si on veut vraiment gagner les élections municipales, il faut appuyer nos camarades qui aujourd'hui sont devant l'incertitude de nos citoyens, si on veut conquérir des villes, et peut-être parfois même en garder, il serait bon de

leur donner des arguments pour aller voir ces salariés inquiets, ces patrons de PME inquiets, et leur dire : « *mais non l'Europe, aujourd'hui, on ne fait pas qu'en parler au Parti socialiste dans des textes. On ne fait pas que des discours sur le sujet, on agit concrètement et de manière visible*. »

Et de ce point de vue, la priorité, parce que c'est le débat d'aujourd'hui, c'est l'évasion fiscale. Il faut y aller de manière extrêmement incisive. Il ne faut pas être timide, et il faut dénoncer ceux qui s'opposent au fait qu'au niveau européen et au niveau français des règles strictes soient mises en place pour que les 60 milliards volés chaque année à notre nation nous reviennent.

Deuxième élément, l'harmonisation sociale. Je viens d'en parler. De quoi parle-t-on dans nos textes quand on annonce, année après année : « *il faut l'harmonisation sociale mais nous ne pouvons pas la faire parce que les autres ne la veulent pas* » ? Mais réclamons-la aujourd'hui ! Réclamons cette harmonisation sociale, parce que si nous ne le faisons pas de manière visible, si nous ne montrons pas qui sont nos adversaires qui s'y opposent aujourd'hui, comment voulez-vous que les salariés dont je parlais tout à l'heure dans nos petites villes industrielles ou désindustrialisées nous croient ?

Il faut que le combat européen que nous menons ne soit pas qu'un combat feutré de couloir, mais un combat assumé politiquement par notre gouvernement, par notre président de la République, par notre parti. Il ne s'agit pas de dire que l'on veut un peu plus d'Europe ou d'écrire une Europe rêvée, mais de dire à la prochaine convention du Parti socialiste quelle est notre stratégie précise concernant l'Europe.

Et de ce point de vue, il y a une question majeure : la question majeure, c'est celle de l'investissement. On a, nous, la gauche, en France, accepté de dire qu'il fallait faire la rigueur dans chaque pays de l'Union, et qu'en échange, il y aurait une relance de l'investissement européen. On nous a expliqué que c'est pour ça qu'on pouvait accepter le TSCG. Mais où est-elle ? Où sont aujourd'hui ces investissements d'avenir qui étaient promis ? Pourquoi ont-ils été détricotés par les conservateurs et pourquoi n'avons-nous pas pu nous y opposer ?

On nous a dit : « *vous aurez certes le TSCG et la rigueur budgétaire, mais vous aurez la relance de l'investissement* ». La réalité, c'est qu'on a l'un et qu'on n'a pas l'autre. Et c'est ça qu'il faut conquérir aujourd'hui. Et de manière urgente. Pas dans un an pour les élections européennes seulement, mais dès le Sommet européen qui aura lieu là, au mois de juin. Il faut poser ces débats, n'ayons pas peur d'être minoritaires, les minorités d'aujourd'hui font les majorités de demain. Si nous ne posons

pas ce sujet, c'est le continent entier qui est menacé et le devenir même de la France.

Alors, il y a une autre chose qu'il faut refuser parce qu'elle m'inquiète. Je discutais hier avec un camarade qui me disait : *« Tu sais, sur ton histoire de 3 %, il faut laisser un peu de temps parce que voilà, le désendettement, aujourd'hui, par rapport à la croissance, il est trop rapide. »* Ce que je dis, ce que d'autres disent, ce que plein de gens disent, ce que tous les économistes disent, ce que le FMI dit, ce que l'OCDE dit, il m'a dit : *« Ne t'inquiète pas, le gouvernement y travaille. Mais il y aura un coût. »* J'ai répondu : *« ah bon, il y aura un coût ? »* *« Oui, il y aura un coût, c'est qu'on nous demandera en échange des réformes structurelles. »* Je traduis : des réformes libérales. J'ai dit : *« ah bon ? »* Il m'a dit : *« Oui, le risque, quand même, c'est que sur la question des retraites on nous demande des efforts. »* Excusez-moi, je suis pro-européen, mais enfin, la question des retraites, c'est une question nationale, de souveraineté nationale. Qu'il y ait un problème sur les retraites, qu'il faille qu'on en parle, qu'on trouve des solutions, bien sûr. Mais ce n'est pas la Commission de Bruxelles qui va édicter aujourd'hui en France la manière dont cette conquête sociale des salariés de ce pays doit être transformée. C'est le Parlement, ce sont les partenaires sociaux.

Et je crois que là, c'est très important, et je le dis notamment à la direction du parti, et à Harlem notamment. Nous sommes prêts au rassemblement. On va le montrer. Et notamment, quand on voit en effet les dérives de la droite. Cela n'est pas qu'un argument pour nous contraindre. Ils sont là dans une folie qu'il devient aujourd'hui urgent d'arrêter, et nous sommes tout à fait conscients que sans le Parti socialiste et sa force, sans son rassemblement, sans François Hollande, qui est notre espoir, rien ne pourra se faire.

Mais pour cela, il y a quand même des conditions pour que ce rassemblement soit dynamique, qu'il ne soit pas simplement un ripolinage pour un CN, mais qu'il puisse traduire dans l'avenir de véritables orientations.

Alors, ce que l'on peut aujourd'hui souhaiter, c'est que sur des questions comme les retraites, il y ait un vrai débat en amont, dans le parti, qu'on prenne le sujet à bras-le-corps et qu'on en discute entre nous pour trouver un compromis, pour trouver des solutions, et que ne vienne pas d'en haut une réforme des retraites qui toucherait tellement à notre modèle social que là on

ne serait pas dans de l'abstention, on ne serait pas simplement dans un petit mouvement d'humeur mais dans une crise profonde qui toucherait l'ensemble du Parti socialiste et de la gauche.

Nous pouvons le faire si nous changeons nos méthodes de travail, au sein du parti, oui, mais aussi entre le parti et le gouvernement. Car le rassemblement, oui, avec le gouvernement, oui, mais je demande que le gouvernement aussi se rassemble avec nous. Je demande qu'il nous entende, qu'il entende justement les candidats aux municipales dont je parlais tout à l'heure, qu'il entende leurs inquiétudes, qu'il entende ce qui s'est passé, et qu'on sache le traduire politiquement.

Des doutes, oui, nous en avons, sur des choses qui ont été décidées. Sur le Traité européen, le TSCG, je l'ai dit tout à l'heure, et j'ai expliqué pourquoi. Ayons le courage aussi de revisiter ça. Avons-nous eu si raison à ce moment-là ? Oui, sur la loi de l'ANI, nous avons eu des doutes, et s'il y a de bonnes choses, nous considérons que sur un certain nombre de domaines, il est logique qu'il y ait des critiques. Oui, sur le pacte de compétitivité, même si on se battra dans les territoires pour le faire exister, nous ne sommes pas convaincus aujourd'hui qu'il soit efficace sur la question des 20 milliards d'exonérations sans conditions aux entreprises.

Mais nous avons aussi de l'espoir. On voit tout ce qui est fait. La BPI notamment. On voit tout ce qui est fait, les contrats d'avenir, et Emmanuel a dit à quel point aujourd'hui les collectivités s'investissent pour faire réussir ce sujet. Nous avons de l'espoir, parce que nous avons entendu le président de la République dire que l'Europe ne peut pas être une maison de redressement, ou si c'est une maison de redressement, c'est un redressement positif de l'économie, dans la justice.

Alors pour terminer, ce rassemblement, nous allons l'opérer aujourd'hui parce que la situation est urgente et que nous avons le sens des responsabilités. Mais entendons-nous bien, ce sens des responsabilités, il ira toujours d'abord à nos convictions avant toute autre forme de considération.

Donc faisons ensemble que pour l'avenir, nos convictions soient communes. »



Valérie Rabault

« Mes chers camarades, moi, à la suite de l'épisode de ce matin, il y a une période sur laquelle j'aimerais revenir, c'est 1936. C'est le Front populaire, c'est cette période extraordinaire où nous avons été en responsabilité avec Léon Blum, et où nous avons mené de grandes réformes. Mais souvenez-vous, mes chers camarades, cette période du Front populaire a commencé pendant les premiers mois par des occupations d'usines. Elle a commencé par une parole des ouvriers qui s'est exprimée face à Léon Blum dans les usines.

Alors oui, je crois qu'ici nous en sommes tous convaincus, la gauche, c'est elle qui libère la parole. La gauche, c'est elle qui parle au nom des ouvriers, qui parle au nom des salariés, avant

de parler au nom de qui que ce soit d'autre. C'est elle qui parle pour que cette justice puisse être mise en œuvre sur tous les plans, que ce soit évidemment la justice sociale, la justice fiscale, la justice au sein des entreprises et la justice pour tous.

Cette question, nous nous la posons plus encore ce matin, et j'aimerais revenir sur quelques-unes des mesures qui ont été mises en œuvre par le gouvernement récemment. Je voudrais dire qu'à ce jour, grâce à elles, la France est le premier pays, mes chers camarades, le premier pays qui a demandé à ses banques de publier leurs activités par pays pour que nous puissions lutter contre la fraude fiscale et l'évasion fiscale. Ça n'a peut-être l'air de rien, mais quand on sort de France, quand on va en Europe, on dit : oui, la France, c'est elle qui est la première là-dessus, c'est elle qui a montré la voie, et c'est elle qui a fait en sorte que ce qui était peut-être un tabou ou une impunité et qui se poursuivait, puisse enfin être débattue en Europe, et qu'on puisse avoir des solutions.

C'est elle aussi qui, la première dans le monde, a fait la réforme bancaire. Alors, vous me direz, dans la réforme bancaire, il y a peut-être plein de choses, mais il y a une chose qui est essentielle, une chose mes camarades pour laquelle nous

nous sommes battus avant l'élection et depuis que nous sommes élus, c'est de faire en sorte que l'argent public, vos impôts, l'impôt de nos concitoyens, ne puisse plus être utilisé pour sauver, renflouer des activités spéculatives. Là aussi, sur ce point-là, nous sommes admirés en Europe, nous sommes suivis, nous sommes regardés. Ces questions font que la France est en train de montrer la voie sur le sujet de la moralisation de la finance, en tous cas de la finance européenne.

Il y a quelques jours, je rencontrais des amis des différents partis européens, et ils m'ont dit : « *Au cours des deux dernières années, il y a deux événements qui ont marqué l'Europe et deux événements qui ont marqué le monde. L'élection de Barack Obama et l'élection de François Hollande* ». Cette élection, elle est pour nos camarades européens un symbole, un symbole pour que nous avançons sur, à la fois les sujets financiers, et bien évidemment les sujets sociaux.

Alors la question qui se pose à nous aujourd'hui, et qui a été un petit peu abordée, c'est : « *3 % ou pas 3 %* » ? Faut-il poursuivre ces 3 % ? Faut-il en rester où nous sommes ? Ces 3 %, quand nous les avons annoncés l'an dernier, ils étaient dans notre programme. Ces 3 %, c'était notre liberté. Parce qu'on ne peut pas être libre si on est sous le joug des marchés financiers, si on est sous le joug de ceux qui nous disent si oui ou non ils acceptent de continuer à nous prêter de l'argent. Mais ces 3 %, on a dit aussi qu'ils devaient être menés avec de l'investissement, avec de la solidarité à l'égard de tous les citoyens français. Et c'est cette étape qu'aujourd'hui nous souhaitons embrayer, avec évidemment les investissements. Il y a les plans qui ont été lancés sur les télécoms, les 20 milliards qui ont été lancés. Il faut faire en sorte que l'activité économique de notre pays reparte en remettant du carburant, et ce carburant, c'est l'investissement que nous voulons engranger.

Mes chers camarades, il ne faut jamais rester toujours sur des doctrines qui pourraient nous entraîner loin, mais ce qui est sûr, c'est que dans notre pays, et je crois qu'il faut vraiment le redire, ce n'est pas l'austérité qui gouverne, c'est la volonté de faire en sorte de moraliser la finance. Cela a été fait. C'est la volonté de faire en sorte qu'il puisse y avoir un financement de nos PME, cela a été fait avec la banque publique d'investissement. C'est la volonté que sur, nos territoires, il puisse y avoir un investissement dans les télécoms : un grand plan a été annoncé, avec 20 milliards d'euros, récemment.

Nous avons été plusieurs à le dire, la croissance ne se décrète pas, elle se construit, et c'est cette construction que nous faisons aujourd'hui. C'est cette construction que nous menons, que nous soutenons, nous, Parti socialiste, derrière le gouvernement, et que nous voulons voir porter ses fruits.

Alors, s'il faut évidemment faire en sorte d'aller un peu au-delà de ces 3 %, pour donner un peu de souplesse, je suis sûre, et je l'espère, que nous serons entendus par le gouvernement. Quand on avance, on a besoin de respiration, de retrouver un souffle, pour que ce souffle-là, après quelques mois en responsabilité, nous permette de repartir de plus belle, repartir sur nos objectifs. Repartir pour la justice sociale, repartir pour que, comme aujourd'hui, nous sommes regardés sur la loi bancaire, comme aujourd'hui, nous sommes regardés parce que nous avons été les premiers à demander à ce que l'impunité des paradis fiscaux puisse cesser, pour que nous puissions être les premiers aussi sur la justice sociale. »



Laurent Grandguillaume

« Chers camarades, je crois que nous avons tous été percutés par les témoignages que nous avons eus ce matin. Mais je dois dire, comme dans tous les Conseils nationaux, qu'il y a parfois la salle des pensées et la salle des arrièrepensées, devant les caméras. Il y aurait d'un côté des austères et des sincères.

Les austères seraient emprunts de rigueur et assoiffés de chiffres. Les sincères, eux, seraient emprunts de générosité et de bon sens, reprenant parfois

avec nostalgie la distinction de la vieille maison, entre l'exercice du pouvoir et la conquête du pouvoir.

Mes chers camarades, il n'y a ici que du bon sens parce que nous sommes tous socialistes. Et les austères, ce sont nos adversaires. Ils ont perdu les élections après dix années d'exercice du pouvoir sans partage et sans concession. Le seul héritage qu'il nous ont laissé, c'est une dette abyssale, conjuguée à un pouvoir d'achat en berne, un chômage massif, une balance commerciale gravement déficitaire, une industrie mal en point, des plans sociaux dans les cartons.

Et pour résumer ces dix dernières années, les dix calamiteuses, les plus riches se sont enrichis en dormant

pendant que les travailleurs se sont appauvris en travaillant. C'était l'âge d'or de la rente contre le travail, c'était aussi celle de la soumission de la France au pouvoir de l'argent, à la voracité des paradis fiscaux et aux excès des marchés financiers.

L'austérité, chers camarades, est portée par ceux qui rêvent du retour de la révision générale des politiques publiques aggravée, du retour aux 39 heures, payées 35 bien évidemment ; et même de l'amnistie pour les évadés fiscaux. C'est la France blafarde du moins-disant. Ils se veulent être les défenseurs des intérêts du pouvoir de l'argent, allant même jusqu'à épouser les thèses les plus extrêmes dans un mariage bleu-brun qui est en fait une tache brune destinée à souiller la République.

Eh bien, appelons-les à réaliser leur devoir d'inventaire, car leur inventaire, c'est un quadruple échec : financier, économique, social et politique. Car les austères, ils diminuent les salaires, les retraites et les pensions dans certains pays européens, ils cassent les services publics, stigmatisent l'étranger, désignent comme le bouc-émissaire de la crise. Ceux-là, nous les combattons, et nous devons ensemble réussir l'alternative au plan européen, en préparant et en remportant les élections européennes l'année prochaine.

Et nous devons faire pack derrière le président de la République, derrière le Premier secrétaire, derrière le Premier ministre, pour dire oui à l'Europe, oui à l'Europe sociale qui place l'humain en son cœur, mais non à l'austérité des conservateurs.

Il n'y a pas de place pour les divisions et la singularisation. Le socialisme, ce n'est pas l'ère de l'individualisme mais celui

de l'internationalisme, de l'égalité humaine, face à la multitude des injustices. Car notre volonté de lutter contre les injustices est sans doute aussi vieille que notre conscience. Notre capacité d'indignation est inébranlable. L'esprit du Bourget guide notre action, comme le prouvent encore les annonces récentes du président de la République sur la lutte contre les paradis fiscaux.

Mais évitons l'auto-flagellation permanente, les procès kafkaïens. Oui au débat, oui à la confrontation, oui aux courants d'idées. Mais les armes de la critique naviguent en flotte ; alors évitons d'y ajouter le ventilateur des courants d'air qui ont parfois moins d'idées et peut-être parfois beaucoup d'arrière-pensées. Et je pense, et je préfère, les symphonies, voire les polyphonies, au fracas des individualités. Car avec l'arsenal de l'unité des socialistes, nous pouvons renforcer le combat contre les injustices. Appuyons-nous sur l'expression convergente des socialistes, qui sera la meilleure artillerie contre les mensonges de la droite réactionnaire. Il nous faut du courage face à cette loi du mensonge triomphant qui passe, et que l'on soit ministre, parlementaire, responsable national ou local du Parti socialiste, nous devons faire front commun.

À ma part d'inventaire, moi, je préfère notre part d'invention, car après dix ans de glaciation, nous devons agir collectivement pour des décennies de transformation. Avec François Hollande, avec les socialistes, c'est le retour de la politique, de l'action face à la main invisible du marché, de la raison face au hasard et aux passions, de la justice face aux privilèges. Et n'en déplaise aux plus sceptiques, voire à ceux qui pensent qu'ils ont la solution à eux seuls, qu'ils ont toujours eu raison d'avoir eu tort, nous allons réussir ensemble ce changement.

Il nous appartient de garantir les conditions d'existence, c'est-à-dire un emploi, un logement et un savoir. Mais il y a de la colère dans le pays, il y a de l'indignation. Il faut se mobiliser pour les emplois d'avenir, pour le contrat de génération, pour

le blocage des loyers, pour la TVA réduite dans le logement social, pour la construction de logements sociaux, pour la refondation de l'école. Car le cadre, c'est la République exemplaire, le non-cumul des mandats, la transparence, la réforme constitutionnelle. Et nous devons irriguer les territoires de nos idées, de nos réformes, défendre leur application, pour produire des effets réels. Nous devons, oui, il est vrai, sans doute, dépasser ce capitalisme financier qui avance avec une béquille, celle de la dette des États, pour construire un modèle coopératif de liberté respectueux de l'environnement, qui préserve les générations futures.

C'est le sens de la transformation sociale, économique et écologique que nous avons engagée. Nous devons avancer par le dialogue pour rassembler les Français, tous les talents, toutes les compétences, toutes les énergies, les citoyens, les associations, les syndicats, les entrepreneurs, qui créent de l'emploi, et pas les prédateurs, effectivement. Et si, à chaque soubresaut, à chaque tempête, il fallait que la maison vacille, alors elle se serait effondrée depuis bien longtemps.

Face à la crise profonde, les socialistes n'ont jamais eu autant de pouvoir et autant de responsabilités pour les citoyens. Il n'y a pas de courage sans élan collectif, il n'y a pas de volonté sans ambition collective, il n'y a pas d'unité sans une communauté de destin. Et le Parti socialiste est la pierre angulaire du changement, il irrigue tous les dispositifs, il doit être au cœur de toutes les décisions et de l'action.

Face aux responsabilités qui sont les nôtres, face à une droite revancharde, j'appelle tous les socialistes à l'unité, à faire front commun face à ces nouveaux réactionnaires, face aux injustices, car nous sommes les acteurs du changement pour réaliser la République laïque et sociale, et de notre unité et de notre capacité à fédérer dépendront nos résultats.

Nous avons à mener la riposte, et la riposte collective, c'est maintenant. »



Zaki Laïdi

« Chers camarades, dans l'épreuve que nous traversons, l'épreuve morale, l'épreuve sociale, et nous l'avons vu tout à l'heure, il est indispensable pour nous, socialistes, d'exercer nos responsabilités, et ces responsabilités, je les vois dans trois directions. D'abord et avant tout pour soutenir le président de la République et son gouvernement. Et je dirais même les protéger. Ensuite, d'expliquer chaque jour davantage les choix stratégiques qu'il a faits sur le plan économique et social. Enfin, préparer le terrain aux réponses et aux réformes qui attendent et qu'attendent les Français.

Protéger le président de la République et le Premier ministre, ainsi que son gouvernement, il faut impérativement aujourd'hui le faire face aux aboyeurs de droite et d'extrême droite, qui jouent aux factieux et qui en viennent maintenant à insulter directement le Premier ministre et notre Premier secrétaire. C'est inacceptable. Protéger le président de la République et son gouvernement, c'est aussi le protéger contre les nouveaux aboyeurs, qui ont trouvé dans la purification éthique une nouvelle occasion de s'en prendre à nous. Et je citerai parmi eux Jean-Luc Mélenchon, qui a juré notre perte, et si nous le ménageons, il nous piétinera.

Mes chers camarades, vous devez être convaincus de deux choses, de deux événements qui rendent Jean-Luc Mélenchon inconsolable : la mort d'Hugo Chavez et l'élection de François Hollande. Face à cela, face à cette situation, il nous faut serrer les rangs, il nous faut nous serrer les coudes, mais il ne faut surtout pas éviter, ou céder à la démobilisation, au désarroi, à la recherche ou à la tentation, la nuit venue, d'explorer les caves humides et sombres d'une autre politique.

Comme l'a dit le président de la République, comme l'a rappelé le Premier ministre, il n'y a pas d'alternative crédible aux choix qui ont été engagés par le gouvernement en faveur du redressement économique du pays.

Certes, il est parfaitement vrai qu'une politique de consolidation fiscale plaquée sur une économie anémiée, sclérosée et non réformée, fera un mal terrible au pays. Et de cela nous sommes tous convaincus. C'est d'ailleurs le message qu'envoient les marchés, puisqu'ils ont dégradé la Grande-Bretagne, engagée dans une politique violente de réduction de ses déficits publics.

Mais attention chers camarades, la réduction des déficits publics est et reste indispensable. Simplement, il faut accompagner cette réduction indispensable des déficits par des réformes structurelles. Et j'aurais tendance à dire : plus de réformes contre l'austérité. Plus de réformes pour éviter l'austérité. Voilà ce que devrait être notre choix. Voilà le pacte social que nous devons présenter aux Français.

Il nous faut donc, dans cette perspective, amplifier et expliquer les choix du gouvernement en matière notamment

de compétitivité et de dialogue social. Et il faut là éviter de céder à la démobilisation. Toute la bien-pensance nous disait que le gouvernement calerait sur le pacte de compétitivité. Eh bien non, il n'a pas calé, et il a engagé une politique dans ce sens.

Tout le monde avait parié sur l'incapacité des partenaires sociaux à se mettre d'accord sur un texte. Ils y sont parvenus. Car ne nous y trompons pas, et ça sera mon dernier point, si nous voulons sérieusement modifier le rapport de forces avec l'Allemagne, et je suis de ceux qui sont favorables à cela, si nous voulons que celle-ci assume davantage ses responsabilités en matière de relance économique, si nous voulons qu'elle fasse l'union bancaire, sur laquelle elle semble aujourd'hui résister, indispensable à la survie de l'euro, nous pourrons le faire non

en défilant sous les fenêtres de la chancellerie ou en affublant Mme Merkel d'une moustache improbable. Nous le ferons lorsque notre compétitivité dégradée par la droite pendant plus de dix ans sera restaurée. Nous le ferons lorsque notre taux de chômage, gonflé par la droite, aura cessé d'être deux fois supérieur à celui de l'Allemagne. Nous le ferons lorsque notre solde commercial abîmé par la droite cessera de s'enfoncer, tandis que celui de l'excédent de l'Allemagne ne cesse de s'envoler.

Oui, il faut modifier le rapport de forces avec l'Allemagne, mais on ne le fera ni avec des slogans ni avec des mots creux. On le fera en nous redressant, et c'est à ce redressement que nous devons nous atteler. Contre l'austérité, accélérons la réforme. La réforme, chers camarades, c'est maintenant. »



Eduardo Rihan-Cypel

« C'est un moment particulier car nous nous réunissons en Conseil national du Parti socialiste et nous avons vu les salariés de PSA venir. D'une certaine manière, je suis aussi heureux que le Parti socialiste soit le parti du réel et le réel des socialistes, ce n'est pas l'imaginaire de l'UMP. Le réel, c'est ce que nous avons pris en compte déjà au moment de l'élection présidentielle pour aborder la campagne, pour construire ce projet devant les Français. C'est ce qui a conduit François Hollande dans son élection,

cette politique de redressement du pays, redressement dans la justice qui nous conduits aujourd'hui à travailler dans le sens et en direction des Français.

Je crois que nous avons besoin de donner de la force à ce cap qu'a fixé le président de la République : redressement fiscal, redressement productif, lutte contre les déficits publics d'un côté, modernisation de l'appareil productif de l'autre pour la compétitivité, pour remettre enfin le pays en marche depuis des décennies de désindustrialisation et de chômage. Et puis, il y a eu cette affaire Cahuzac qui nous a frappés tous avec l'ensemble des Français.

La trahison a été puissante et je crois que le président de la République a raison d'approfondir cette transparence et ce contrôle de la vie publique, politique, parce que la transparence, c'est la démocratie. La démocratie, c'est la réalité, c'est la clarté, la clarification, c'est la lucidité, c'est prendre les choses telles qu'elles sont et les emmener là où elles devaient être, selon notre idéal, plus de justice, d'émancipation et de progrès. Mais la transparence de la vie politique n'est pas la seule réponse et le président de la République a eu raison d'ajouter la lutte contre la délinquance financière, contre l'évasion fiscale, la lutte contre les paradis fiscaux. Pour mettre des règles là où, pendant des décennies, nous avons eu la dérégulation économique et financière, celle qui a conduit à la crise.

C'est assez symbolique de voir Madame Thatcher disparaître cette semaine, alors qu'elle était l'incarnation même de la dérégulation économique et financière. Cette politique qui a conduit à la crise. Nous avons reçu ce message des Français par l'élection, qui nous demande de mettre des règles là où il n'y en avait pas, pas plus en France qu'en Europe alors qu'au cours de ces dernières décennies l'État-nation a été détricoté, nous avons à produire ces règles, à en trouver des nouvelles au plan national

bien sûr et plus largement en Europe. Je crois que c'est le sens de la politique que mène le président de la République, François Hollande. Je pense sincèrement mes camarades que nous avons besoin dans ces moments difficiles, où le chômage est présent, où l'économie et la croissance peinent à rebondir, nous avons besoin de donner de la force, de la solidarité.

Tous les socialistes doivent se rassembler pour porter ce message, donner la force au seul homme qui en France et en Europe peut changer la donne. C'est François Hollande. Nous n'avons pas le droit de le laisser seul dans cette bataille. Le rôle des socialistes surtout dans la difficulté, malgré ces trahisons insupportables que nous avons reçues en plein cœur, c'est de nous remobiliser dans notre action parce que le redressement productif du pays a commencé avec les emplois d'avenir, les contrats de génération, le texte sur la sécurisation de l'emploi. Lorsqu'on apporte des droits supplémentaires pour les travailleurs, lorsque l'on dit que dans l'entreprise, désormais, il n'y aura plus de licenciements économiques s'il n'y a pas d'accord majoritaire ou alors qu'il faudra une homologation, chose qui n'existait plus depuis 1986, lorsque l'on donne des droits à la formation, lorsque l'on dit que c'est une obligation d'avoir des salariés dans les conseils d'administration, nous l'avons dit !

C'est dans le texte, les droits à la formation, les droits rechargeables au chômage et la taxation bien sûr plus forte pour les contrats courts. Notre politique a un sens, il faut lui donner la force et aujourd'hui dans ce conseil national, il y aura un texte, et nous avons tous besoin de nous rassembler autour de ce texte pour justement, donner de la force. On s'adresse bien entendu à tous les socialistes et plus largement à tous les Français qui nous attendent. Les gens de PSA qui sont venus nous rendre visite tout à l'heure, qui sont venus aujourd'hui exprimer leur colère, c'est aussi un bon message car ils savent que seuls les socialistes peuvent les entendre, c'est nous qu'ils appellent au secours. Nous ne les lâcherons pas, nous ne les avons jamais lâchés. Je crois qu'aujourd'hui ce conseil national doit avoir un sens politique fort. Rassemblons-nous autour de ce qui fait l'intérêt fondamental de notre famille politique pour aider François Hollande à redresser le pays et à mener la politique de croissance dont nous avons besoin en Europe. C'est le seul homme qui, à ce jour, peut le faire. Donnons-lui la force nécessaire. Dialoguons avec la société, toute la société, les salariés quels qu'ils soient, toute la société civile.

Mes camarades, au travail et je crois que nous saurons apporter les réponses qu'attendent les Français. »



Philippe Allard

« Je voulais intervenir au nom de la motion 4 puisqu'elle représente des milliers de militants qui ont pu voter lors du dernier congrès. Au nom de tous ces militants et militantes du Parti socialiste, je voulais rappeler que nous avons connu un moment de forte colère lorsque nous avons appris l'affaire Cahuzac. Lorsque nous discutons dans nos différentes sections, on voit très bien aujourd'hui cette colère qui monte. Et je voudrais ici même remercier, car l'un d'entre nous a trouvé les mots forts, je voudrais remercier notre

camarade Gérard Filoche qui a exprimé avec force la colère des militantes et militants. Merci Gérard !

Je voudrais aussi vous dire que face à ce drame qui a secoué le Parti socialiste – car ce n'est pas la peine de minimiser l'affaire, elle est particulièrement grave parce qu'elle représente tout ce contre nous luttons-, il y a une arme essentielle pour nous socialistes, face à ces drames, pour que cela ne se reproduise pas. Cette arme, c'est de rappeler que nous sommes socialistes. C'est cela qu'il faut rappeler. Nous avons un engagement. Nous sommes là pour défendre les droits sociaux, pour défendre les combats, les luttes sociales. Nous avons défendu cela pendant des générations et c'est dans ces luttes aussi que nous avons entendu tout à l'heure que les salariés nous font confiance parce que si le changement n'intervient pas, alors être socialiste, à quoi cela sert-il ? Si lorsque nous sommes au gouvernement, nous n'entendons pas cette voix des salariés, alors vraiment, chers camarades, à quoi servons-nous ? Il est évident que si nous rappelons constamment que nous sommes socialistes, que ceux qui ne pensent pas comme nous, que ceux ici qui viennent pour se servir, que ceux ici qui viennent pour encaisser, comprendront qu'ils n'ont rien à faire parmi nous, parce que nous, nous défendons un idéal de justice et de droits sociaux. Nous sommes socialistes.

Maintenant, chers camarades, que faire vis-à-vis de cette situation ? Cette situation, c'est un drame, nous l'avons connu. Maintenant, nous n'avons qu'une chose à faire, une chose essentielle parce que ce sont les Françaises et les Français qui nous ont soutenus. Nous devons agir. Agir, voilà ce que les Françaises

et les Français attendent de nous. Quelles actions allons-nous mettre en place ? Nous avons trois actions à mener rapidement. La première action, c'est bien sûr, l'emploi. Il faut mener cette bataille du chômage. Il faut aller beaucoup plus loin, il faut oser plus vite. Plus loin dans les réformes et je le demande à Harlem Désir. Harlem, depuis des semaines, nous te demandons d'ouvrir une grande conférence entre socialistes et ouverte sur l'extérieur, les États généraux de l'emploi. Mobilisons-nous autour de cette question. Les Françaises et les Français attendent de nous que nous portions des réformes possibles et si nous n'ouvrons pas ce débat entre nous et avec la société, à quoi encore une fois, nous, Parti socialiste, servons-nous ? Si c'est simplement pour nous réunir, les Françaises et les Français ne nous écouteront pas. Il faut que nous travaillions, que nous proposons des réformes.

Agir, c'est aussi préparer les élections municipales qui vont venir. Non, je ne suis pas d'accord. Non, il ne faut pas un coup de balai parce que des milliers d'hommes et de femmes dans les différentes municipalités françaises travaillent au quotidien pour créer une école, pour créer du logement, pour refaire une route. Tous ces élus municipaux qui travaillent dans la réalité du quotidien, les Françaises et les Français le savent. Ils sont avec eux pour les soutenir, pour travailler, pour que leur vie soit meilleure au quotidien, pour se battre aussi pour le logement. Puisque nous sommes à Paris, permettez-moi d'apporter un soutien particulier à une femme, à une femme de terrain, pas à ces politiques de salon, pas à ces politiques d'ambition. Il n'y a pas de marche à monter à Paris ! Nous apportons tous nos soutiens à Anne dans le combat qu'elle va mener. Bravo Anne Hidalgo !

Enfin, sur les combats que nous avons menés, il y a bien sûr la question de l'Europe. Oui, nous avons un regard particulier sur l'Europe. Quand nous socialistes, nous regardons l'Europe, nous ne pouvons pas nous retourner vers l'Europe des marchés. Ce n'est pas cette Europe là qui nous intéresse. Qu'est ce que l'Europe dans la mondialisation ? L'Europe, c'est un espace de progrès, c'est un modèle social dans le monde face à tous ces pays émergents. L'Europe a quelque chose à dire et l'Europe n'a surtout pas à dire ce que nous entendons de Cameron et Merkel. C'est pour cela qu'il faut absolument que les socialistes soient rassemblés derrière François Hollande. Oui, François Hollande a raison, oui c'est celui qui mène le combat pour la réorientation de l'Europe. C'est le seul Européen à mener ce combat. Alors, évidemment il a besoin de nous, de notre soutien et il faut pleinement lui donner tout notre soutien. Voilà les camarades, il s'agissait pour moi de rappeler les combats que nous avons à mener, et nous allons les mener avec les militantes et militants socialistes. »





Jean-Christophe Cambadélis

« Harlem Désir, notre Premier secrétaire, a dit l'importance que revêtait cette question pour les socialistes ; et au-delà, je voudrais l'illustrer. Je pense que la crise européenne a une apparence, la montée du populisme, mais une réalité, la récession, le chômage et la perte de sens. La crise européenne a une réalité, c'est que l'Europe est à la croisée des chemins. Soit c'est le déclin des nations européennes, soit c'est la renaissance d'un continent berceau de l'universalisme et de l'État social.

La crise européenne est à la V^e République ce que fut la crise algérienne à la IV^e République. Et je voudrais m'en expliquer, puisque notre ami Emmanuel Maurel m'a dit que c'était assez complexe pour le comprendre. Nous sommes confrontés à cette crise, qui a une réalité, je viens de le dire, économique, sociale, de capacité à donner au peuple européen un dessein dans la mondialisation. Pendant la guerre d'Algérie, tout le monde était persuadé qu'il fallait quitter la guerre d'Algérie, qu'il fallait quitter cette colonie.

Et en même temps, on pensait que c'était impossible, et qu'il n'y avait aucune possibilité de le faire. Et devant cette contradiction, si on la rapporte à ce que nous vivons, à savoir qu'il faut réorienter la construction européenne, mais qu'il est de plus en plus difficile de le faire, pour des raisons que je vais évoquer, cette situation d'impasse, en ce moment, de panne a dit le Premier ministre, crée des tensions extrêmement fortes dans tous les pays d'Europe, et crée des tensions extrêmement fortes en France, ceci d'autant plus que la Ve République n'est pas, comme vous le savez, un régime proprement parlementaire mais concentre tout sur le président de la République.

C'est pourquoi la grande confrontation, je dis bien la grande confrontation avec les droites européennes, est une question essentielle pour l'ensemble du continent, une confrontation démocratique, avec son cœur, la droite allemande, et donc la politique menée en Europe, et pas en Allemagne, c'est aux Allemands de le dire, mais menée en Europe par Mme Merkel.

Nous partageons le diagnostic d'Helmut Schmidt devant le congrès du SPD, à savoir que l'Allemagne, grande nation européenne, réunifiée grâce en particulier à l'Europe et à l'action du président Mitterrand a un devoir de participer à la pacification et au développement du continent. Nous partageons avec Steinbrück le fait que, aujourd'hui, dans la crise telle qu'elle se développe en Allemagne et en Europe, la nécessité de relancer le pouvoir d'achat de nos amis Allemands est une question essentielle. Et nous partageons avec Martin Schulz l'idée qu'il faut moins une Europe allemande qu'une Allemagne européenne.

Le PS, le PSE, le SPD, veulent une renaissance européenne, et on voit la convergence, d'ailleurs, dans le débat que nous

menons en ce moment au sein du PSE sur le programme fondamental, on voit la convergence pour cet objectif. Le PS, le PSE, le SPD veulent un pacte de croissance. Oui, la croissance, la croissance toujours nécessaire, la croissance indispensable. Et donc, en ce moment, les sociaux-démocrates, en Europe, tentent d'ouvrir une voie avec le président de la République François Hollande, j'y reviendrai, qui est celle de la rupture avec l'austérité.

Il y a deux problèmes politiques en Europe. D'un côté, la droite anglaise, et de l'autre côté, la droite allemande. La droite anglaise, parce que celle-ci est dans un renoncement vis-à-vis l'Europe visant à se satisfaire d'un grand marché où elle peut avoir ses intérêts, sans pour autant qu'il y ait de solidarité. Quant à la droite allemande, elle est appuyée par les retraités et les épargnants allemands, et elle souhaite pouvoir continuer à prospérer sur leur volonté politique. Et donc, ce Camerkerl, Cameron-Merkel, est au centre des problèmes auxquels nous allons être confrontés dans la campagne, bien sûr européenne, mais au-delà, dans la situation politique générale. Il y a, et je voudrais vous en convaincre, au-delà des problèmes que nous rencontrons en France, ou en surplomb par rapport aux problèmes que nous rencontrons en France, ou comme moteur des problèmes que nous rencontrons en France, il y a bien une centralité du combat entre la social-démocratie, quoi qu'on en pense, la social-démocratie, et les droites européennes.

Il y a un combat fondamental, et je voudrais essayer de convaincre l'ensemble des camarades, et au-delà, parce que beaucoup ne sont pas là, mais au-delà, en leur disant que s'ils ne prennent pas en compte cette contradiction principale de la situation européenne, ils se battent sur des questions secondaires ; importantes, déterminantes, mais secondaires.

La question principale, et c'est pour cela que François Hollande, dès ses premiers pas en tant que président, a voulu rencontrer Mme Merkel, la question principale, la question déterminante, c'est la réorientation de l'Europe, et donc, une confrontation démocratique avec la droite allemande. Le président de la République, diplomatie oblige, a dit une « *confrontation amicale* », mais une confrontation nécessaire, et elle va être continentale. Elle va bien sûr prendre appui dans les élections, mais pas simplement. Dès demain et après-demain, l'ensemble des sociaux-démocrates en Europe va se réunir et agir par rapport à cette question.

Et donc, avant de vous dire où nous en sommes, je vous dirai trois choses. Centralité de ce conflit politique entre la social-démocratie en Europe et les droites en Europe, donc la droite allemande. C'est là que se situe le cœur de notre désaccord fondamental, politique, avec Jean-Luc Mélenchon. Car Jean-Luc Mélenchon estime que la contradiction principale dans la période que nous vivons, ce n'est pas la droite allemande, c'est la gauche française. Et nous lui répondons que si nous affaiblissons la gauche française, qui est la seule à porter un discours de croissance en Europe, nous renforçons la droite allemande.

Aux centralités de cette contradiction, nous pourrions même l'opposer à Marine Le Pen, qui est l'idiote utile de Mme Merkel, car en disant comme elle le dit qu'il faut quitter l'euro, elle renforce fondamentalement la pression qui est exercée par la droite allemande sur l'ensemble du continent européen, et bien sûr sur la France, puisque c'est ce qu'elle veut développer.

Centralité de la contradiction, mes amis, parce qu'il y a les représentants du PPE en France aujourd'hui, qui ont un programme, qui ont une orientation : c'est l'UMP. Et l'UMP n'a jamais pris ses distances avec la politique menée par Mme Merkel.

Donc on voit parfaitement que notre convention se situe au cœur des problèmes politiques auxquels nous sommes confrontés.

Et je terminerai : centralité de cette contradiction, car l'argument essentiel développé par la droite allemande, c'est celui de nos déficits. Et donc on ne peut pas mener le combat en tirant le boulet de nos déficits. Il faut commencer par les réduire, ce que nous avons déjà fait, il faut travailler aux éléments de la compétitivité de la France. Il faut le faire dans la justice, mais on ne peut pas mener cette grande confrontation sans aborder ces problèmes.

Alors, avant de vous dire où nous en sommes, et cette convention, comment elle va se développer, je voudrais rendre hommage, ici, à l'ensemble de nos parlementaires européens, et à Catherine Trautmann, car on voit souvent ce qui se passe à l'Assemblée nationale, quelquefois ce qui se passe au Sénat, surtout en ce moment, mais on ne voit pas le combat, très important pour moi qui suis rentré dans les institutions ô combien complexes du Parti socialiste, le combat très important qu'ont mené nos camarades, parce que le climat, avec Harlem, et d'autres d'ailleurs, a parfaitement changé depuis un ou deux ans. Quand on voit les leçons qu'on faisait à la France et le fait que maintenant, les questions qu'on avait posées se trouvent au cœur de la social-démocratie. Et quand vous parlez avec le SPD maintenant et quand vous parliez avec le SPD il y a trois ans, ce n'est pas le même SPD.

Ceci est dû au combat de nos camarades. Et je voulais, en introduction, leur rendre hommage, en estimant que ce ne sont pas des spécialistes de la question européenne, mais qu'ils sont au cœur du combat que nous menons.

Je dirai deux mots. Nous avons décidé de travailler en groupes, qui ont dû donner un certain nombre de textes,

que vous aurez. Le premier est animé par Pervenche Berès et Karine Berger sur le thème de l'économie. Ils s'exprimeront sûrement ici. Le second est animé par Juliette Méadel et Laurent Grandguillaume, qui développe toute la problématique de la production, qu'elle soit agricole, industrielle, énergétique, qui garantisse l'innovation et l'indépendance dans un souci de responsabilité, on va dire écologique.

Il y a la commission de Jean-Marc Germain et Bernadette Vergnaud, c'est une commission autour de la question des droits sociaux, qui a présenté et développé un texte. Il y a Axelle Lemaire et Philip Cordery, l'ancien Secrétaire général du PSE, qui connaît bien tout ça, et qui planchent sur l'Europe démocratique.

Et puis il y a Didier Boulaud, mais il y a bien sûr notre ami Gilles Barriot*, qui travaille la place de l'Europe dans le monde, pour essayer de trouver les réponses du Parti socialiste.

Sur cette base-là, nous aurons la possibilité de faire une première synthèse. Ils vont vous présenter l'ensemble des textes. Une commission des résolutions se tiendra, un mois de l'Europe qui sera autour des thèmes que je viens de développer, c'est-à-dire qu'il y aura des réunions en France, à Paris principalement, autour de ces thèmes-là, et Jean-Louis Bianco et Estelle Grelier feront la synthèse et vous présenteront, à partir de là, un texte qui sera préfacé, si je peux dire, par Harlem Désir, notre Premier secrétaire, qui fixera le cap du combat que nous aurons à faire.

Mes amis, dans cette convention que nous allons avoir dans le courant du mois de juin, qui va être entre la grande réunion des sociaux-démocrates à Leipzig et la réunion que nous allons avoir au niveau du PSE à Sofia, qui va adopter le programme fondamental, nous sommes dans une phase politique majeure.

Alors évidemment, j'en terminerai par-là, on a toujours l'impression que les problèmes européens sont secondaires, qu'ils sont traités après, en petits comités parfois. Or, je les crois aujourd'hui essentiels pour le pays. Et la bataille menée par le président de la République ne doit pas être affaiblie. Elle doit être confortée, confortée pour réorienter, c'est cela l'objet de notre convention. »





Catherine Trautmann

« Je salue Harlem, et je le remercie, ainsi que toute la direction du parti, de nous donner l'occasion de nous mettre en ordre de marche à temps pour être véritablement contributeurs, comme l'a dit Jean-Christophe, à l'élaboration du projet européen, et nous préparer à une campagne qui sera pour le moins coriace en 2014.

Lorsque nous vivons au quotidien, avec mes collègues qui sont ici, que je salue, notre délégation, qui est un groupe commando de 13 députés dans

un Parlement de quelques centaines, nous voyons bien comment ce débat politique que Jean-Christophe a évoqué est déjà en train de prendre en quelque sorte tournure, et comment nous allons l'avoir dans chaque scrutin, mais aussi dans la vie politique de notre pays, et en particulier dans l'observation, pas toujours amicale, de l'action du gouvernement et du président de la République, François Hollande.

Je voudrais dire qu'il existe déjà un outil disponible, la Revue socialiste, je vous incite à la lire, qui a été publiée sous la conduite d'Alain Bergounioux. C'est un outil intéressant qui permet de se préparer au débat. Et je voudrais saluer et souligner le travail record des dix rapporteurs thématiques qui ont réussi à consulter, rassembler, produire des idées pour notre convention dans un temps extrêmement contraint. Merci à eux, et en même temps merci à tous ceux qui sont ici et qui ont apporté également une contribution.

Je voudrais aussi, bien sûr, saluer les rapporteurs pilote : Estelle Grelier et Jean-Louis Bianco, puisque c'est eux qui conduisent et vont proposer un texte synthétique, à partir de ces différentes contributions.

Avec la crise, l'Europe s'est imposée dans l'actualité, dans l'actualité politique. Et cette crise financière a démontré que nos gouvernements pouvaient être mis en difficulté, mis à mal dans leurs capacités de contrer la crise de la dette souveraine, que notre monnaie pouvait être fragile, et que notre zone euro ne pouvait pas forcément être la protection que nous avions pensée, espérée et voulue.

Il est donc évident que sans politique de régulation financière, sans politique économique digne de ce nom, notre monnaie est fragile, mais la décision politique, la gouvernance même de l'euro reste en quelque sorte frappée d'une certaine inefficacité.

Le premier enjeu politique de cette convention est de traiter de cette première question, affirmer la primauté du politique sur la finance, pour résorber la crise de confiance. Pour moi, c'est la première question à laquelle j'attends que cette convention apporte des réponses et des propositions.

Des règles et des instruments pour encadrer les marchés financiers, comme l'union bancaire, la protection des épargnants, ou la prochaine étape, qui a été évoquée par Harlem dans son discours : la lutte contre les paradis fiscaux. Nous sommes prêts à mener en première ligne cette lutte. Nous avons une campagne, je montre le pin's que j'ai à ma veste, qui est le petit symbole qui réunira tous les Européens dans cette campagne contre les paradis fiscaux. Nous pourrions peut-être l'emporter, comme nous l'avons emporté dans des conditions

difficiles pour la taxe sur les transactions financières. Si nous travaillons dans ce sens, je crois qu'il faut prouver que nous sommes à même, nous socialistes et sociaux-démocrates, à proposer un redressement au service des citoyens, de la justice et de la solidarité. Je crois que notre convention doit pouvoir se pencher sur cette question du redressement indispensable de nos finances publiques, de nos équilibres, mais en même temps aussi de la justice fiscale, de la justice sociale, deuxième question.

Troisième question : c'est aujourd'hui une question grave, lourde, qui est celle du déséquilibre macro-économique entre le nord de l'Europe et le sud de l'Europe. Cette situation est porteuse de tensions, de conflits, d'instabilité politique et de handicap fondamental pour pouvoir arriver à relancer de manière durable une croissance dont nous avons besoin. Le choix de la croissance et de la solidarité, c'est notre ADN. C'est ce qu'a fait et affirmé François Hollande. C'est son action continue dans son bras de fer avec la majorité conservatrice dans les différents gouvernements qui sont au pouvoir en Europe. Nous devons défendre et montrer comment notre proposition politique peut assurer une véritable redistribution et une véritable réorientation politique de l'Europe. Je n'insiste pas, il en a été question beaucoup ce matin avec ce thème. Oui à l'Europe de croissance et de solidarité, non à une Europe qui serait condamnée à l'austérité et serait aveugle et destructrice.

Dès lors, si nous nous donnons ces objectifs politiques, trois défis principaux s'imposent. Je vais les traverser très rapidement, puisqu'ils rejoignent toutes les contributions qui ont été excellemment rédigées par les co-rapporteurs. Le premier, pour moi, c'est le défi de la croissance et de l'emploi. Nous voulons défendre des emplois locaux et pas des emplois low cost.

Le choix d'une économie de production dans l'industrie et les services, c'est notre combat de cette législature, qui a commencé avec un rapport d'initiatives sur l'industrie, et nous devons aboutir à relancer toute la chaîne de la recherche et de l'innovation sur des matériaux qui sont des matériaux nécessaires, comme l'acier. Nous avons la crise de la sidérurgie. Il y a une bataille symbolique politique en Lorraine qui se mène à ce sujet-là contre Mittal. Eh bien nous devons relever ce défi, soutenir cette activité. Ce matin, nous avons des ouvriers du secteur automobile. Nous le savons bien, nous devons relancer par une chaîne industrielle qui soutient les transports propres, qui soutient les nouveaux véhicules, qui soutient de nouvelles fabrications, et qui est donc porteuse d'emplois. Je donne juste cet exemple.

Le défi que nous avons aussi à relever dans ce cadre, c'est celui de l'investissement pour relancer la croissance. Il a été évoqué également ce matin. Le troisième, c'est le soutien de l'entrepreneuriat et la démocratie sociale dans l'entreprise. Nous avons des organisations syndicales sur le plan européen qui sont mises à mal par des décisions qui les frappent sans qu'il y ait suffisamment de capacités d'action pour les organisations syndicales.

Nous devons démontrer comment les droits sociaux des travailleurs en Europe peuvent progresser grâce précisément à ce cadre commun. Le soutien de la justice et de l'égalité de salaires entre hommes et femmes, ce sera un thème que nous devons aborder. Parmi ceux ou celles qui sont les plus touchés par la précarité et par l'injustice sociale, il y a bien sûr les femmes, il y a aussi les jeunes. Nous avons, grâce à François Hollande, une garantie pour la jeunesse de 6 milliards d'euros dans le budget européen, mais cela, vous le savez, ne suffira pas à résorber la situation de certains pays où on a plus de 50 % de jeunes au chômage.

C'est donc l'Europe des compétences d'abord, et les compétences sont une clé de la compétitivité. Je crois que c'est cela que nous pouvons défendre et démontrer, pour enfin promouvoir une Europe de l'inclusion et de la solidarité.

La cohésion territoriale et la cohésion sociale, c'est un autre sujet qui a beaucoup mobilisé nos Régions, nos collectivités territoriales, ce sont les fonds régionaux, c'est la question de la capacité budgétaire, c'est la question du fonds européen d'aide aux plus démunis.

Le deuxième volant de questions, c'est l'Europe de la responsabilité et de la performance écologique. Je crois que c'est le deuxième corps de propositions sur lesquelles nous sommes effectivement attendus. C'est l'Europe communicante et connectée, c'est l'Europe des réseaux, c'est-à-dire celle de la transition énergétique. C'est l'Europe qui permet d'avoir des villes vivables et durables. C'est le défi urbanistique, c'est l'habitat, le transport, mais c'est aussi la sécurité alimentaire et la santé, dont on a beaucoup parlé.

C'est pour nous, au Parlement européen, la bataille des moyens durables, c'est-à-dire d'un budget adapté à ses ambitions, et qui permet en effet de financer une relance par l'investissement. C'est ce que nous souhaitons.

Enfin, en troisième grand défi ou grand enjeu, c'est l'Europe des valeurs, du partenariat, de la coopération et du

développement. C'est le défi de la paix et de la démocratie. C'est l'engagement que nous souhaitons, non pas seuls mais avec une véritable mobilisation, un véritable engagement de nos pays amis lorsqu'il y a un conflit comme au Mali. Ce sont les échanges mondiaux qu'il faut transformer avec le juste-échange, c'est la réponse politique aux révolutions de la Méditerranée ; et c'est l'affirmation d'un leadership régional par rapport aux autres régions du monde, mais un leadership ouvert et coopératif pour pouvoir affirmer notre leadership mondial.

Voilà comment nous pouvons, à ce moment-là, penser et défendre une gouvernance transformée, améliorée, et qui réponde à un véritable projet politique qui sera porté par une figure qui sera notre candidat à la présidence de la commission. Nous devons nous préparer à une bataille qui sera intense, en effet, car pour la première fois, nous allons mener une bataille politique identifiante jusqu'au bout.

Je souhaite que notre convention nous permette à nous qui sommes engagés dans cette bataille politique, idéologique, dans nos votes au Parlement européen, dans les débats qui sont les nôtres, que nous puissions nous appuyer sur cette convention pour déjà préparer ce que j'espère, c'est-à-dire la victoire de la gauche européenne en 2014. »



Martine Pinville

« Chers camarades, chers amis, l'Europe que nous voulons se doit d'être sociale, démocratique, attentive aux plus faibles. Aujourd'hui, aux yeux de nos concitoyens, elle apparaît fragile, et le plus souvent inspire un sentiment de défiance. La vulnérabilité de l'euro, une croissance trop faible, un chômage de masse qui caractérise la crise structurelle qui nous frappe, autant de sujets sur lesquels les réponses apportées par l'Europe ne sont pas à la hauteur des attentes des peuples.

Elle ne doit plus fluctuer selon les soubresauts des marchés. Notre zone monétaire doit instaurer une politique de change, sinon nous continuerons à imposer aux États-membres une parité qui ne correspond pas à la situation réelle de nos économies.

La Banque centrale européenne doit participer à ce titre à l'instauration d'un objectif de change, mais il est indispensable également d'engager une réforme du système monétaire international, car sinon, les efforts de compétitivité que consentent nombre de pays de la zone euro ne seront pas récompensés par un euro trop fort.

En Europe, la lutte contre le chômage doit mobiliser toutes les énergies. Aujourd'hui, plus de 25 millions d'Européens sont sans emploi, et le chômage des jeunes est désormais un trait d'union entre tous les pays. Cette précarité présente partout, dans tous les États, est insupportable, inadmissible si nous

voulons redonner à l'Europe l'image de progrès qu'elle portait, qui fait partie de ses fondements. La politique de cohésion, la politique agricole commune doivent être maintenues, soutenues.

Le pacte de croissance négocié par le président de la République l'été dernier doit bien sûr être financé, mais des efforts devront être faits vers la recherche, la transition écologique, la mise en œuvre de nouvelles infrastructures. Il va de soi que nous devons défendre le programme européen d'aide aux plus démunis, et personnellement, je défends l'idée qu'il faut le renforcer, alors que la précarité progresse, comme je l'évoquais précédemment. C'est un devoir de solidarité. L'Europe du progrès que nous appelons de nos vœux ne peut, ne doit laisser ceux qui souffrent au bord du chemin.

C'est une volonté politique forte, partagée, qui nous permettra de retrouver la confiance des peuples en Europe. Pour nous, socialistes, c'est le chemin que nous avons choisi d'emprunter il y a de nombreuses années en faisant fi des peurs, des doutes, des replis nationaux qui ont animé les conservateurs. C'est donc animés de cette volonté que nous devons soutenir le président de la République, le Premier ministre, pour construire une Europe qui va au-delà d'un marché, d'un budget, d'une monnaie, une Europe qui doit se doter d'un projet au service des peuples. »



Bernadette Vergnaud

« Je vais parler au nom du groupe 3, L'Europe sociale et l'Europe et des droits. Et je voulais avant tout remercier ceux qui ont travaillé, qui sont encore dans la salle avec nous : Sylvie, Talia, Jean-Louis bien entendu, et tous les autres.

L'Europe est avant tout pour nous socialistes un projet politique, social, culturel, socle d'un grand marché unique où les divers équilibres doivent être harmonisés et respectés. La crise financière, économique et sociale sans précédent depuis l'après-

guerre a engendré une obsession des politiques d'austérité et de réduction des politiques publiques.

Or, redonner du sens au projet européen, recréer la confiance, passe par l'affirmation claire et la mise en place de nouveaux droits et nouvelles protections pour les citoyens et citoyennes européens.

La lutte contre le chômage des jeunes doit être une priorité absolue, un investissement indispensable pour l'avenir de l'Europe, et un préalable pour refonder notre projet et redonner foi en une nécessaire intégration solidaire. Les socialistes doivent proposer un programme de garantie européenne pour l'emploi des jeunes, avec comme objectif une augmentation du taux d'emploi et de véritables emplois, car malgré la crise, certains domaines recèlent encore un fort potentiel de création d'emplois d'avenir : les TIC, les hautes technologies, les biotechnologies, les services sociaux, l'aide à la personne.

Pour cela, il faudra investir dans des programmes d'éducation et de formation afin de développer de nouvelles compétences nécessaires à ces nouveaux emplois. Cela passe par un droit à l'apprentissage et à des formations appropriées, donc favoriser les coopérations entre entreprises et système éducatif ; la garantie des droits fondamentaux des étudiants dans tous les pays membres ; la création d'un fonds européen d'aide à la mobilité étudiante avec une augmentation du nombre d'étudiants pouvant en bénéficier, je pense bien entendu à Leonardo et Erasmus ; un cadre européen des diplômés. Enfin, la mise en place d'un véritable service public européen de l'enseignement supérieur.

Orienter la société vers la formation et l'emploi, c'est bâtir des solidarités pour le long terme en anticipant la mutation des régimes économiques et sociaux. C'est un nouveau contrat européen de reconstruction, axé sur l'investissement humain dans la promotion des biens publics et la cohésion sociale qui est nécessaire.

L'Europe doit anticiper les restructurations industrielles. Les mots clés sont anticipation et concertation. Et les restructurations doivent s'appuyer sur le dialogue social, l'information, la consultation des travailleurs, l'association de tous les acteurs, syndicaux, élus locaux, élus nationaux, associations, car un véritable pacte économique et social est devenu nécessaire à l'échelle européenne.

Il est urgent de lutter contre les pratiques de dumping social et de concurrence déloyale à l'intérieur même du continent, particulièrement dans le cadre de la mobilité et du détachement des travailleurs. Favoriser la mobilité professionnelle choisie est

un élément clé pour la compétitivité et l'emploi en Europe. Il s'agit là d'un défi majeur pour le potentiel du marché unique et pour l'émergence d'un véritable tissu social communautaire, avec les garanties d'un haut niveau de qualité et de sécurité pour les travailleurs, les usagers, les consommateurs et les patients.

Un véritable socle commun de formation afin d'optimiser la reconnaissance des qualifications professionnelles et améliorer la relation de confiance entre les États-membres semble indispensable.

La formation continue : les stages de formation professionnelle permettent d'anticiper les reconversions économiques. Ces stages doivent faire l'objet d'un contrat qui sécurise les employeurs et les employés, et ces stages doivent être validables dans les cursus professionnels. La création d'une carte professionnelle européenne comme véritable outil de citoyenneté européenne apportera aussi un nouvel esprit de dynamisme et d'innovation pour une Europe en mouvement.

Tous ces dispositifs doivent permettre la création d'un pacte européen sur les salaires, les conditions de travail, l'harmonisation des formations, afin de garantir le principe de salaire égal à travail égal, et d'aboutir aux conditions de mise en place d'un salaire minimum européen garanti dans chaque État.

Et redonner un sens au projet européen, c'est aussi garantir les droits acquis, faire naître de nouveaux droits, des nouvelles protections, notamment le principe de l'égalité homme femme qui a été posé dans le Traité de Rome mais jamais décliné dans les faits. Donc il faudra reprendre les programmes de lutte contre les écarts de rémunération, il faudra reprendre les mesures de la parité dans toutes les instances politiques et les conseils économiques et les grandes administrations. Il faut appliquer la clause de l'Européenne la plus favorisée.

Enfin, il faudra vraiment une stratégie coordonnée avec le Parti socialiste européen pour réaffirmer clairement nos convictions quant au droit à l'avortement et à la conception.

Nous devons proposer de renforcer les protections en faveur des handicapés et contre toutes sortes de discriminations qui soient fondées sur les origines, la religion, les convictions, l'orientation sexuelle dans l'emploi et dans toute la sphère sociale et culturelle. Et une vigilance particulière s'impose pour le respect des droits LGBT.

Donc il est impératif de faire aboutir une directive cadre anti-discrimination. Et là, il faut sacrifier un budget ambitieux et suffisant pour alimenter des outils indispensables comme le Fonds social européen, le plan d'aide aux plus démunis, etc.

Je crois qu'il faut réaffirmer en tant que socialistes nos valeurs : la dignité, le respect, la liberté, la justice et la solidarité, c'est notre vision de l'humanisme universel et cela doit être notre programme socialiste pour la campagne européenne. »



Frédéric Hocquard

« Je suis venu vous parler un petit peu de culture, parce que je crois que c'est un sujet qui, à mon sens, est un sujet important dans le cadre de cette convention Europe. Vous le savez, la France a construit, bénéficie d'un modèle de production, de création de la culture à peu près inédit, en Europe en tout cas, et peut-être aussi dans le monde, que certains appellent l'exception culturelle française.

C'est un modèle qui est impliqué, qui est adossé à une intervention publique

importante, à une philosophie de redistribution, une philosophie redistributive qui nous permet de bénéficier d'une diversité, du point de vue de la création, d'un dynamisme fort, qui nous permet aussi, il faut le noter, d'avoir une filière culturelle et artistique, qui, aussi bien en termes d'emplois qu'en termes de dynamique économique, notamment dans cette période de crise, continue à être dynamique. Il y a plus de 500 000 emplois aujourd'hui en France qui sont des emplois culturels, ce qui nous permet aussi de bénéficier d'un cinéma dynamique, d'avoir encore un cinéma, alors que la plupart des cinémas européens, à quelques exceptions, se sont écroulés. On pourrait prendre d'autres exemples : le prix unique du livre, dans le domaine du théâtre, avoir chez nous le premier festival de théâtre du monde, le festival d'Avignon. On oublie souvent de rappeler cette réalité.

Ce « *modèle culturel* », qui est appuyé sur ces questions d'intervention publique, sur ces questions de redistribution financière, sur ces questions aussi de taxation qui permet cette redistribution financière, est confronté à un certain nombre de dangers au niveau européen. La première chose, c'est que la Commission européenne ne partage pas toujours notre point de vue, notre avis, et notre vision, sur le développement de ce modèle.

D'abord sur la question de la taxation et de la redistribution, aussi sur la question des sociétés d'ayant droits, il y a un certain nombre de sujets que le gouvernement pose et met sur la table, mais sur lesquels je crois que nous avons un certain nombre de batailles, nous, les socialistes, à mener à ce niveau-là. Et puis la deuxième chose, c'est que dans le cadre de l'accord commercial,

le partenariat commercial que la Commission européenne vient de signer au niveau transatlantique avec les États-Unis, il y a eu une discussion pour l'instant, et ce problème-là n'est pas résolu, sur le fait que la culture n'a pas été sortie de cet accord commercial.

Alors évidemment ça va nous poser un problème, parce que le modèle Nord-Américain, comme on dit, d'intervention dans le domaine de la culture, n'est absolument pas le nôtre. Le modèle prôné à cet endroit-là, c'est avant tout de pouvoir avoir des tuyaux, Google, YouTube, qui peuvent déverser, compacter, réduire la culture à un simple produit de consommation, et qui peut être consommé ou acheté ou vendu par la plus grande masse.

De ce point de vue-là, il y a une bagarre qui est menée par le gouvernement pour que la culture soit inscrite et soit sortie de cet accord commercial. Je salue aussi l'initiative qui a été prise par Patrick Bloche en tant que parlementaire français avec une résolution posée cette semaine au Parlement, justement pour faire sortir la culture de cet accord commercial.

Je pense aussi que dans le cadre de la convention européenne, nous devons nous aussi, les socialistes, mettre les questions de culture au cœur de notre projet et rappeler un certain nombre de choses. D'abord, rappeler un certain nombre de principes. Pour nous, la culture n'est pas une marchandise, la culture, ce n'est pas non plus un supplément d'âme. La culture, c'est quelque chose qui fabrique du lien social ; la culture, c'est aussi quelque chose qui est dynamique économiquement, qui crée de l'emploi. La culture, c'est aussi quelque chose qui est facteur de richesse.

Nous venons, à l'intérieur de la loi de refondation de l'école, notamment sur la question de l'éducation artistique et culturelle, de mettre la question de la culture au cœur du parcours éducatif de l'élève. Donc c'est un sens que nous donnons à tout cela. Nous voulons aussi signifier, nous, les socialistes, que la culture, et l'art, a aussi un rôle d'émancipation sociale à l'intérieur de notre société. C'est aussi un rôle qui permet à chaque citoyen d'être libre, de réfléchir et de penser comme il le veut.

Je pense qu'à l'occasion de cette convention, il nous faudra à la fois le rappeler en termes de modèle, parce que si nous avons cette vision de la culture, c'est aussi parce que c'est un modèle adossé à un service public, celui de la culture. Je crois que ce sera l'occasion de le rappeler et ce sera aussi l'occasion pour nous les socialistes de défendre la culture au niveau européen. »



Pervenche Berès

« Chers amis, chers camarades, on nous avait promis un Conseil national chaud à cause de l'affaire Cahuzac et des annonces du président de la République. Et finalement, ce Conseil national, s'il aura connu une certaine chaleur, c'est grâce aux ouvriers de PSA, qui sont venus nous rappeler que l'enjeu, que notre responsabilité, notre mandat, c'est celui de rétablir l'autorité du politique face aux forces du marché et de l'argent.

Et pour ça, ce matin, il a beaucoup été question, à juste titre, d'Europe. Mais on ne peut pas déconnecter la façon de parler d'Europe quand on parle de France et la façon de parler de France quand on parle d'Europe. C'est la même chose. Le débat que nous avons eu ce matin, c'est le même que celui que nous avons maintenant, parce que si François Hollande a une chance de réussir, c'est parce qu'il veut réorienter la construction européenne.

Si les Français lui ont donné un mandat, c'est celui de corriger le désastre dans lequel ce pays est, à cause du bilan de la droite. Et n'épargnons pas Jacques Chirac, c'est le bilan de la droite, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, qui ont dégradé la compétitivité de ce pays, qui ont laissé ce pays exsangue. François nous l'avait dit dans la campagne : si nous gagnons, c'est parce que ça sera difficile.

Alors, je ne suis pas d'accord lorsque l'on dit qu'il y aurait une dichotomie entre lutter contre l'austérité au plan européen et l'appliquer en France. Notre seule chance de rétablir l'autorité de la voix française, et nous devons le faire pour nous et pour beaucoup d'autres en Europe, c'est de rétablir les comptes de notre pays. Et je peux vous le dire, rien ne nous sera épargné. Beaucoup, ce matin, ont dit : en France, pour la droite, nous ne sommes jamais légitimes.

Mais je vous rassure, si vous aviez le moindre doute, à l'échelle européenne, c'est la même histoire. Ceux que l'on pourrait qualifier d'ayatollahs de l'ordo-libéralisme n'attendent qu'une chose, c'est de pouvoir nous mettre sous coupe réglée, parce qu'ils pensent que nous ne sommes pas légitimes pour gouverner en France. Ils ne le supportent pas, d'où l'importance pour nous de nous tenir fermes sur nos engagements.

Nous devons le faire pour nous-mêmes et pour les autres, je l'ai déjà dit et je le redis. Avec Karine Berger, nous avons eu l'occasion d'organiser à Bruxelles, pour la préparation de cette convention, une réunion où j'avais invité ceux des camarades dans le groupe socialiste et démocrate avec lesquels nous parlons le plus de ces sujets. Et le message, je le connais par cœur, c'est celui avec lequel je vis tous les jours. Mais je peux vous dire que votre collègue, notre collègue Karine Berger en est sortie tout ébranlée.

Car qu'a-t-elle entendu ? Les deux messages que nos camarades nous font passer. Le premier, c'est : on compte sur vous, vous êtes ceux qui peuvent parler, vous êtes ceux qui doivent faire entendre une autre voix. Vous êtes ceux qui peuvent que de l'Allemagne vienne un autre son que celui de l'ordo-libéralisme, qu'enfin la voie de la social-démocratie reprenne ses lettres de noblesse.

Et l'autre chose que nous avons entendue dans cet échange, c'est à quel point ils n'en peuvent plus, c'est à quel point ces pays sous programme, c'est à quel point ces pays dans lesquels la troïka, jour après jour, sans mandat démocratique, détruit les droits sociaux, ne supportent pas cette situation où il y aurait un centre. Parfois, on les appelle les protestants. Je ne fais pas de religion, alors je ne les qualifierai pas. Mais quand même, ceux qui donneraient des leçons, ceux qui préfèrent des sanctions à tous les autres, qui seraient la périphérie, une bande de flemmards incompetents. Mais où a-t-on vu cette Europe ? Ça n'est pas celle pour laquelle nous sommes mandatés. Et nous avons cette responsabilité de rétablir l'équilibre.

Alors pour le faire, ils voient ce que François Hollande a déjà engagé. Ils en sont fiers. Le combat que François Hollande a engagé avec l'Union bancaire, ça n'est pas achevé. Mais ne nous y trompons pas, c'est un combat majeur, c'est celui qui permet de contrôler les banques à l'échelle européenne pour qu'enfin elles fassent leur travail. De la même manière, l'ouverture qu'il vient de faire pour qu'enfin la question du secret bancaire, la question de l'évasion fiscale, devienne une vraie priorité européenne alors que l'Union européenne, aujourd'hui, perd 1 000 milliards d'euros à cause de cette évasion fiscale.

Voilà le mandat que nous avons, voilà là où nous sommes attendus. Alors il y a un espace pour que le Parti socialiste améliore les propositions, mais pour les conforter, pour les renforcer, pour être l'avant-garde de ce travail que nous devons faire ensemble.

Et puis je dois vous le dire, parce que je sais, à l'Assemblée nationale, le débat sur l'ANI n'a pas été facile. Mais vu d'Europe, quand on regarde ce qu'a été le dialogue social dans la période précédente, c'est vécu comme une respiration, y compris dans les syndicats, y compris chez nos camarades sociaux-démocrates qui se disent : puisqu'en France, le dialogue social est rétabli, ça veut dire qu'ils pourront faire tout ce qu'ils ont à faire pour rétablir la situation de la France, pour rétablir son autorité, pour pouvoir porter ce projet social qui est le nôtre.

Alors, il faut aussi qu'entre nous, nous continuions, à travers notre convention, à travers notre programme, à travers notre action dans le PSE, à soutenir les étapes qu'il reste à engager devant nous, que ce soit sur la mutualisation de la dette, que ce soit sur la définition de droits sociaux européens. Voilà l'enjeu de cette convention, sur laquelle j'ai espoir que nous puissions nous réunir, avec des axes forts, pour soutenir l'action de François Hollande, parce que ce n'est pas, encore une fois, que de notre responsabilité. Nous sommes attendus, sans arrogance mais avec détermination, autour de nos valeurs à l'échelle européenne pour le faire. »



Elisabeth Guigou

« Chers camarades, ça va très mal. Jamais l'Europe n'a été dans un état aussi catastrophique. On a évidemment les 25 millions de chômeurs, en majorité des jeunes ; l'Union économique et monétaire qui n'est pas sortie de l'auberge, on l'a vu quand même avec l'affaire de Chypre, petite île qui fait peser encore un risque systémique sur l'Europe ; le budget pluriannuel, on sait tous ce qu'il faut en penser, c'est quand même une catastrophe, un rapport de forces très inégal qui nous

a contraint à ce compromis, hélas. Le populisme en Italie, le pays le plus européen d'Europe qui se retrouve avec 65 % de votes anti-européens ; et tout ça résulte évidemment de la perte de sens, c'est-à-dire que les citoyens ne savent plus du tout à quoi sert l'Europe, à quoi sert l'Europe par rapport aux angoisses et à l'angoisse majeure qui est celle du déclin face à de grands émergents.

Alors on ne peut pas évidemment continuer comme ça, et on ne peut compter que sur nous-mêmes, c'est-à-dire nous, les sociaux-démocrates et nous, les socialistes français. Il ne faut pas sous-estimer, Bernadette a raison et Pervenche aussi, l'effet qu'a produit l'élection de François Hollande en Europe, et la réorientation, le début d'inflexion qu'il a commencé déjà à obtenir en faveur de la croissance. Là-dessus, on serait bien inspiré de demander à nos fédérations de faire remonter les projets qu'on voudrait voir éligibles au nouveau fonds européen, les 120 milliards. Je crois qu'on devrait produire là quelques résultats.

Mais on a obtenu aussi la taxe sur les transactions financières. Alors on est onze, ce n'est pas assez, mais enfin si on était 25, 50 milliards d'euros, ça commence à faire masse, quand même, pour le budget européen. Donc je pense que là-dessus aussi il y a un terrain sur lequel nous pourrions porter l'offensive.

Sur le salaire minimum, les choses ont quand même avancé. Je me souviens des discussions au sein du Parti socialiste européen il y a quelques années, quand on avançait cette proposition. Aujourd'hui, même Mme Merkel l'admet, alors certes pas comme les sociaux-démocrates, pas par l'intermédiaire d'une loi, mais enfin quand même. Alors elle est forte pour la triangulation, ça c'est vrai, mais enfin, ça a quand même cheminé. Tout ça, c'est sous l'impulsion des sociaux démocrates.

Et je voudrais vous dire, après notre intervention au Mali, j'ai été très frappée de voir à quel point beaucoup d'Européens,

à commencer par nos amis allemands, avaient mauvaise conscience. Car ils ont compris que la mondialisation, c'est aussi la mondialisation de l'insécurité, voire la mondialisation du crime, et qu'en intervenant au Mali, on protège leurs intérêts.

Donc je crois qu'il y a là un point d'appui pour nous, au fond, dans ce rapport de forces qui reste très déséquilibré sur les questions économiques et monétaires, de pouvoir avancer et faire avancer nos thèses.

Alors, ma troisième et dernière remarque sera pour dire : travaillons d'ores et déjà sur les thèmes de la campagne européenne. Ça va vite venir. Il n'en faudra pas beaucoup. Je crois que si on veut être entendus, il faut être extrêmement concrets et s'intéresser à des choses, évidemment, qui touchent au cœur de la vie quotidienne de nos concitoyens.

Le salaire minimum, je viens d'en parler, mais il n'y a pas que ça, il y a le dumping salarial. Philippe, on engage un travail à l'Assemblée nationale. Qu'est-ce qu'on va faire avec les distorsions de la directive sur la libre prestation des services et les travailleurs détachés ? C'est un sujet fondamental, proposition là-dessus. Sur les investissements, essayons de trouver un point d'application particulièrement significatif évidemment autour des économies d'énergie et des énergies renouvelables. Là, je fais confiance évidemment à celles et ceux qui connaissent le mieux le sujet.

L'harmonisation fiscale, là on a, avec cette désastreuse affaire qui nous tombe dessus, une fenêtre enfin pour se faire comprendre. Là-dessus, demandons qu'on crée un serpent fiscal. On l'a fait pour la TVA, faisons-le pour l'impôt sur les sociétés, pour l'impôt sur l'épargne, pourquoi pas sur le patrimoine.

Et sur, évidemment, la sécurité, il y a quand même un champ qui monte terriblement, qui se couple d'ailleurs avec les enjeux culturels dont on vient de parler, c'est la cyber-criminalité. Je vous assure que dans le livre blanc, qui va être publié, cela intéresse tout le monde, c'est un enjeu culturel vis-à-vis aussi des Américains.

Sortons du nombrilisme européen dans cette campagne. Disons à quel point nous avons intérêt aussi à aller chercher la croissance dans des pays voisins et qui nous sont amis, par exemple en Afrique. L'Afrique, c'est déjà 5 % de croissance, avec tous les désordres qui sont là-bas, donc nous avons un intérêt commun à créer avec eux une zone de production, une zone de création de valeur ajoutée, et bien entendu une zone de solidarité.

Voilà, je pense que nous avons, à travers ces thèmes, beaucoup de choses qui peuvent nous identifier par rapport à la droite libérale et conservatrice européenne, et qui peuvent nous permettre, je pense, d'avoir un socle pour une bonne campagne, mon cher Harlem, naturellement, dans laquelle nous serons tous derrière toi, Premier secrétaire, et derrière nos candidats, pour essayer de faire le mieux possible et avoir un président ou une présidente de la Commission qui sorte de nos rangs. »



Gilles Pargneaux

« L'Europe dans le monde, voilà le groupe de travail que nous animons Didier Boulaud et moi-même. Un groupe de travail qui aborde des sujets d'actualité, et qui montre tout d'abord toute la difficulté que l'Europe a à se faire entendre dans ce concert international et dans ce monde particulièrement instable.

Tout d'abord, en matière diplomatique, force est de constater que la diplomatie européenne a fait flop ces dernières années, malgré le positionnement que le Traité

de Lisbonne a pu donner à cette diplomatie européenne. Mais quand on regarde l'ensemble de cette présence diplomatique ces dernières années, force, et je le répète, est de constater que nous avons manqué d'ambition, et nous devons, et c'est ce que nous proposons, être à la hauteur de nos ambitions et fournir à l'Europe des nouveaux outils permettant d'allier prévention et gestion de crise, planification et intervention militaire, financements et aides conditionnés à des principes intangibles et universels. Et le tout accroché à une vision stratégique ambitieuse communément approuvée.

Et on a des enjeux internationaux, bien évidemment, plus proches que jamais. On a, depuis le début de ces deux dernières années, ce vent de liberté qui a soufflé dans ce monde arabe, avec toutes les incertitudes, avec aussi malheureusement des forces obscurantistes qui ne se sont pas privées d'être présentes dans un certain nombre de ces pays. Et puis quand on regarde ce qui s'est passé également ces dernières années, on se rend bien compte que l'Europe, dans cette partie du monde particulièrement instable, n'a pas réussi à trouver sa place.

Il incombe donc à l'Europe de contribuer au renforcement des structures étatiques en Afrique saharo-sahélienne. On vient de parler, par l'intermédiaire d'Elisabeth, de notre présence au Mali. Nous étions avec Harlem présents au Mali et au Niger ces dernières semaines, et nous avons bien constaté, pu constater que si la France a fait son travail, et on doit ici, à l'occasion de cette convention, souligner le courage que le président de la République, François Hollande, et son gouvernement, et la France, ont pu avoir en permettant de donner ce coup d'arrêt à ces islamistes qui allaient envahir le Mali si nous n'avions rien fait.

Et en même temps, on s'est bien rendu compte que, après, au cours de cette intervention militaire française, rien ou peu de choses ont été accomplies à l'initiative de l'Union européenne. Même si, on le sait, pour sauver la face, il y a quelques formateurs qui sont venus sur le terrain, permettant ainsi d'accompagner l'armée malienne, qui doit être complètement remise à plat, qui doit exister à nouveau.

Et nous avons aussi un certain nombre de propositions concernant la défense. On a trop souvent un débat sur le maintien de la France dans l'Alliance atlantique. Et nous pensons, et nous l'expliquerons au niveau des débats à venir dans notre convention, que ce débat est maintenant dépassé. Il exige toujours de savoir comment l'Europe peut garantir sans difficulté et durablement l'intégrité de son territoire et la sécurité de ses habitants. Mais il faut qu'on aille plus loin dans les questions de défense, qui se posent surtout parmi les États-membres, même si ce sont en des sous-termes différents, et qui doivent permettre que la solidarité, entre nous, au sein de l'Union européenne, puisse être présente en matière de défense.

Je voudrais aussi vous indiquer notre volonté de repenser la politique commerciale, pour défendre l'économie européenne. Là aussi, il s'agit d'un certain nombre de nouveaux modèles que nous voulons instaurer, notamment ce nouveau modèle fondé sur le juste-échange, cher non pas à Henri Emmanuelli, mais surtout à Henri Weber, qui a été le porte-parole depuis ces dernières années de cette politique de juste-échange. Là aussi, nous déclinons un certain nombre de propositions.

En matière de développement et de coopération, nous voulons une Europe chef de file, priorité à la Méditerranée et à l'Afrique. Mais nous avons aussi un certain nombre de propositions qui, en ce domaine de coopération, dans un monde là aussi particulièrement instable, doit nous permettre par exemple de consacrer 0,7 % du PIB de l'Union européenne à l'aide au développement ; et préserver des moyens importants pour le onzième fonds européen de développement. Nous voulons, puisque nous le savons, ça va être mis en place dans onze pays de l'Union européenne bientôt, faire en sorte que la taxe sur les transactions financières soit une ressource propre de l'Union européenne, avec une part significative affectée au développement.

Enfin, nous voulons et nous proposons une réforme de la politique européenne de développement, permettant aussi de prendre en compte les exigences démocratiques. Nous l'avons vu depuis maintenant onze mois, à chaque fois que François Hollande est intervenu, notamment sur les dossiers de la politique africaine, il a tourné le dos à cette politique que la droite a menée pendant trop longtemps, celle de la Françafrique. Nous avons aujourd'hui à nouveau, et c'est l'exemple de la France que nous devons aussi prendre en compte à l'échelle européenne pour les années à venir, en faisant en sorte que les exigences démocratiques dans nos politiques de développement soient présentes, développer une politique européenne en matière de développement, de coopération, mais aussi en matière de défense, qui soit respectueuse des citoyennes et des citoyens.

C'est aussi un des objectifs que nous, hommes et femmes progressistes, socialistes, nous devons avoir, dans un monde particulièrement instable. »



Marie-Noëlle Lienemann

« Chers amis, chers camarades, tout ce que les camarades ont dit précédemment est très intéressant, mais franchement, je crois que nous n'allons pas pouvoir réorienter l'Europe, répondre aux aspirations de nos concitoyens et des peuples européens avec la stratégie du petit bout de chemin qu'on va encore faire avec des compromis, des bonnes idées techniques qu'on va essayer de promouvoir, le bon programme qu'on va faire avec nos camarades sociaux-démocrates, et qui va

faire la énième répétition de ce que l'on dit aux Français depuis trente ans.

Je vous le dis tout net : avec l'ampleur de la crise historique dans laquelle nous nous trouvons et de la transformation, comme l'a très bien dit Jean-Marc Ayrault, le profond bouleversement que vit notre planète, nous sommes devant l'impérative nécessité de nous hisser à un degré supérieur et de changer de cap stratégique sur la question européenne.

Parce que vous n'avez pas vu que les États-Unis, dans le monde en marasme, développent une stratégie de reprise d'initiative, de poids politique et de développement économique ? Le Japon développe sa stratégie monétaire de massive déflation de sa monnaie. Et l'Europe, les bras ballants : *« Les petits gars, il faut équilibrer vos budgets ! »* Madame Merkel impose son autorité. Ils sont en train de tuer l'Europe. Et nous sommes en train de les laisser faire. Ils sont en train de tuer la promesse européenne, sa capacité de peser dans le cours des affaires du monde, et ils sont en train, par ailleurs, de démobiliser nos peuples. Car l'autre réalité, elle est politique, elle est sociale. Croyez-vous que les gens attendent la social-démocratie devant le marasme que crée l'austérité ? Et pas seulement de l'Europe du sud. La Slovénie, d'accord ce n'est pas très au nord, mais enfin, ce n'est pas ce qu'on appelle d'habitude l'Europe du sud. Et la Hongrie, dont on ne parle jamais, ça baigne dans l'huile en Hongrie.

Et qu'est-ce qui se passe, là ? Quelle est la réponse ? L'extrême droite ! Car depuis les années trente, nous savons qu'en Europe, chaque fois qu'il y a des crises économiques et sociales, hélas, ce n'est pas la gauche qui gagne, surtout quand elle est divisée, c'est les mouvements fascisants. Voilà ce que nous avons comme risques.

Et vous croyez que c'est le petit compromis qu'on va faire pour le programme Erasmus qui va nous mettre en situation de pouvoir juguler cette tendance-là ? Nous avons besoin d'une rupture, et nous sommes armés, nous, les socialistes français, nous, la France, pour apporter à ce continent des éléments de rebond et de sursaut, pas pour défendre notre intérêt national, pour défendre une certaine idée de l'Europe. Et cette idée, on l'a écrite, on l'a plaidée. Depuis trente ans, nous disons : et maintenant, l'Europe sociale. Et François Mitterrand, en 1981, l'Europe, elle ne vivra pas si elle n'est pas sociale.

Depuis trente ans, nous disons que ce n'est pas des dogmes financiers et budgétaires, mais un gouvernement économique, c'est-à-dire capable de faire des choix et pas de savoir s'il a bien suivi en bon greffier les dogmes économiques présumés à l'avance. Ça fait des années que nous nous disons qu'il faut un budget à la hauteur. Ça fait des années que nous disons qu'il

faut des politiques industrielles, et que ce n'est pas la libre concurrence à l'intérieur qui réglera tout. Ça fait des années qu'on dit que le dumping social dans notre Union et hors de nos frontières légitime non seulement un traité social mais aussi une stratégie de juste-échange.

Alors, on va répéter la même chose ? On va dire : on continue les petits gars ? Trente ans qu'on vous le dit, on n'y est pas arrivé, c'est même plutôt pire qu'avant, mais on continue. Je vous le dis tout net : nous serons balayés par le vent de l'Histoire.

Et moi, j'entends bien le discours : il faut se mettre d'accord avec nos camarades sociaux-démocrates. Mais quand on fait l'expérience concrète. Je vous imagine une campagne électorale pour les européennes : nous allons voter avec notre camarade Bersani, qui va faire une alliance avec Berlusconi. Nous allons voter avec le président de l'Eurogroupe, qui est un camarade social-démocrate néerlandais, qui a eu la bonne idée de faire payer l'ensemble des banquiers, l'ensemble des dépôts, pour combler la dette de Chypre.

Vous le savez bien, ce n'est pas ainsi qu'on va gagner la bataille. Je ne dis pas qu'il faut rompre avec les sociaux-démocrates. Je dis que quand le grand mouvement libéral s'est mis en mouvement, quand Mme Thatcher a émergé dans les années 1970, quand Tony Blair a, dans la gauche européenne, pris ce rebond politique du néo-libéralisme, il n'y a pas été par le petit compromis, il y est allé par des choix politiques, des rapports de forces. Et nous demandons au Parti socialiste français, et je pense qu'on peut le demander au président de la République, de créer le rapport de forces.

La monnaie : il n'y a pas besoin de changer les traités pour qu'il y ait une décision sur les politiques de change. Que ne demandons-nous pas à l'Europe de dire, au moment où le Japon baisse sa monnaie, nous demandons un sommet européen pour qu'on fixe la parité entre l'euro et le dollar : un euro égale un dollar. C'est un acte politique. Il faut l'exiger.

On nous dit : l'austérité. Mais on n'a pas besoin d'attendre les élections européennes. Parce que si on attend les élections européennes pour casser la spirale de l'austérité en Europe, je peux vous dire qu'on va être en culottes courtes. Il faut imposer le moratoire sur le pacte de stabilité, qui n'a aucun sens déjà en soi, mais moins encore aujourd'hui au moment où il n'y a ni croissance interne ni croissance externe. Il faut une politique de relance européenne. Et excusez-moi, c'est quand même, pour une part, sous une autre forme, ce qui avait été dit s'agissant de la réorientation de l'Europe.

Les salaires européens : on est content, ils vont enfin faire un SMIC ! Mais enfin, il ne faut pas être aveugle : 30 % de baisse, dans certains secteurs industriels, des salaires, en Espagne, au motif de l'austérité. Vous croyez qu'un jour ça ne va pas se répercuter dans la compétitivité interne française et qu'on ne va pas nous dire qu'il faut encore baisser les cotisations sociales, baisser les salaires et autre pour être compétitifs ? 30 % de baisse de salaire dans certains secteurs, en Espagne, notamment dans le secteur de la sous-traitance automobile. Alors on peut faire tous les discours qu'on veut, mais si on se laisse ainsi dériver, nous ne résisterons pas.

Alors maintenant, une fois qu'on a dit les intentions, je vais demander des échéances avant même le texte. Allons-nous voter contre le budget européen ? Pas simplement une motion pour dire : il faudrait revoir le compromis. In fine, au Parlement européen, est-ce qu'on va voter contre ? Nous le demandons, nous pensons qu'on doit le faire. Va-t-on accepter qu'on négocie le Traité d'échanges avec les États-Unis ? Si on commence à mettre le doigt et à accepter le traité, tout va y passer. Ah, on sera content, on aura obtenu l'exception culturelle ! Aussi importante

que soit l'exception culturelle, inutile de vous dire que sur les échanges économiques et industriels, l'affaire est beaucoup plus grave pour l'avenir de notre économie européenne.

Nous demandons au parti de dire : « *non, nous n'engageons pas ce truc* ». Nous demandons au parti d'exiger immédiatement non seulement un moratoire sur l'austérité, mais une négociation pour la convergence des salaires minimum en Europe, la Friedrich Ebert Stiftung a fait un très bon travail pour voir comment, de manière un peu similaire à ce qui s'était fait pour le serpent européen pour les monnaies, nous pourrions le faire sur les salaires minimum. Donc je donne ces quelques exemples. Il y en a bien d'autres.

Je veux terminer sur la méthode. La méthode, c'est le rapport de forces. Il n'y en a jamais eu d'autre, dans l'Histoire, d'autre mouvement de changement majeur en Europe que de taper sur la table. C'est triste, mais c'est comme ça. De Gaulle en son temps, Thatcher pour ses intérêts, la République française

s'honorait de dire aux peuples européens : nous tapons du poing sur la table parce que nous n'accepterons pas de continuer sur ce chemin. Nous sommes une des premières nations contributeurs nets. Quand l'Allemagne paye 27 %, on paye 20 %, les Allemands ne veulent pas payer, mais on paye aussi. 20 % France, 27 Allemagne. Et on nous explique qu'il faudrait attendre d'avoir rétabli nos comptes pour avoir le droit de parler, pour être crédible, qu'il faut être les bons élèves de l'Europe libérale pour avoir un poids politique ? Mais heureusement que Philippe Le Bel ne l'a pas fait au Vatican, elle était hyper endettée la France quand elle a formé une certaine construction nationale. Heureusement que De Gaulle n'a pas attendu qu'on soit reconstruit pour pouvoir peser dans le cours des choses, même parfois par rapport aux Américains. Alors non, parce que nous pensons que la politique est au-dessus, ce n'est pas parce qu'on n'a pas fait baisser notre déficit que nous avons à nous morfondre et à ne pas avoir à revendiquer haut et fort une réorientation majeure de l'Europe. Je le rappelle : ils vont tuer l'Europe, nous devons la sauver. »



Pierre Larouturou

« Chers amis, Elisabeth commençait tout à l'heure en disant : « *Ça va très mal* ». C'était ses premiers mots, ça va très mal. Ça va très mal au niveau européen, et ça ne va pas très bien en France. J'ai vu hier deux militants socialistes dans le métro qui me disaient qu'ils allaient rendre leur carte. Tous les journaux disent que les socialistes sont moroses, que les socialistes n'ont pas le moral, que les socialistes sont tristounets.

Ce que je voudrais vous dire de façon très claire, c'est qu'on va s'en sortir,

c'est qu'on peut s'en sortir, et ça se joue dans les semaines qui viennent. Souvenez-vous les sociaux-démocrates suédois en 1932. Ils ont gagné les élections, ils ont tous les pouvoirs, mais au bout de six mois, ils voient bien que ça cafouille. Le chômage augmente tous les mois, il commence à y avoir des manifestations, les militants gueulent, les députés ne croient plus à ce qu'ils votent. Et au bout de six mois, les sociaux-démocrates disent : bon, ok, on fait un reset, on fait un choc de vérité comme on dirait aujourd'hui, on explique qu'on n'avait pas tous les éléments parce qu'on était dans l'opposition, on dit que la crise s'aggrave, ce qui était vrai en 32, la crise s'aggrave partout.

Et du coup, les sociaux-démocrates disent : « *on prend deux semaines, on met tout sur la table, on bosse avec les parlementaires, on bosse avec tous ceux qui ont des idées, et dans deux semaines, on vous dira où on va vraiment.* »

Ils ont fait ce boulot. Il fallait un peu de culot, il fallait un peu de courage, ils ont fait ce boulot alors qu'ils étaient là depuis six mois, et ils sont restés quarante ans au pouvoir, parce qu'ils ont eu le courage de revenir sur leur projet. Ils sont restés quarante ans au pouvoir parce que les citoyens croyaient à ce qu'ils disaient et que leur politique était efficace.

Alors je crois qu'aujourd'hui, il faut avoir le courage de faire ce même travail. Il faut être capables, si nous demandons des états généraux de l'emploi, il faut être capable de mettre

tout sur la table. Évidemment, ce qu'on a fait depuis onze mois est utile, et il faut faire connaître beaucoup plus les outils qu'on a déjà créés depuis onze mois. Mais franchement, nous savons tous que cela ne suffira pas, on ne peut pas en rester là. Donc il est essentiel de préparer très vite la deuxième phase de l'action du gouvernement et de lancer effectivement des états généraux de l'emploi pour faire connaître les outils qui existent et inventer de nouvelles solutions.

Les socialistes suédois l'ont fait, ils sont restés quarante ans au pouvoir. Ou bien on a un débat serein et approfondi dans les semaines qui viennent sur notre politique économique et sociale, ou bien on aura ce débat après les européennes dans les plus mauvaises conditions, entre nous, et je ne sais pas si on sera encore audibles par le pays pour mettre en place une autre politique.

On a de bonnes raisons de le faire. La crise s'aggrave partout. L'Allemagne vient de dire qu'elle retombait en récession : - 0,6 au quatrième trimestre 2012 ; au Japon, le patron de la banque centrale du Japon vient de rendre son tablier en disant qu'il ne savait plus quoi faire : la dette du Japon est à plus de 200 % du PIB et il retombe en récession. La semaine dernière, on a vu que Obama ne savait plus quoi faire, même en mettant 1 200 milliards sur la table, le taux d'emploi, vendredi dernier, était au plus bas historiquement.

Donc acceptons de nous laisser bousculer par la crise. Ce matin, on les a entendus les salariés de PSA. Ce n'est pas un problème théorique. Ce sont des pères et des mères de famille, ils ont dit : « *Nous sommes des pères et des mères de famille. Nous avons peur d'être au chômage, puis dans deux ans dans la pauvreté* ». Tous les mois, il y a 20 000 chômeurs en plus, tous les mois il y a 80 000 personnes qui ne sont plus au chômage parce qu'elles tombent dans la pauvreté. Aujourd'hui, en France, il y a 100 000 personnes tous les mois qui morflent et qui tombent au chômage ou dans la pauvreté. Est-ce qu'on peut être socialiste et se résigner à ce qu'il y ait 100 000 personnes qui tombent tous les mois ?

Acceptons de nous laisser bousculer par la crise. Le choc de vérité, c'est maintenant. Mettons-nous au travail pendant quelques semaines. On a tous les éléments, chez nos parlementaires, chez les militants, dans les associations qui travaillent. En quelques semaines, on peut actualiser notre programme et avoir un programme qui sera bien plus efficace.

Et il y a un autre domaine où nous devons nous laisser bousculer, c'est la question de la régulation des finances et la question de la lutte contre les paradis fiscaux. Mercredi, le discours de François Hollande était excellent. Le problème, c'est que dans les deux heures qui ont suivi, BNP Paribas et Société générale ont gagné 8 % à la Bourse de Paris. Parce que beaucoup de gens se demandent : est-ce que ce discours va rester du discours ou est-ce que c'est pour de vrai ? Ce que veulent faire les socialistes français, c'est pour de vrai ou c'est pour de rire ? Et c'est quand même troublant de voir que BNP Paribas et Société générale ont gagné 8 % dans l'après-midi qui a suivi la conférence de presse du président.

Il faut montrer que c'est pour de vrai, et que dans deux mois, tous les citoyens de ce pays, y compris ce que disait François, c'est pour de vrai. On peut faire voter une loi comme aux États-Unis, Obama l'a fait, on peut faire voter une loi qui oblige les banques à une transparence totale sur les flux. Obama l'a fait voter, on la fait traduire, on n'est pas plus cons que les autres, et on peut la faire voter dans les deux mois qui viennent.

Sur la lutte contre les paradis fiscaux, est-ce qu'on peut modifier le code des marchés publics ? C'est faisable en deux mois, et dire qu'il n'y a plus aucune entreprise qui peut accéder à un marché public si elle n'est pas totalement transparente sur l'ensemble de ses filiales. C'est faisable dans deux mois. Donc les Français se demandent si ce qu'on a dit cette semaine, c'est pour de vrai ou c'est pour de rire. On ne pourra pas les convaincre cette semaine, peut-être que dans la semaine prochaine il y aura un autre scandale, mais donnons-nous les moyens pour que dans deux mois tout le monde ait compris que c'est pour de vrai, on va vraiment réguler la finance.

Sur les questions européennes, à chaque fois qu'on tape sur Merkel, moi, j'ai de la famille en Allemagne, j'ai des amis socialistes à Berlin, ils sont effarés par ce qui arrive de France. A chaque fois que nous tapons sur Merkel et qu'on donne l'impression que les déficits, on peut les laisser filer et que c'est à cause de Merkel, on fait gagner deux points à Merkel dans les sondages. Elle a gagné dix points dans les sondages en trois mois. Donc si nous voulons qu'elle ait la majorité absolue en septembre et si nous voulons que les socialistes allemands soient laminés, continuons comme ça

Je préférerais qu'on ne parle pas de Merkel, je préférerais qu'avec des socialistes allemands, avec des syndicalistes allemands, avec des associations de consommateurs allemands, on montre qu'une autre politique est possible, que si on lutte contre le dumping fiscal européen, si on crée un impôt européen sur les dividendes, on pourra trouver de l'argent, parce qu'à Berlin aussi, les médecins et les infirmiers sont en grève parce qu'il n'y a pas d'argent pour les hôpitaux. Donc plutôt que de taper sur Merkel en donnant l'impression qu'on peut laisser filer les déficits, avec des Allemands, avec des

Espagnols, faisons campagne pour un impôt européen sur les dividendes, parce que le taux d'impôt européen sur les bénéfices est passé de 37 à 25 % en vingt ans, pour une lutte radicale contre les paradis fiscaux. Mettons ces idées dans le débat, et on verra bien que Merkel ne les reprend pas, et ça donnera envie aux Allemands de voter pour les socialistes aux prochaines élections.

On entend parfois des choses, y compris à cette tribune depuis ce matin, qui aident objectivement Merkel, et quand elle aura la majorité absolue, je ne sais pas comment on fera à partir du mois de septembre.

Dernier point, une autre proposition très concrète. On avait montré avec Rocard il y a un an et demi un article dans Le Monde puis dans El País, et ça a été traduit dans tous les pays, que sans changer les traités, on pouvait financer la dette publique à 1 %. C'était dans la motion 4, je vous invite à le relire. On peut, sans changer les traités, et le patron de la BEI avait dit oui, Philippe Maystadt avait dit : oui, c'est astucieux, on peut financer l'essentiel de la dette publique au taux de 1 %. Personne n'est hostile, mais personne ne l'a mis sur la table des négociations.

Donc est-ce que nous, socialistes français, on le met sur la table des négociations ? Les socialistes allemands seront avec nous, les socialistes espagnols, et c'est comme ça, à mon avis, plutôt que de taper sur les Allemands, globalement, ou sur Merkel, qu'on pourra faire bouger les lignes.

Je finirai en disant : oui, mes amis, on peut s'en sortir. C'est évident qu'il y a un marasme chez nous, c'est évident qu'on rencontre des députés ou des militants qui n'ont pas tous trop le moral, et le marasme, il y a de bonnes raisons, mais on peut s'en sortir. Mais ça dépend de nous. Encore une fois, c'est une question de volonté collective. Thatcher était toute seule et elle a réussi à faire bouger l'Europe. I want my money back, I want my money back, elle a cassé les pieds à tout le monde pour être poli... Thatcher, pardon. Est-ce que nous sommes capable, au niveau européen, d'apporter des solutions concrètes dans lesquelles les peuples, les salariés, les syndicats se retrouvent, et on pourra avoir des victoires.

Depuis que François Hollande est élu, nous avons déjà des victoires, on ne le dit pas assez. La taxe Tobin créée par 11 pays, et les Anglais qui s'écrasent et qui oublient leur droit de veto, aucun de nous il y a deux ans n'aurait pensé que 11 pays allaient mettre en place une taxe Tobin et que les Anglais allaient s'écraser. Donc il y a des progrès. Simplement, ça veut dire que les esprits évoluent, et qu'il faut aller plus loin. Donc les amis on peut y aller, mais le sursaut, c'est maintenant, le choc de vérité, c'est maintenant, et tous ensemble, on peut gagner. »



Philippe Cordery

« Chers camarades, depuis dix ans, la droite européenne a imposé l'austérité comme réponse à la crise que nous vivons.

Refus de la solidarité, d'abord, refus de la relance, manque de volontarisme, les conséquences de leur politique sont aujourd'hui ressenties durement au plan social, économique, mais aussi politique. La réorientation est urgente. L'élection de François Hollande a donné, et ça a été déjà dit, de l'espoir à toute la gauche européenne. Espoir

d'une réorientation qui réconcilie les citoyens avec l'Europe en remettant la croissance, la justice et le progrès social au cœur du projet européen. Et les premiers pas importants ont été obtenus grâce à l'obstination du gouvernement : le pacte de croissance, la taxe sur les transactions financières, la mise en place aussi d'une ligne budgétaire pour l'emploi des jeunes dans le budget européen.

Et c'est aussi la gouvernance qui a évolué. Le duo Merkozy qui imposait son diktat au reste de l'Europe a été mis à bas, les rapports de forces sont de nouveau possibles, le Parlement européen est de nouveau écouté.

Mais ne nous leurrions pas, chers camarades, l'Europe reste de droite, le budget européen n'est clairement pas à la hauteur de nos attentes. L'austérité demeure. Et nous pouvons agir à la marge, mais sans changement de majorité au Conseil et au Parlement européen, nous ne pourrions réorienter de manière durable et efficace. Et c'est bien là l'importance des enjeux futurs en Allemagne, mais bien sûr aussi pour les élections européennes de 2014.

Et l'urgence est réelle. Les États-membres se sont engagés dans une lutte insensée pour le moins-disant fiscal et social. En matière sociale, par exemple, et Elisabeth le mentionnait tout à l'heure, on voit le BTP en Allemagne, ou les abattoirs en Allemagne, pratiquer le dumping salarial tous les jours en appliquant le principe du pays d'origine pour les travailleurs bulgares et roumains notamment, contournant toutes les directives européennes, et faussant ainsi la concurrence. Et on n'entend pas beaucoup là-dessus le commissaire à la concurrence.

En matière fiscale, je ne m'étendrai pas sur le comportement des firmes telles que Mittal, Google et Starbucks, Starbucks, c'est 0 euro d'impôts en Allemagne, au Royaume-Uni l'année dernière, qui jouent sur la concurrence fiscale entre les États-membres pour échapper à l'impôt, alors même qu'elles réalisent des bénéfices faramineux en Europe.

La France, chers camarades, doit rester motrice dans cette convergence fiscale et sociale, et les socialistes européens doivent être aussi les moteurs de cette convergence fiscale et sociale.

Le renforcement du contrôle démocratique est également un enjeu majeur. Le Parlement européen et les parlements nationaux doivent pouvoir intervenir chacun à leur niveau de légitimité et de compétence. Ces deux types de contrôle constituent une double garantie démocratique. Nous devons proposer une gouvernance renouvelée pour la zone euro et soumettre l'Eurogroupe à un contrôle démocratique grâce à la création d'un organe spécifique zone euro au sein du Parlement européen, mais aussi de la Conférence interparlementaire, et à un budget de la zone euro qui soit intégré au budget communautaire et basé sur des ressources propres.

Avec Axel Lemaire et les camarades qui étaient dans le groupe de travail sur l'Europe politique et démocratique, que je veux remercier ici pour leur implication, nous proposons différents leviers d'actions pour démocratiser l'Europe, la rendre plus proche des citoyens, mais aussi la politiser, pour être en capacité de proposer une véritable alternative à la droite. Nous proposons de replacer les valeurs fondamentales au cœur du projet européen. Ce qui se passe en Hongrie, dans le silence le plus assourdissant, est aujourd'hui inacceptable. L'Europe doit être capable de sanctionner les gouvernements qui portent atteinte aux droits fondamentaux, comme c'est prévu dans les traités, les droits de vote au Conseil européen.

C'est aussi par une politisation de l'Europe que nous pourrions la réorienter, avec et pour les citoyens. Le consensus a pris le pas sur le compromis. Et le consensus finit, nous le savons tous, par servir les intérêts de la droite. Madame Thatcher n'est peut-être plus là, mais Tina est encore présente, et pourtant il y a une alternative, et les citoyens ont le droit à la clarté, à la lisibilité. Les choix économiques, sociaux et politiques européens de droite sont opposés à ceux de gauche, et il faut le faire comprendre aux citoyens. L'austérité, ce n'est pas la croissance. La solidarité, ce n'est pas l'égoïsme, et la démocratie, ce n'est pas le diktat Merkel-Sarkozy.

L'Europe doit redevenir ou devenir un lieu de débats et d'affrontements politiques, comme il l'est au niveau local et national. Pour cela, nous voulons politiser l'Europe sur des bases claires et transparentes. Et là-dessus, la décision du Parti socialiste européen de présenter un candidat commun à la présidence de la Commission européenne aux prochaines élections européennes est une vraie évolution. Le futur président de la Commission sera issu des rangs de la majorité qui aura gagné les élections, ce qui inéluctablement politisera son rôle, et donc la scène politique européenne.

Avec un candidat commun, un programme commun de réorientation et une stratégie commune, la gauche peut être forte et se poser comme une véritable alternative à la politique d'austérité imposée par la droite européenne. C'est la condition sine qua non pour que le changement en Europe soit possible en 2014.

La droite sera sortante, il faudra lui rappeler, et elle devra répondre de son bilan. Le changement en Europe est une nécessité, et lui seul pourra nous donner les marges de manœuvre nécessaires pour mettre en œuvre notre politique de transformation en France. »



Laurent Grandguillaume

« Permettez-moi d'abord de remercier Juliette Méadel, Bernard Soulage, Eduardo Rihan Cypel, Gilles Savary, Pierre-Yves Leborgn', Laurence Rossignol et Eric Andrieu, qui ont participé à ce groupe de travail, et qui nous ont permis d'élaborer un texte de base qui permettra ensuite le débat ; et remercier bien sûr Jean-Louis Bianco, Jean-Christophe Cambadélis et Estelle Grelrier pour leur implication.

Je crois que nous organiserons d'ailleurs le 28 mai un forum de débats sur

la question de l'écologie, de l'industrie, bien évidemment, des transports et de l'agriculture.

Ce que je veux vous dire, en fait, et je vais résumer mon intervention, c'est que nous avons apporté, je crois, une ambition industrielle pour l'Europe, une ambition industrielle parce que nous ne parviendrons pas à réaliser cette ambition pour l'emploi si nous ne soutenons pas nos industries, parce que c'est par l'industrie que nous pourrions créer, demain, des emplois. Et nous avons souvent l'occasion d'en parler, d'ailleurs, avec Guillaume Bachelay, qui était le rapporteur sur la BPI.

Je crois que cette question, elle est essentielle, parce que l'Europe a baissé les bras, je crois. Et l'industrie, c'est l'essence de tout, de l'emploi, de l'activité, de la création de richesses, et il nous faut soutenir des filières d'avenir, des filières qui nous permettent d'aller de l'avant. Et tout cela est lié, d'ailleurs, à la transition écologique et énergétique. Si nous voulons lutter contre la précarité énergétique, il nous faudra, là aussi, agir sur la question de l'énergie, parce que le continent européen importe beaucoup, il nous faut investir dans les énergies de demain. D'ailleurs, le gouvernement a pris en la matière des engagements forts, que ce soit pour les énergies marines par exemple ou pour d'autres énergies, comme l'éolien. Donc je crois que ces points doivent être au cœur de notre programme pour demain.

Mais aussi protéger nos industries. Il y a là la question de la réciprocité, la question du juste-échange, au plan international, parce qu'on ne peut pas raisonner uniquement au plan européen sans prendre en compte aussi le cadre international. Et vous savez qu'il y a une course au moins-disant, la course au moins-disant, à toujours moins de démocratie, toujours moins de solidarité, toujours moins de solidarité pour les travailleurs. Et l'Europe doit être un cadre qui protège, et je crois que c'est là aussi un élément essentiel.

Et il faudra aussi des moyens pour financer ces politiques, à travers la banque publique d'investissement, à travers la banque européenne d'investissement, et nous savons bien que la politique monétaire, aujourd'hui, ne mène pas forcément, effectivement, à assurer là aussi une politique qui soit efficace.

Je crois qu'il faut là aussi peser pour réorienter la politique monétaire, même si nous savons que la Banque centrale européenne est indépendante, et cela date d'ailleurs du rapport Emerson, où les fondements théoriques de cette politique étaient déjà inscrits dans le marbre.

Mais je crois qu'aussi nous devons mener une politique alternative en matière d'agriculture, et là aussi, le gouvernement pèse de tout son poids pour permettre des changements.

En tous cas, et pour résumer, je crois que nous avons là une base de travail intéressante, que nous aurons des rendez-vous qui permettront à chacun de s'exprimer, parce que des camarades l'ont demandé, et ces rendez-vous seront l'occasion pour tous les militants de participer, de s'exprimer, d'apporter leurs idées, d'apporter leur pierre à l'édifice.

Parce que le combat pour une Europe sociale, une Europe de la solidarité, pour une alternative économique au plan européen est un combat essentiel pour notre identité, pour nous permettre de retrouver la confiance des catégories populaires, et pour faire en sorte d'éviter que des prédateurs financiers qui licencient des salariés parce que les capitaux sont détenus à l'étranger, très loin, qui ont uniquement une logique purement financière, retrouvent le chemin du travail, de l'effort et du mérite, et non pas celui de la rente pour la rente, qui mène hélas à de grands dommages, dans le domaine notamment de l'industrie. »





Gérard Filoche

« Un point d'abord de fonctionnement. Nous croyions, à la motion 3, qu'on allait avoir des textes aujourd'hui, puisque la deadline est le 26 avril. Donc il ne nous reste plus que treize jours. J'entends les commissions qui ont travaillé, mais nous avions préparé, il est là d'ailleurs, il aurait pu être distribué, un texte complet, il fait 100 000 signes, et comme nous ne savions pas, nous en avons même fait une version réduite à 30 000 signes qui est à votre disposition.

Parce que je suppose qu'il va y avoir deux textes, à vous entendre, et je voudrais dire au camarade Larroustourou, au camarade Balas, qu'à les entendre nous pouvons faire un texte commun. J'ai vu qu'il y avait eu 44 % des voix au Bureau national pour une motion commune sur la question du budget. Je crois que c'est à peu près la situation dans notre parti, et qu'il y a un enjeu qui pourrait être très serré au vote des militants. Je voudrais que cet enjeu, que tout le monde en soit conscient, parce que sur le fond, la plupart des militants ne comprennent pas ce que nous faisons sur l'Europe.

Je vais commencer maintenant sur le fond. Quand Pierre Moscovici, notre camarade, explique ce qu'il s'est passé dans la décision des 17 ministres des Finances à propos de Chypre, il dit qu'après être intervenu contre la décision sur Chypre, après être intervenu contre dans la réunion, il l'a votée. Et il dit : « *C'est pour ne pas ajouter la crise à la crise.* » Mais on a eu la crise quand même.

Et ça, cher Jean-Christophe, c'est le fond du problème, parce qu'on ne se bat pas contre la droite allemande avec tous les éléments dont nous disposons nous tous. Pour ne pas faire de crise avec eux, nous nous comportons comme ça depuis le début, pour le TSCG, pour le budget, et maintenant sur une question comme Chypre, et nous ne sommes pas dans une bataille avec eux, nous sommes dans une sorte de grande coalition avec eux, grande coalition au moment où le SPD, lui et Martin Schulz, sont en train d'en sortir, parce qu'ils ont payé le prix de la grande coalition en étant deux fois au gouvernement avec Merkel, parce qu'ils ont payé quand ils font les accords Hartz I, II, III, IV, V... Je sais qu'il ne faut plus dire Hartz parce qu'il a fini corrompu, mais les compromis de ce type ont nui. Le SPD n'a eu l'espoir de gagner qu'en s'affirmant contre Merkel, ce qu'il commence à faire sur le plan social et sur la question du SMIC entre autres.

Nous, nous ne sommes pas dégagés de tout cela. J'entendais tout à l'heure le camarade Frédéric Hocquard qui parlait de culture en Europe. La troïka, BCE, FMI et UE, viennent de pousser la Grèce à fermer son enseignement supérieur public cette semaine. En Grèce, l'enseignement supérieur public est fermé... C'est un des derniers coups de la barbarie. Je le dis comme ça. En Italie, ils ont donné tellement de centaines de milliards, dizaines de milliards, centaines de millions d'euros aux banques que le peuple a voté comme il a voté. On a dit 65 % contre, et surtout, un rejet de Monti.

En Espagne, c'est exactement pareil. Le seul peuple qui a gagné, à part Chypre, le petit peuple, c'est le peuple portugais, parce qu'il a mis 1 million de personnes dans la rue le 12 septembre, il a donc empêché l'ordre de la troïka qui était de baisser les cotisations sociales de 22,5 à 18,5 pour monter les

cotisations sociales ouvrières de 11,5 à 18,5. Ils l'ont empêché parce qu'ils étaient 1 million dans la rue.

Et le 14 mars dernier, quand ils étaient 1,5 million, 1,5 million au Portugal, c'est l'équivalent d'environ 11 millions à 12 millions de manifestants chez nous ; ils ont paralysé le plan qui consistait à leur exiger encore 78 milliards d'économies d'euros qui leur étaient imposés.

Le vrai choix, Jean-Christophe, ce n'est pas entre la droite allemande et nous, c'est entre le choix des peuples aujourd'hui, qui sont en train de rejeter complètement cette Europe. J'ai dit que nous-mêmes, nous allions dans le mur en France au dernier Bureau national. Mais l'Europe entière va dans le mur. Il faut le voir avant que le TGV, à 300 à l'heure, se cogne, parce que c'est ce qui est en train de se produire.

Et nous, si nous ne nous dégageons pas de cette grande coalition, si nous ne prenons pas nos marques et si nous ne prenons pas position avec les gens qui montent partout et qui manifestent, ça, c'est vrai, ce qui a été dit. C'est-à-dire que le courant de ces manifestations ira à droite au lieu que ce soit nous qui les captions et qui utilisons cette force pour réorienter l'Europe.

Si nous ne le faisons pas, je vous le dis tout de suite, aux élections européennes, la prochaine fois, parce que j'ai entendu les propositions en termes de programme, je vous donne 7 %. On passera derrière tous les groupes, tous les groupes. Parce que si nous restons identifiés au projet européen tel qu'il est, on va subir le sort du Pasok. Je ne croyais même pas que c'était possible. Je me disais : en France, on ne va pas faire comme le Pasok. Eh bien, on va peut-être, avec ce qui se passe en ce moment et le discours qui est tenu sur l'Europe, faire plus vite que le Pasok, ça leur est arrivé en quatre ans, ça va nous arriver en un an et demi.

Alors je voudrais que l'on se dégage de cette situation. Je voudrais que l'on se dégage sur le plan social. J'ai écouté le Premier ministre ce matin. Moi, j'ai toute l'admiration, vous savez, je défends mon gouvernement parce que je ne veux pas des autres, parce que je sais qu'avec Copé, ça va être 4/5e de privatisations de ce qui nous reste. Je sais qu'il va faire une austérité puissance 1 000. Je sais qu'ils seront d'accord avec le Front national, et je sais que c'est ça qui nous attend si nous échouons tous.

Je ne crois absolument pas qu'une autre gauche peut gagner. Pas une seule seconde. C'est ici, parmi nous, que ça se joue, et nulle part ailleurs. Mais j'ai écouté ce matin, ce n'était pas un discours qui pouvait nous sortir de la situation dans laquelle on est. Je ne sais pas comment réfléchit François Hollande, je ne sais pas comment réfléchit en ce moment Jean-Marc Ayrault, mais si on n'a pas l'inflexion et si on n'a pas le changement, nous sommes foutus. Je vous le dis. Il ne faudra pas venir dire dans un an : on n'était pas prévenus. Ça ne me fait même pas plaisir si on est foutus dans un an. C'est d'avoir raison aujourd'hui qui compte, pas quand on est foutus.

Et il faut arrêter maintenant les choses, il faut évidemment redistribuer les choses socialement, il faut évidemment se dégager sur le plan européen, il faut évidemment profiter de l'électrochoc Cahuzac. Parce que ce sont les questions sociales, ce ne sont pas seulement des questions morales, ce ne sont pas seulement des questions institutionnelles.

Moi, quand je vois Bernard Cazeneuve qui dit que pour l'année prochaine, dans notre budget, on va encore faire des économies sur les dépenses publiques. Il dit : « *On va économiser 1,5 milliard* », et il dit qu'on va le faire doucement,

ligne par ligne. J'ai lu ça dans Le Monde, hier. Il ne croit pas une seule seconde qu'on va rapporter de l'argent en traquant la fraude fiscale, parce que s'il le croyait, il ne dirait pas qu'on va économiser 1,5 milliard de cette façon-là. Il dirait : « *Je vais rapporter 10 milliards en embauchant 2 000 inspecteurs des impôts, parce que les 10 milliards, ils y sont sur les 590 milliards* ». On n'a pas encore compris ce qui vient de nous arriver ? On n'a pas encore compris que les millions de gens ne supportent plus qu'on puisse dire ici qu'on va toucher aux allocations familiales et qu'on puisse dire qu'on va prendre des points sur la retraite ? Et ils vont associer ça avec l'Europe. Vous allez voir le phénomène de rejet qui va nous arriver là. Et que personne ne vienne me dire après : « *Je fais ceci...* »

J'ai entendu Bernadette, elle est très bien, elle dit : « *Je vais faire un pacte européen pour l'égalité professionnelle hommes/femmes* ». Mais on ne l'a pas fait, ici. L'ANI lui tourne le dos, il



Henri Weber

« Mes chers camarades, qu'est-ce qui pourrait arriver de pire à l'Union européenne dans les jours qui viennent, dans les semaines qui viennent ? C'est, et en cela je renoue notre discussion avec le débat de ce matin, ce serait que la droite irresponsable et décomposée qui s'efforce d'ouvrir une crise politique en France, de grande envergure, une crise de régime comme ils disent, qu'ils y parviennent.

Parce que si, en France, à la crise économique, à la crise sociale s'ajoute une crise politique majeure du type de

celle que l'on peut connaître ailleurs, en Italie par exemple, alors là, l'Europe est vraiment mal. Le risque aujourd'hui en Europe, c'est, bien sûr, toujours le risque financier et bancaire. Ce n'est pas vrai que ce risque est derrière nous.

On l'a vu avec Chypre. On a mis en face ce qu'il faut avec l'union bancaire, on peut y faire face. Le risque majeur sur l'euro, la zone euro, l'Union européenne, est devenu un risque politique. Il est lié à la montée des populismes et du n'importe quoi. Et je le dis ici, camarades, il faut être responsable pour cinq. Il faut faire bloc face à ce gouvernement pour empêcher que cette crise politique majeure, cette crise de régime s'effectue. Il faut contrecarrer les plans de la droite, qui s'efforce de le faire. Je crois qu'on est tous convaincus là-dessus, mais il faut aussi être convaincus que nous devons défendre la construction européenne.

Il est extrêmement facile d'enthousiasmer une salle en dénonçant ceci et cela concernant la construction européenne, mais si aucun des grands défis auxquels nous sommes confrontés n'a de solution désormais à l'échelle de l'Hexagone, aucun... Et je ne vous donne qu'un seul exemple, nous voulons mettre un terme à l'évasion fiscale, nous voulons éradiquer les paradis fiscaux, nous voulons réglementer la finance internationale. Vous croyez qu'on va y parvenir avec la France hexagonale ? Les gouvernements et les paradis fiscaux se rient de nous. Ça fait des années qu'on est engagé dans cette bataille, mais si 500 millions d'Européens, alliés désormais aux Américains, organisent cette bataille, on va obtenir des résultats. Et c'est tout à fait essentiel, car il s'agit en effet de 60 milliards de fuites de ressources en France, et 1 000 milliards d'euros à l'échelle européenne.

maltraite les femmes à temps partiel, il va y avoir trois coupures par journée, il va y avoir un lissage des salaires, il ne va plus y avoir de délai de prévenance. On est en train de martyriser les 2 millions de femmes qui sont à temps partiel dans notre pays, et on vient ici parler d'un pacte européen pour l'égalité professionnelle hommes/femmes. Mais les gens vont savoir qu'on est bidon. Il n'y aura pas besoin d'être grand clerc, d'être grand politique, d'avoir lu toutes les langues européennes pour comprendre que ça ne va pas. Et la gifle, nous l'avons.

Je vous conjure de comprendre, et c'est pour ça qu'il y aura un autre texte, c'est pour ça qu'on aura une ligne alternative, et je vous conjure d'en discuter même, si vous voulez, parce que si on pouvait arriver à un seul texte, tous... Moi, je suis pour l'unité de notre parti, mais pas comme ça. »

Je veux intervenir juste sur deux points, puisque nous en sommes là. Le premier, c'est : où est le point de clivage ? La divergence au sein de l'Union européenne et pour la campagne prochaine porte sur les modalités de retour à la croissance. Tout le monde est pour la croissance en Europe. Evidemment. A part peut-être quelques Verts fondamentaux. Mais même à droite, ils sont pour le retour à la croissance, mais ils ont leur petite conception de la chose. Et quelle est cette conception ? Ils nous expliquent que de l'austérité et des réformes structurelles, entendez la précarisation du salariat, naîtra la croissance.

Et par quel miracle ? Par un miracle tout simple : par le retour de la confiance des investisseurs. Si nous sommes assez austères, si nous sommes assez réformistes en termes de précarisation, eh bien les capitaux afflueront et la croissance reviendra. Ça, c'est la lecture, le point de vue, la proposition, c'est cela qui inspire la politique de la droite.

Et même aujourd'hui, le FMI, et même aujourd'hui l'OCDE et les agences de notation, et les marchés financiers, se rendent compte et ont compris que c'est une stupidité, et que cette austérité synchronisée dans l'ensemble de nos États mène précisément au contraire, c'est-à-dire au cercle vicieux de la spirale récessionniste.

Alors, nous avons une position exactement inverse. Nous disons qu'il faut une stratégie différenciée de sortie de la crise. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que les États excédentaires de l'Europe du nord, à commencer par l'Allemagne, mais pas seulement l'Allemagne, parce que là, il y a une petite dizaine, et là, je veux faire une petite parenthèse en direction de Marie-Noëlle Lienemann, il y a deux Europe, et il y a toute une Europe du nord qui est très satisfaite de ce qui se passe. Les Allemands ont accumulé des records historiques : 188 milliards d'euros d'exportations en 2012. Et ils ne sont pas les seuls. Il y a les Autrichiens, il y a les Scandinaves. Ceux-là ne font pas le même procès que les Européens du sud.

Et lorsqu'on propose de pratiquer la rupture, alors il faut commencer par convaincre ceux-là, qui ne voient pas pourquoi ils rompraient avec une politique qui leur profite à tous égards. Il faut être un peu réaliste aussi.

Nous proposons que les États excédentaires d'Europe du nord relancent leur consommation intérieure et leurs investissements pour servir de locomotive à l'Union européenne.

L'administration Merkel s'y refuse, mais les salariés allemands, les syndicats allemands, le SPD s'en occupent. Il y a eu, en 2012, une augmentation de 6,5 % des salaires en Allemagne. Il y aura en

2013 la même chose pour 12 millions de nouveaux travailleurs. Le SMIC va enfin être installé en Allemagne en 2014 et en 2015. Peut-être pas selon la modalité que l'on connaît en France, si Angela Merkel gagne, encore qu'il n'est pas sûr qu'elle gagne, parce qu'en Allemagne aussi est apparu un parti de sortie de l'euro qui peut faire un score tout à fait appréciable et mordre sur l'électorat de la démocratie chrétienne.

En revanche, les pays surendettés du sud de l'Europe, les pays surendettés en général, doivent s'engager sur une trajectoire de retour à l'équilibre. Nous avons pris pour nous-mêmes, au cours de la campagne présidentielle, l'engagement de le faire. Nous



Jérôme Guedj

« Comme Gérard Filoche ou Marie-Noëlle, je veux vous dire que les débats que nous avons à l'instant sur la question européenne sont naturellement étroitement imbriqués avec tous ceux qui nous ont animés ce matin. Les deux sujets s'interpénètrent l'un l'autre. Les temps sont durs. Elisabeth Guigou nous l'a redit tout à l'heure.

Mais c'est justement dans les périodes où le trouble du temps présent s'ajoute aux incertitudes sur l'avenir, où le doute peut s'immiscer sur notre capacité à transformer le

réel dans le sens de la justice, c'est dans ces moments-là qu'il faut revenir aux fondamentaux, ceux des socialistes en France, ceux des socialistes en Europe.

Chez nous, ici, l'année dernière, c'est le rêve français qui nous a portés, c'est le rêve français qui nous a permis de renouer la confiance avec le peuple, avec tous les Français. C'est ce rêve français, c'est notre roman national, notre roman à tous, forgé par les Lumières, de Diderot à Voltaire. Il s'est patiemment constitué, étape après étape, dans la lente et patiente construction de la République deux siècles durant.

Ce rêve français, quelles que soient les difficultés, quels que soient les obstacles, c'est à nous de l'incarner à nouveau, et nous le portons aussi à l'échelle européenne. La tâche est immense. C'est tout le sens de l'action politique que de bousculer l'impossible, toujours et encore.

La France est mal en point, elle a connu de pires heures. La France était à genoux en 1944. C'est là que nos meilleurs éléments ont pris tout leur rôle dans le programme du CNR et sa kyrielle de droits nouveaux. Or, la France d'aujourd'hui, elle n'est pas à genoux. Nous pouvons tous, si nous le voulons, incarner ce rêve français. C'est ce souffle que François Hollande a insufflé dans son discours fondateur du Bourget.

Pardonnez mon emportement, mais la période l'impose, et les ouvriers qui étaient présents à cette tribune ce matin nous l'ont rappelé avec force et avec justesse. Quoi donc ? Que l'Histoire nous sert sur un plateau d'argent un scénario absolument possible et nécessaire pour nous, celui du redressement, celui de faire de la France, de la France en Europe, le lieu où se nouera la contre-offensive à la plus formidable entreprise de déstabilisation de l'État providence, qui se sert de la crise comme prétexte.

avons dit que nous serions à l'équilibre en 2017. Et si nous le sommes en 2019, personne ne nous en fera le reproche. Mais voilà la trajectoire. Vous savez, si on revient à l'équilibre en 2017, on ne se sera pas désendettés. La dette, on l'aura simplement stabilisée.

Alors ne parlez pas d'austérité quand on ne se désendette pas mais quand on stabilise l'état de la dette pour 2017. Donc les pays du sud, surendettés, doivent s'engager dans cette trajectoire, mais cette trajectoire doit être étalée dans le temps, car il ne s'agit pas de mourir guéri ; il s'agit de guérir vivant pour être plus vigoureux qu'auparavant. »

Et pour cela, mes camarades, il faut en revenir à ce qui nous a rassemblés. Ce qui nous a rassemblés, et fonde en réalité le pacte que nous avons passé avec les Français, c'est le projet socialiste, celui que nous avons élaboré tous ensemble, patiemment, pendant plusieurs années, et adopté il y a moins de deux ans, le 29 mai 2011. C'est celui-ci qui a servi d'ailleurs de boîte à outils utile dans laquelle le candidat François Hollande a puisé les éléments pour élaborer son programme. Nous l'avons travaillé, amendé, réalisé ensemble, ce programme.

Voyez-vous, je l'ai relu hier soir, ce projet. C'est une inépuisable source de confiance en l'avenir. Relisez-le. C'est le meilleur remède contre le doute. Relisez-le. C'est le meilleur anti-dépresseur politique qui soit.

Quelques exemples. Quand François Hollande et Jean-Marc Ayrault font des propositions fortes et nécessaires sur les paradis fiscaux, ou, bien sûr, sur le contrôle et la transparence de la vie politique, la prévention des conflits d'intérêts, les déclarations de patrimoine, eh bien ils sont allés les puiser dans le projet socialiste. Tout y était. Et je le redis : l'évasion fiscale, la lutte contre les paradis fiscaux.

Quand Arnaud Montebourg et Benoît Hamon disent ce qu'ils nous ont dit sur le refus de l'austérité en Europe, sur les dangers du fédéralisme budgétaire autoritaire voulu par Angela Merkel, et sur les risques qu'il fait courir sur la croissance dans notre pays, ils ne sont pas des snipers, ils sont en phase avec le projet socialiste, et en phase aussi avec le président de la République, qui a mis le pied dans la porte européenne.

Quand les députés européens issus de nos rangs, les socialistes français à Strasbourg, votent la résolution contre le budget européen, pourtant validé par François Hollande, ils ne sont pas des snipers, ils sont au contraire des défenseurs cohérents de notre engagement pour une Europe dotée de moyens suffisants pour une relance par l'investissement.

Alors bravo, mes camarades, bravo Harlem Désir, parlementaire européen, pour ton vote. Tu as rejoint le principe du non de soutien, c'est un bon début, il faut y aller aussi au moment du vote sur la résolution.

Alors plongeons-nous à nouveau dans ce travail. Nous y trouverons par exemple que contrairement à ce qu'affirmait un ancien ministre du Budget dont on a beaucoup parlé aujourd'hui ici, la réforme fiscale voulue par les socialistes, elle n'est pas finie, elle n'est d'ailleurs pas encore faite. Nous proclamions, rappelez-vous, que la fiscalité doit être plus progressive et plus redistributive, la CSG et l'impôt sur le revenu seront fusionnés. Moi, je dis merci à Pierre Moscovici qui, il y a quelques jours, nous a dit que cette réforme-là n'était pas enterrée. Il faut que le Parti socialiste propose au gouvernement un calendrier sur les trois prochaines années pour mettre en œuvre cette grande réforme fiscale.

Et quand, avec mes amis de Maintenant la gauche, nous proposons le tournant de la relance, nous sommes dans les pas du projet socialiste qui, je le cite encore, disait haut et fort que « *pour retrouver la croissance, priorité à l'investissement et au pouvoir d'achat* », car c'est par-là que nous soutiendrons la croissance.

Vous me trouvez trop radical ? Autant que l'était notre projet. Camarades, soyons sérieux, soyons sérieusement socialistes. Je vous invite à ne pas rougir de vos origines. Ici, devant vous, je veux vous rappeler, et je l'ai fait, le projet socialiste conduit par Martine Aubry, en vous rappelant le pacte passé entre François Hollande et les Français lors de la campagne présidentielle, et scellé le 6 mai dernier.

Je me permets, pour terminer, de vous rappeler ces propos, ces paroles très fortes prononcées lors du Congrès de Toulouse par

un dirigeant éminent de notre parti, et qui nous éclaire tant sur notre rapport à la réforme quand nous sommes au pouvoir. Je le cite : « *Ah, nous sommes un parti extraordinaire, nous sommes les premiers à concevoir, à imaginer les réformes, à les revendiquer, à les formuler tant qu'il n'y a aucune chance qu'elles aboutissent ! Tant qu'elles sont toutes petites, nous les caressons, nous les protégeons, mais à peine ont-elles grandi, développées par nos propres efforts, nous les rebutons, nous le rejetons, nous faisons comme les chattes qui rejettent leurs petits quand ils sont jeunes et qui leur donnent des coups de griffe quand ils sont devenus grands. Mais elles, c'est pour en faire d'autres, et nous, c'est pour ne plus en faire du tout* ».

Ces paroles, elles ont été prononcées au Congrès de Toulouse, mais en 1908, par Jean Jaurès, Harlem Désir nous invitait à aller chercher notre inspiration auprès de lui, ce que j'ai fait à l'instant.



Cécile Alzina

« Chers camarades, mon propos ne porte pas sur la convention Europe, mais sur un sujet de ce matin, notamment les municipales, car malheureusement, par manque de temps, la motion 2 n'avait pas pu s'exprimer. Donc un mot sur Marseille et sur l'avenir politique à gauche dans les Bouches-du-Rhône.

Je souhaite saluer et remercier Harlem, ainsi que la direction du Parti socialiste, pour leur décision juste et courageuse de mise sous tutelle de la fédération des Bouches-du-Rhône. A Marseille, avec

les camarades de la motion 2, nous avons activement œuvré pour aider à cette prise de décision grâce à nos remontées d'informations détaillées auprès de la direction du parti, et aussi grâce à nos prises de position publiques pour montrer à la population locale que le Parti socialiste à Marseille, ce n'est pas que le système Guérini.

La tutelle, c'est l'acte 1 de la rénovation dans les Bouches-du-Rhône. L'acte 2 de la rénovation, c'est le financement d'une grande campagne publicitaire, affichages commerciaux, spots radio et télé, spécifiquement dans les Bouches-du-Rhône, afin de mobiliser pour les primaires.

Une campagne neutre vis-à-vis des candidats, appelant uniquement à la participation citoyenne au vote. Seule une forte participation pourra noyer le grand effet de clientélisme qui existe malheureusement chez nous. Seule une grande campagne publicitaire, il faut s'en donner les moyens financièrement, appelant à la participation, conduira à un scrutin non biaisé par les effets de clientélisme et pourra être un symbole du renouveau souhaité par le parti.

L'acte 3 de la rénovation, c'est la vigilance sur la qualité du débat public et sur la conformité aux valeurs du Parti socialiste, portées par les candidats, que ce soit dans leur programme, dans leurs propos ou pour leur probité.

La rénovation dans les Bouches-du-Rhône réclame courage, persévérance, et une ambition pour notre parti que nous porterons toujours haut et fort ».





Estelle Grelier

« La conclusion ne s'annonçait pas forcément très aisée, mais encore moins, donc ce sera sans transition avec ce qui vient de nous être dit, en te remerciant, Colombe, d'avoir fait la médiation entre tous les partenaires, et je serai très brève parce que le n°2 du parti me l'a demandé, cher Guillaume Bachelay, et je vais m'y cadrer.

Je voudrais simplement vous donner quelques éléments de méthode et répondre à Gérard aussi sur ce thème.

Les groupes de travail, sur les cinq thèmes identifiés, ont travaillé, sont en train de produire les conclusions de leurs discussions, de leurs échanges, et chacun, je crois, a été invité dans le cadre de ces discussions. Il nous revient, avec Jean-Louis Bianco, qui d'ailleurs, et il faut le noter, a cédé son temps de parole pour que chacun puisse rentrer plus tôt chez lui, de faire un travail de synthèse.

Gérard a eu la grande amabilité de me donner en avant-première le texte qu'il a préparé avec ses amis. Donc nous lirons aussi ce texte, et tous ceux qui veulent peuvent envoyer leur texte, nous produirons un texte martyr que naturellement le Bureau national examinera. Il sera saisi le 23, la Commission des résolutions se teindra le 26 avril, et ensuite commencera le travail d'amendement, que nous souhaitons important, par les fédérations, pour que le débat sur ces sujets puisse s'installer un peu partout au sein du Parti socialiste. Voilà sur les éléments de méthode.

Sur le fond, on ne va pas nier les uns et les autres qu'il y a un doute, une impatience, y compris chez nos militants, sur le contenu, le financement de la réorientation européenne. Je crois que nous tournons les uns et les autres suffisamment dans chacune des sections pour cerner cela.

Ce que nous devons, nous, faire, c'est un projet, et un projet qui se fasse vraiment en disant la vérité. C'est très con, mais il se trouve qu'en Europe, et je rebondis un peu sur ce que tu as dit, Marie-Noëlle, il y a des contraintes, que le jeu institutionnel est un jeu institutionnel qui n'est pas spontanément accessible. C'est un jeu institutionnel à trois, qu'on ne comprend pas toujours dans l'intégralité de ses subtilités. Donc il faut que nous positionnions un projet qui ne soit pas un projet irréalisable, y compris d'ailleurs sur la partie juridique.

Ensuite, pour faire un projet, il faut que ce soit un projet avec des partenaires, il faut que nous identifions nos partenaires socialistes avec qui nous allons pouvoir le discuter et le porter. Et de ce point de vue, je crois qu'il faut moins sous-estimer que précédemment, précisément, le rôle du Parti socialiste européen.

Parce que présenter un projet qui nous agréerait à nous, socialistes français, ne fera pas le projet que demain nous pourrions porter au plan du Parlement européen, et je crois qu'il faut être extrêmement vigilants sur ce thème, en gardant à l'esprit que les élections européennes sont un scrutin proportionnel et qui fait des jeux de majorité qu'il nous faut approcher aussi un peu subtilement.

Pour ce faire, je pense aussi, comme un grand nombre d'entre vous, qu'il faut cliver, cliver avec la droite, construire le rapport de forces, ça, on est tous d'accord. Et ça commence aussi par exemple sur les questions budgétaires à l'Assemblée nationale,

de dire aux parlementaires UMP que c'est terminé, quand ils nous donnent des leçons sur la manière dont il faut augmenter les budgets européens, eux qui ont toujours demandé à ce qu'ils soient baissés, et qu'ils nous fassent des grandes leçons alors même que c'est la droite européenne, qu'ils appuient par ailleurs à l'intérieur du Parti populaire européen, qui nous amène aux décisions auxquelles nous sommes amenés.

Donc il y a un travail aussi, au Parlement, à l'Assemblée nationale, et certainement au Sénat, à faire, parce que les grandes leçons sur l'intégralité des débats européens sont insupportables.

Et puis, non pas pour redire ce qu'a dit Jean-Christophe, mais il nous faut des marqueurs de gauche, un projet contre la droite, avec des marqueurs de gauche, dans un combat qui sera important, parce qu'il sera celui de la réorientation européenne.

Et je finirai sur le sujet qui doit nous inquiéter, celui du Traité de libre échange entre l'Union européenne et les USA. Un certain nombre d'observateurs économiques disent qu'il s'agit d'une forme d'OTAN économique. Et je ne suis pas sûre que nous en ayons tous mesuré les impacts. Alors l'exception culturelle, on en parlera beaucoup, mais l'impact sur les marchés agricoles, sur nos marchés industriels, sur l'ouverture de nos marchés publics, sur les marchés financiers. Et il faut que nous soyons extrêmement vigilants à la manière dont nous présentons les choses. Je pense plus utile de dire que nous n'irons pas au mandat qui sera décidé par le commissaire De Gucht, sauf à ce que nous obtenions tel et tel point, que nous procédions d'une manière qui viserait à dire que nous sommes d'accord avec le mandat, puisque nous allons l'obtenir.

Je pense qu'il faut mettre la pression, et par ailleurs, le pot de fer contre le pot de terre est plutôt quelque chose qui sera plutôt de nature à sensibiliser aussi l'électorat, et en particulier notre électorat.

Il nous revient, à l'équipe qui travaille autour de ces projets, et je remercie Harlem d'avoir organisé ce débat de lancement de la convention Europe, Jean-Christophe, Guillaume, Jean-Louis, et il y a d'autres femmes, je vous rassure tout de suite, de faire en sorte qu'il y ait une mobilisation autour de ces sujets européens, dont on ne peut pas dire à l'intérieur de ces partis qu'ils soient majeurs en les contournant.

Et je trouve que la manière dont la Convention se lance, et les débats qui vont vraiment ponctuer toutes les semaines avant le vote final du texte à la mi-juin, pour ensuite aller négocier avec le Parti socialiste européen, est une bonne méthode. Et j'invite chacun et chacune d'entre vous à se mobiliser pour que nous ayons des élections européens victorieuses en 2014. »

Résolution du Conseil national du Parti socialiste

La crise que traversent la France et l'Europe vient de loin, elle est profonde. Elle marque l'impasse de la finance folle autant qu'un changement de monde. En 2012, conscients de la gravité de cette crise, les Français ont confié le destin de la nation à François Hollande et à une majorité de gauche. Avec une exigence : bâtir une France leader dans une Europe moteur.

C'est la responsabilité historique des socialistes. C'est le sens de la politique conduite depuis le 6 mai par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault : une politique de redressement et de dépassement, qui répare les dégâts causés par la droite et qui prépare l'avenir. C'est le sens de la réorientation de l'Europe que le président de la République a engagée face aux conservateurs.

Aujourd'hui, en se battant pour cette réorientation, la France défend l'intérêt général européen face aux droites européennes. En refusant la nécessaire harmonisation fiscale et sociale, de doter l'Union de capacités supplémentaires de relance pour les investissements d'avenir, d'adapter les politiques monétaires et de la concurrence à la conjoncture, les conservateurs européens prennent le risque historique de plonger le continent dans une interminable austérité. L'Europe serait alors confrontée à la triple explosion des déficits, du chômage et des populismes. Parce qu'il agit pour le redressement de l'Europe mais qu'il refuse l'Europe réduite à une maison de redressement, François Hollande propose un autre chemin pour l'Union fondé sur le sérieux et la croissance. Depuis son élection, il a voulu et obtenu un pacte de croissance, la supervision bancaire et la taxe sur les transactions financières. D'autres évolutions doivent désormais voir le jour, et d'abord pour un budget communautaire à la hauteur de la crise pour la période 2014-2020. Le Parti socialiste est pleinement engagé en soutien du président de la République pour une Europe des projets pour les peuples, construction solidaire et non espace austéritaire. C'est pour l'Europe et contre l'austérité que notre Parti organise, avec tous les militants, une Convention nationale ce printemps, un an avant la bataille des élections européennes.

C'est grâce aux changements qu'il a engagés dès le début du quinquennat, que François Hollande a redonné de la force à la voix de la France en Europe.

Le redressement financier assure l'indépendance et la crédibilité de la France. Aucun pays ne maîtrise son destin s'il laisse se creuser la dette et les déficits. Avec 600 milliards d'euros de dette supplémentaire en cinq ans, le sarkozysme apparaît comme la présidence de la souveraineté bradée. Le sérieux budgétaire, qui n'est pas l'austérité, permet à la France de ne pas dépendre des spéculateurs, d'emprunter à des taux d'intérêt historiquement bas pour financer l'économie, de jeter les bases du redémarrage de la croissance. En 2012, le sérieux a été rétabli pour l'essentiel par des mesures fiscales équitablement partagées entre les ménages et parmi les entreprises. En 2013 et 2014, le rétablissement des comptes publics se poursuivra grâce à des économies de dépenses préservant les budgets prioritaires – éducation, emploi, logement, sécurité-justice – ainsi que l'investissement.

L'investissement productif et éducatif est mis au service de la compétitivité, de l'emploi et du pouvoir d'achat. Les banques, la fiscalité et l'épargne ont trop longtemps privilégié

la rente et la spéculation financière ou immobilière. Une autre logique prévaut maintenant, favorable à l'innovation, la production, la transition écologique.

C'est le sens du pacte de compétitivité pour la montée en gamme de l'économie. Conjugué aux mesures de soutien au secteur du bâtiment et du logement, il permettra dans les prochains mois aux entreprises d'innover, d'exporter, d'embaucher.

L'économie réelle est redevenue la priorité. En témoignent la banque publique d'investissement déclinée dans les régions, la réforme bancaire, le crédit d'impôt recherche plus favorable aux PME.

Le redressement productif, c'est aussi la mobilisation de la puissance publique pour les filières industrielles stratégiques, l'agriculture durable, les transports collectifs, le numérique et le très haut débit, la transition énergétique et la production en France d'énergies nouvelles.

Production et éducation vont de pair. Après dix ans de casse de l'école de la République, la refondation est lancée : création des postes de professeurs et de personnels éducatifs ; priorité à la maternelle et au primaire ; rythmes pédagogiques dans l'intérêt des élèves ; formation des maîtres ; morale laïque ; nouvelle ambition pour l'enseignement supérieur, nos universités et nos étudiants.

Le redressement, c'est la préparation de l'avenir, mais c'est aussi la volonté de répondre à l'urgence sociale. C'est pourquoi, avec la jeunesse, l'emploi est la priorité du président de la République. Des millions de Français souffrent des conséquences de la crise, et d'abord du chômage. C'est pourquoi l'emploi et la justice sont au cœur de l'action du gouvernement. L'emploi, c'est notre exigence. Contrats de génération, emplois d'avenir, renforcement des moyens de Pôle emploi, mesures pour la sécurisation de l'emploi et nouveaux droits pour les salariés – représentation dans les instances de gouvernance des grands groupes, sécurité sociale professionnelle, taxation des CDD – s'ajoutent au soutien à l'activité des entreprises. La justice sociale, c'est protéger le pouvoir d'achat des ménages modestes et des classes moyennes. Coup de pouce au smic, mobilisation face à la hausse des carburants et du gaz, tarifs progressifs pour l'énergie, l'allocation de rentrée scolaire revalorisée, encadrement des loyers dans les zones de spéculation, mesures contre la pauvreté et le surendettement, sont autant d'engagements tenus.

La justice sociale, c'est aussi la justice fiscale. Pour la première fois depuis 2002, les hauts revenus et les très grandes entreprises contribuent davantage aux efforts, en proportion, que les classes moyennes et les PME. Le Parti socialiste est le parti de la réforme fiscale pour redistribuer les richesses et simplifier l'impôt : fiscalité des revenus, écologique, locale, de nombreuses avancées sont attendues par nos concitoyens. La justice sociale, c'est la possibilité donnée aux salariés qui ont commencé à travailler tôt et qui ont exercé les métiers les plus pénibles de partir à la retraite à 60 ans. C'est l'égalité territoriale, qu'il s'agisse des postes d'enseignants et de personnels éducatifs, de la construction effective de logements sociaux, des zones de sécurité prioritaires ou de la politique de la ville. Ce sont aussi des réformes de société qui renforcent le pacte social : l'égalité femmes-hommes et le mariage et l'adoption pour tous les couples sont des progrès que nous revendiquons haut et fort.

La croissance a besoin de confiance. **Le redressement de l'économie est indissociable du renforcement de la démocratie.** C'est l'identité même du socialisme. Dès son élection, François Hollande a mis en place une République exemplaire : diminution de l'indemnité du président de la République et des ministres, premier gouvernement paritaire de l'histoire, fin des instructions du ministère de la Justice dans les dossiers individuels.

Ces derniers jours, la crise de confiance dans la parole publique a été aggravée par le manquement à l'intégrité et à la vérité de celui qui fut l'un des nôtres. C'est à la justice de juger ses actes, mais c'est à nous, autour du Chef de l'État et du Premier ministre, d'être aux avant-postes de la transparence de la vie publique et de la lutte contre les paradis fiscaux. Nous soutiendrons sans réserve les progrès proposés par le gouvernement. Le Parti socialiste en appelle à un consensus républicain autour de ces mesures : que la droite dise clairement, sans faux fuyants, si elle les approuvera ou, comme elle l'a hélas fait dans le passé, si elle y fera obstacle.

Enfin, la confiance viendra d'institutions modernisées. La décentralisation va bientôt connaître une nouvelle étape. Le Parti socialiste apporte tout son appui aux projets du gouvernement en la matière, qu'il s'agisse du statut pénal du Chef de l'État, de la composition du Conseil constitutionnel, de l'indépendance de la justice. Nous plaignons pour le non cumul d'un mandat parlementaire avec celui d'un exécutif local et pour sa mise en œuvre le plus tôt possible. De même, nous réaffirmons notre attachement au droit de vote des résidents étrangers aux élections municipales et voulons convaincre l'opposition de nous aider à le mettre en œuvre.

Face à une droite qui, dans sa dérive vers l'extrême-droite, a perdu la boussole de l'intérêt républicain, un triple rassemblement est nécessaire : celui des socialistes, celui des forces de gauche et de progrès, celui des Français. C'est notre devoir dans le présent et pour l'avenir.

Résultats des votes pour l'organisation des Primaires aux municipales

Le Conseil national a approuvé l'organisation de primaires citoyennes dans les villes de Marseille, Aix-en-Provence et le Havre, conformément aux dispositions prévues à l'article 6.3 des statuts nationaux du Parti.

pour : 145
contre : 0,
abstentions : 4

Pour le texte de résolution qui a été soumis au vote :

pour : 98
contre : 32
abstentions : 14

Notes

Notes

Notes

Notes

Notes

Handwriting practice lines consisting of 20 horizontal dotted lines.

REFONDATION DE L'ÉCOLE

60 000 POSTES



**POUR L'ÉCOLE
LA GAUCHE AGIT**

parti-socialiste.fr/adherez